



Universidad
de Alcalá

**TRADUCCIÓN COMENTADA: TERMINOLOGÍA
JURÍDICA Y NUEVAS TECNOLOGÍAS
TRADUCTION COMMENTÉE: TERMINOLOGIE
JURIDIQUE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES
A COMMENTED TRANSLATION: LEGAL
TERMINOLOGY AND NEW TECHNOLOGIES**

CURSO 2018/2019

**Máster Universitario en Comunicación Intercultural,
Interpretación y Traducción en los Servicios Públicos**

Presentado por:

D^ª CAROLINA BLASCO ESPÍ

Dirigido por:

Dr. ALFREDO ÁLVAREZ ÁLVAREZ

Alcalá de Henares, a 9 de mayo de 2019

ÍNDICE

RESUMEN.....	p. 4
CONTENIDO.....	p. 6
1. Introduction.....	p. 6
2. Cadre théorique.....	p. 8
2.1. La théorie de la traduction. Les stratégies, les techniques et le processus de la traduction.....	p. 8
2.1.1. Les théories modernes sur la méthodologie de la traduction...p.	11
2.1.2. Prémisses de la méthodologie de la traduction.....p.	13
2.1.3. Les méthodes de traduction.....p.	14
2.1.4. Les techniques de traduction.....p.	15
2.1.5. Les stratégies de traduction.....p.	15
2.2. La traduction spécialisée.....	p. 16
3. Glosario de términos.....	p. 17
4. Documentos de apoyo utilizados.....	p. 22
4.1. Textos paralelos.....	p. 22
4.1.1. Textos paralelos en español.....	p. 22
4.1.2. Textos paralelos en francés.....	p. 27
4.2. Recursos de apoyo para la traducción.....	p. 30
5. Comentario sobre los textos encontrados y sus características.....	p. 31
5.1. Textos paralelos utilizados en español.....	p. 31
5.1.1. Para el texto 1: <i>Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines</i>	p. 31
5.1.2. Para el texto 2: <i>Langue du droit et harmonisation terminologique multilingue: l'exemple de LexALP</i>	p. 31
5.1.3. Para el texto 3: <i>Terminologies et nouvelles technologies</i>	p. 32
5.2. Textos paralelos utilizados en francés.....	p. 32

5.2.1.	Para el texto 1: <i>Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines</i>	p. 32
5.2.2	Para el texto 2: <i>Langue du droit et harmonisation terminologique multilingue: l'exemple de LexALP</i>	p. 32
5.2.3	Para el texto 3: <i>Terminologies et nouvelles technologies</i>	p. 33
6.	Commentaire concernant les ressources trouvées et leurs caractéristiques.....	p. 34
6.1.	Ressources en ligne.....	p. 34
6.2.	Ressources sous autres formats	p. 35
7.	Problèmes de traduction et solutions	p. 36
7.1.	Faux amis.....	p. 36
7.2.	Problèmes au niveau syntaxique.....	p. 36
7.3.	Problèmes au niveau lexicque et sémantique.....	p. 38
8.	Borrador.....	p. 43
8.1.	Texto 1: <i>Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines</i>	p. 43
8.2.	Texto 2: <i>Langue du droit et harmonisation terminologique multilingue: l'exemple de LexALP</i>	p. 47
8.3.	Texto 3: <i>Terminologies et nouvelles technologies</i>	p. 64
9.	Versión final de la traducción.....	p. 81
9.1.	Texto 1: <i>Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines</i>	p. 81
9.2.	Texto 2: <i>Langue du droit et harmonisation terminologique multilingue: l'exemple de LexALP</i>	p. 84
9.3.	Texto 3: <i>Terminologies et nouvelles technologies</i>	p. 101
10.	Conclusion.....	p. 119
	BIBLIOGRAFÍA.....	p. 120
	ANEXOS	

RESUMEN

Los documentos objeto de esta investigación basada en una traducción comentada son tres textos que tratan sobre el lenguaje jurídico, la labor terminológica de la base de datos *LexALP* y la relación entre terminología y nuevas tecnologías, respectivamente.

La labor del traductor no está valorada como debería, ya que al traducir no solo se traslada una palabra de un idioma a otro, sino que hay que saber transmitir el mensaje de la forma más fiel posible. Se dice a menudo que la traducción perfecta no existe, y es precisamente por la dificultad que tiene trasladar un mensaje con todas sus connotaciones de una sociedad a otra que utiliza otro idioma y tiene otra cultura distinta. Cuando lo que hay que traducir es de un ámbito especializado específico, las dificultades y los obstáculos aumentan.

El objetivo del presente trabajo es llevar a cabo una traducción comentada de los tres documentos anteriormente mencionados a partir de un marco teórico para, posteriormente, elaborar un glosario de términos y hacer un análisis sobre las dificultades de traducción y sus soluciones. Para ello, se ha realizado primero una lectura del texto, señalando la terminología desconocida y los problemas de traducción encontrados (como, por ejemplo, frases con una estructura sintáctica compleja). Después se ha procedido a la traducción de los textos y se han puesto en práctica los conocimientos sobre terminología, búsqueda de información y resolución de problemas de traducción adquiridos en clase durante el Máster. Para que esto fuera posible, se han utilizado distintos recursos, entre ellos bases de datos terminológicas, glosarios elaborados en clase, diccionarios especializados y diccionarios generales, entre otros. A medida que se iba haciendo la traducción, se iban anotando los distintos problemas adicionales encontrados y también sus soluciones. Una vez los textos traducidos, se ha tomado distancia con cada texto para volverlo a leer de nuevo y así no tener interferencias de la reciente traducción, y se han hecho los últimos retoques antes de dar por finalizada la traducción. Una vez hecho esto, se ha elaborado el glosario de términos.

El presente trabajo cuenta con información sobre recursos para realizar una traducción, una descripción y análisis de los problemas de traducción que se han encontrado con su correspondiente razonamiento para buscar una solución. La información que contiene este trabajo puede ser útil para estudiantes de traducción y contribuye al estudio de la traducción especializada.

PALABRAS CLAVE: Traducción comentada, traducción, terminología, lenguaje especializado, elaboración de material y recursos, nuevas tecnologías.

RÉSUMÉ

Cette étude fondée sur une traduction commentée porte sur trois textes concernant le langage juridique, le travail terminologique de la banque de données *LexALP* et la relation entre terminologie et nouvelles technologies respectivement.

Le travail du traducteur n'est pas aussi apprécié qu'il ne devrait, puisque dans la traduction il ne s'agit pas seulement de traduire un mot venant d'une langue vers une autre, il faut savoir transmettre le message le plus fidèlement possible. On dit souvent que la traduction parfaite n'existe pas, et c'est justement à cause de la difficulté de traduire un message, avec toutes ses connotations, d'une société à une autre qui utilise une autre langue et qui a une culture complètement différente. Quand la traduction porte sur un domaine spécialisé et spécifique, les difficultés et les obstacles se voient augmentés.

L'objectif de la présente étude est de mener une traduction commentée des trois documents cités plus haut sur la base d'un corpus théorique, suivi de l'élaboration d'un glossaire terminologique et une analyse portant sur les difficultés de traduction rencontrées ainsi que leurs solutions. Pour ce faire, une lecture des textes a été réalisée en premier lieu, tout en indiquant la terminologie inconnue et les problèmes de traduction trouvés (comme, par exemple, des phrases ayant une structure syntaxique complexe). Ensuite, la traduction des textes, les connaissances sur la terminologie acquises lors des cours du master, la recherche d'information et la solution de problèmes de traduction ont été mis en œuvre. Pour cela, des ressources très variées ont été utilisées, dont des bases de données terminologiques, des glossaires élaborés lors des cours du master, des dictionnaires spécialisés et des dictionnaires généraux, entre autres. Au fur et à mesure que la traduction progressait, les problèmes de traduction spontanés trouvés ainsi que leurs solutions étaient notés. Une fois les textes traduits, il était nécessaire de s'éloigner des textes pour ne pas avoir d'interférences lors de la lecture après la traduction. Les dernières retouches ont été également faites avant de finaliser la traduction. Cela étant terminé, le glossaire de termes a été élaboré.

La présente étude compte sur des informations portant sur des ressources pour faire de la traduction, une description et une analyse des difficultés de traduction trouvées et leur raisonnement correspondant pour trouver une solution. L'information apparaissant dans cette étude peut être utile pour les étudiants de traduction et elle contribue à la recherche de la traduction spécialisée.

MOTS CLÉS : Traduction commentée, traduction, terminologie, langage spécialisé, élaboration de matériel et de ressources, nouvelles technologies.

CONTENIDO

1. Introduction

Lors de l'année scolaire, nous avons étudié les différents types de textes et le vocabulaire que nous pouvons trouver dans le domaine médical, administratif et juridique. Nous avons étudié également les possibles solutions que nous pouvons choisir face à un problème de traduction, ainsi que les ressources très variées qui sont disponibles pour le traducteur afin qu'il puisse réaliser le travail de manière efficace. Dans la présente étude nous allons mettre en pratique les connaissances acquises lors des cours avec l'objectif de choisir la terminologie adéquate et afin de résoudre les problèmes de traduction que nous trouverons tout au long du processus de traduction.

L'objectif de cette étude est de contribuer au développement de la traduction académique dans le domaine de la traduction et l'interprétation dans les services publics. En plus, nous allons élaborer un glossaire spécialisé, une traduction en justifiant les décisions terminologiques prises et une liste des problèmes de traduction trouvés dans les textes fournis, ainsi que leurs solutions, grâce à une base théorique. Nous avons trois textes à traduire du français vers l'espagnol : un texte concernant le langage juridique, un autre texte sur la terminologie de LexALP, et un autre texte sur les nouvelles technologies liées à la terminologie. À première vue, nous pouvons constater que les textes sont des articles provenant de revues spécialisées. Ce sont des textes bien organisés et structurés. Nous pouvons les télécharger en PDF ou les consulter sur internet.

La présente étude est divisée principalement en deux parties : le cadre théorique et le cadre empirique. En ce qui concerne le cadre théorique, nous avons fait des recherches sur le processus de la traduction, les stratégies et les techniques de traduction, qu'elle soit générale ou spécialisée. Nous avons aussi inclus tout de même le glossaire terminologique ainsi que les textes parallèles (en espagnol et en français) qui ont aidé à la production de la traduction. Concernant les ressources d'appui utilisés, nous les avons divisés en : ressources en ligne et en format papier/PDF. Les ressources en ligne que nous avons utilisées sont IATE, Wordreference, Dictionnaire Reverso et Wordfast Anywhere. Cependant, nous avons utilisé d'autres ressources (en papier ou PDF) : *Léxico jurídico para estudiantes*¹, *Juridictionnaire*² et le dictionnaire juridique conseillé par Béatrice Garreau (professeur du master) disponible sur internet³. Nous avons utilisé aussi le glossaire terminologique du domaine juridique que nous avons étudié lors des cours du master.

Puis, nous avons analysé les textes parallèles trouvés et les ressources d'appui utilisés, où nous expliquons le motif de leur choix et utilisation, ce que nous attendions d'eux, ainsi qu'une évaluation personnelle de chaque texte et/ou ressource. À

¹ Ortiz, M., Pérez, V., *Léxico jurídico para estudiantes*, Tecnos, 2002.

² Picotte, J., *Juridictionnaire*, Faculté de Droit, Université de Moncton, 2012.

³ <http://www.jfortun.net/data/Dictionnaire%20v2.pdf>

continuation, nous avons réalisé une liste contenant les problèmes de traduction que nous avons trouvés. Cette liste est en même temps divisée en faux amis, problèmes au niveau syntaxique et problèmes au niveau lexical et sémantique.

Finalement, nous avons ajouté le brouillon de la traduction des trois textes avec des commentaires ou des doutes concernant les difficultés trouvées, la version finale de la traduction et une conclusion.

2. Cadre théorique

2.1. La théorie de la traduction. Les stratégies, les techniques et le processus de la traduction

La traduction constitue un processus très ancien qui a joué un rôle assez important dans l'histoire de l'humanité et de la culture, malgré le manque de reconnaissance que le traducteur reçoit et a reçu tout au long de l'histoire. Autrefois, la traduction d'un livre, d'un essai ou de tout autre document écrit prenait beaucoup de temps. Cependant, aujourd'hui il est possible d'avoir la traduction de n'importe quel document écrit en plusieurs langues de façon presque simultanée à l'ouvrage original (Parkinson de Saz Sara M., 1984 : 91-92).

D'accord avec Sherry Gapper (1991 :4) dans la traduction du Chapitre I de l'ouvrage « *Approaches To Translation* » de Peter Newmark, la théorie de la traduction est liée à la linguistique, notamment à la sémantique, la sociolinguistique et la sociosémantique. Newmark affirme que la sociolinguistique étudie les registres sociaux du langage et les problèmes des langues étant en contact dans ceux-ci ou dans les pays voisins, et que la sociosémantique indique la pertinence d'exemples réels : parlés, enregistrés, écrits, imprimés.

Dans le processus de la traduction il se perd toujours une certaine partie du contenu du message, car il s'agit de faire passer un message d'une langue A vers une langue B (Parkinson de Saz Sara M., 1984 : 95). Parkinson (1984 : 95) parle de Nida, qui est le traducteur de la Bible et un linguiste réputé, pour indiquer l'importance que le traducteur connaisse le public auquel le texte est visé afin de perdre le minimum d'information possible lors de la traduction, car le langage utilisé par le traducteur peut varier en fonction du type de public. Parkinson (1984 : 95) ajoute que le traducteur doit avoir également des connaissances sur l'auteur, le moment historique du texte et les conditions dans lesquelles il a été écrit.

Les philosophes ont été tout de même très importants concernant la théorie de la traduction, d'après Parkinson. Par exemple, Wittgenstein, qui introduit le concept « inexprimable » pour faire référence à tout ce qui ne peut pas être transmis à travers du langage, comme par exemple un mal de dents. Il explique aussi que la culture peut changer le sens de beaucoup de choses : ce qui pour nous et notre culture est quelque chose de positif, pour une autre culture différente ou un univers parallèle peut constituer quelque chose de négatif. Un autre philosophe très important pour la théorie de la traduction est W.V.Quine, qui défend grâce au concept « indétermination de la traduction » qu'il n'y a pas qu'une traduction « authentique » concordant avec la réalité du texte, mais qu'il existe plusieurs chemins corrects qui mènent à elle et n'importe lequel peut être choisi pour y parvenir (1984: 96-97).

Lors de la traduction, le rôle de la culture est par ailleurs très notable, puisque, tel qu'il a été expliqué plus haut dans la présente étude, quelque chose qui pour une

culture a un sens, pour une autre culture la même chose peut avoir un sens totalement différent, voir opposé. Parkinson (1984 : 98) évoque Hayakawa et elle explique que dans les Nations Unies on avait produit un film qui est devenu très populaire, dans lequel il apparaissait un hibou représentant la sagesse, tandis que le même film dans d'autres pays asiatiques n'a pas été bien accueilli, parce que dans leur culture le hibou représente la stupidité, constituant ceci un élément qui a annulé complètement le sens du film.

Il existe plusieurs formes de traduire. D'un côté, la traduction sémantique défend que les traductions doivent être réalisées le plus fidèlement possible par rapport au texte original, sans constituer non plus une traduction littérale (au mot à mot du texte). C'est-à-dire, on cherche une traduction exacte et détaillée du texte original. D'un autre côté, la traduction communicative a comme but de faciliter la compréhension au lecteur, étant la fidélité au texte original reléguée à une deuxième place. Il existe également la traduction cognitive, qui est une sorte de pre-traduction des éléments les plus difficiles du texte pour atteindre leur signification de façon plus claire. Les théories philologiques de la traduction sont plus caractéristiques des textes littéraires et de leur stylistique (1984 : 96).

Concernant les techniques de traduction, Parkinson (1984: 107-109) les fait diviser en dix : la transcription, qui vise à laisser sans traduire un mot ou une expression, habituellement liés à la culture ou aux institutions ; la traduction littérale, c'est-à-dire, la traduction mot à mot, qui est en général peu efficace parce que les mots n'ont pas qu'une seule traduction possible ; les emprunts traduits, qui sont des traductions littérales d'institutions nationales n'ayant pas un équivalent exact ; la synonymie lexicale, qui fait référence à une traduction du texte original non exacte, qui cependant se rapproche le plus au sens du texte original ; la transposition, c'est-à-dire, le changement de l'ordre des phrases dans la traduction ; la modulation, qui traduit des concepts ou des métaphores par d'autres qui sont très différentes mais qui représentent la différence de perception de la réalité des deux cultures ; la contraction, qui est la suppression de certains mots (comme, par exemple, des articles ou des sujets) ; l'expansion, qui est le contraire de la contraction, c'est-à-dire, on ajoute des éléments dans la traduction pour rendre plus simple la compréhension du message ; la restructuration, qui change la nature originale des propositions du texte original lors de la traduction ; et, pour finir, la modification, qui change le texte original lors de la traduction afin d'éclaircir certains éléments. Dans ces cas, il est conseillé de traduire le texte et d'ajouter une note en bas de page comportant les explications pertinentes.

Hurtado Albir (1996 : 151) fait une distinction entre les termes « traduction » et « traductologie ». D'après Hurtado, la traduction est un processus qui s'acquiert avec la pratique ou le savoir-faire, et le traducteur devient le professionnel de la traduction. Or, pour Hurtado (1996 : 151), la traductologie est une réflexion théorique, et le traductologue est la personne qui fait des recherches sur la traduction, tout en défendant qu'un traducteur n'est pas censé être un traductologue ou un linguiste, tandis que le

traductologue doit connaître certaines disciplines, comme par exemple la linguistique. Selon Hurtado (1996 : 152), Holmes a établi les trois branches composant la traductologie : des études théoriques, des études descriptives et des études appliquées. Ces trois éléments sont plus ou moins liés entre eux, selon l'étude réalisée, et c'est pour cela qu'il est très compliqué d'établir une limite pour les séparer : « Les trois branches, tel que l'indiquait Holmes, ont, donc, une relation dialectique entre elles » (Hurtado Albir, 1996 : 153).

La traductologie est une discipline qui possède plusieurs approches théoriques. Hurtado (1996 : 154) explique que l'objectif des études spécifiques est d'analyser une variété de la traduction, un problème spécifique de la traduction, la didactique de la traduction ou la traduction pédagogique. Concernant les études linguistiques, Hurtado (1996 : 154) affirme qu'ils se centrent dans les aspects linguistiques de la traduction, et également fait une distinction entre « approches sur la description et la comparaison de langues » et « les approches textuelles ». D'un côté, les approches sur la description et la comparaison de langues décrivent et comparent des langues en utilisant la linguistique comparée traditionnelle ainsi que la comparaison entre langues au moyen d'unités isolées. Hurtado (1996 : 154) cite à titre d'exemple le livre *Théorie et pratique de la traduction [Teoría y práctica de la traducción]* de García Yebra. On utilise tout de même les Stylistiques comparées, dont la plus grande contribution sont les calques, les emprunts, les traductions littérales et les modulations, entre autres. Les comparaisons grammaticales, les approches sémantiques, les approches sémiotiques (qui « considèrent la traduction comme un processus de transformation entre deux systèmes de signes » (1996 : 154), sont aussi des processus utilisés dans les approches sur la description et la comparaison de langues susmentionnés. D'un autre côté, en ce qui concerne les approches textuelles, Hurtado (1996 : 155) explique que certains auteurs, comme Coseriu ou Seleskovitch, mettent l'accent sur la traduction en tant qu'une « opération textuelle », tandis que d'autres, comme Hartmann ou Neubert, mettent l'accent sur les « aspects intertextuels de l'analyse ». Hurtado (1996 : 155) ajoute, en plus, que certains auteurs, comme Reiss ou Larose, sont partisans d'une approche socioculturelle de la traduction grâce à l'existence des « aspects extratextuels » dans le processus de la traduction.

D'après Hurtado (1996 : 156), les aspects socioculturels sont liés à tout ce qui entoure la traduction et à tout ce qui a une influence sur celle-ci, comme, par exemple, les aspects culturels. Les aspects psycholinguistiques étudient les processus mentaux du traducteur, et certaines recherches ont porté sur la « verbalisation des processus mentaux du traducteur [...] et leur compilation en protocoles ». Les approches philosophiques et herméneutiques font principalement des études portant sur les aspects philosophiques et/ou herméneutiques de la traduction, tel que l'indique leur nom.

Hurtado (1996 : 157) affirme également que la traductologie ne doit pas faire partie de la linguistique, car elle est bien plus vaste. Hurtado (1996 : 157) explique que la traductologie est une branche multidisciplinaire, puisque le traducteur est censé

connaître des éléments appartenant à d'autres sciences différentes (sociologie, anthropologie, science cognitive, psychologie, histoire, linguistique...) et elle ajoute qu'il faut garder à l'esprit que la traduction est un texte, il est un acte communicatif et il est un processus mental :

Voilà le besoin d'analyser la traduction à partir de ces trois approches : en tant que processus et en tant que produit, dans ses relations internes et externes ; pour ce faire, la traductologie doit intégrer, fondamentalement, des propositions d'analyse des approches linguistiques et textuelles, interculturelles et psycholinguistiques [...] Il est certain que la matière première de la traduction est le langage, mais la taille de notre objet d'étude est plus vaste, comme nous l'avons dit plus haut, que la linguistique et que la linguistique appliquée (Hurtado Albir, 1996: 157). [Cita traducida. Original en español]

2.1.1. Les théories modernes sur la méthodologie de la traduction

Le processus de la traduction, d'après Hurtado (2011 : 241), est basé sur la manière dont le traducteur aborde le texte original, et les méthodologies les plus représentatives de l'Histoire ont été la traduction littérale et la traduction libre, étant ces deux méthodologies totalement opposées et manquant d'une définition exacte en raison de leur ambiguïté. Cependant, Hurtado a classifié les différentes propositions de la méthodologie de la traduction en quatre groupes :

D'un côté, les propositions dichotomiques sont celles qui sont traduites avec des méthodes opposées, comme l'opposition entre traduction littérale et libre, parce que la traduction littérale est limitée à traduire « mot à mot ou phrase à phrase », tandis que la traduction libre permet un éloignement par rapport au texte original. Hurtado (2011 : 242) explique tout de même l'opposition entre traduction littérale (utilisée lorsque les deux langues ne sont pas très différentes) et la traduction oblique (utilisée lorsque les deux langues fonctionnent différemment et il est donc nécessaire d'utiliser des modulations, des adaptations, etc.). D'accord avec Hurtado, House explique les concepts de « traduction couverte » (apparaissant dans des textes « idéationnels », c'est-à-dire, qui n'apparaissent pas seulement dans la culture de départ et qui ont la condition de texte original dans la culture d'arrivée). D'après Hurtado (2011 : 243), Newmark a classifié la traduction en « traduction sémantique », qui met l'accent sur l'auteur du texte (ce sont normalement des textes « expressifs »), et « traduction communicative », qui met l'accent sur le destinataire (ce sont normalement des textes informatifs). Le fait de faire cette différence est ce qui est connu comme la théorie de Schleiermacher du « double mouvement », qui concerne le concept de « norme initiale », qui est l'option du traducteur de passer ou pas par la culture d'arrivée, qui dérive en même temps en « acceptabilité » (là où les normes de la culture d'arrivée perdurent) et en « adéquation » (là où les normes de la culture du texte original perdurent). Finalement, Hurtado (2011 : 243-244) expose que Venuti propose de faire une distinction entre « étrangéisation » et « appropriation », puisque cette dernière est une « réduction ethnocentrique du texte étranger aux valeurs culturels de la langue d'arrivée » et l'étrangéisation « est une

digression de ces valeurs pour rétablir les différences linguistiques et culturelles du texte étranger, menant au lecteur vers une autre culture ».

D'un autre côté, Hurtado (2011 : 244) affirme que l'*iusta via media* (ou sens et communication), proposée par Steiner, soutient le « sens par le sens », constituant l'absence d'une définition exacte à un problème. D'après Hurtado (2011 : 244), quelques propositions modernes sont dans la même ligne, comme la théorie du sens de l'ESIT (École Supérieure d'Interprètes et de Traducteurs), qui définit la traduction en tant qu'un processus de compréhension du texte original et de réécriture de celui-ci dans la langue d'arrivée; le concept de « traduction communicative » de Hatim et Mason, qui définit la traduction en tant qu'un échange communicatif, ayant une action pragmatique et sémiotique ; ou la proposition fonctionnelle de la traduction de Lvóvskaya, qui défend qu'il s'agit plutôt d'un processus dans lequel plusieurs facteurs communicatifs de nature cognitive et culturelle sont influents.

En plus, Hurtado (2011 : 245) expose les « propositions plurielles », qui « répondent à des multiples paramètres dont plusieurs propositions méthodologiques surgissent ». D'accord avec Hurtado (2011 : 245), Catford classe la traduction selon la longueur du texte (traduction complète et partielle), et selon le niveau de la traduction (traduction totale ou réduite). Catford fait également une distinction entre la traduction « mot à mot », la traduction littérale et la traduction libre, ainsi qu'entre « traduction » et « transfert » (2011 : 245). D'après Hurtado (2011 : 245), Newmark propose d'autres méthodes de traduction : la traduction mot à mot, la traduction littérale (dans laquelle « une transformation des structures grammaticales de la langue originale » a lieu), la traduction fidèle (qui reproduit le sens exact du texte original), l'adaptation (une sorte de traduction libre utilisée pour les traductions de comédies et de poésie), la traduction libre (qui ne conserve pas les aspects formels du texte original), et la traduction idiomatique (dont le langage familier et les modismes ont tendance à déformer quelques aspects du sens). D'accord avec Hurtado (2011 : 245-246), Newmark introduit la traduction inverse, la traduction de poésie vers la prose, la traduction information, la traduction cognitive (qui transforme la grammaire de la langue originale afin de favoriser la compréhension dans la langue d'arrivée), et la traduction académique (qui vise à une traduction idiomatique dans un langage formel). Pour clôturer le cadre des « propositions plurielles », Hurtado (2011 : 246) évoque la proposition de Hewson et de Martin, qui est fondée sur la « réduction » (prédominance d'une culture sur l'autre), « l'insertion » (que quelques valeurs d'un système aient la possibilité de s'intégrer dans un autre système différent) et la « conversion » (valeurs similaires).

Finalement, concernant les typologies fonctionnelles, Hurtado (2011 : 246) expose que Reiss et Vermeer défendent que l'équivalence a lieu lorsque le texte original et la traduction ont la même fonction, tandis que la restructuration se produit lorsque le but de la traduction est différent. Selon Hurtado (2011 : 246), Nord introduit la « traduction document » et la « traduction instrument ». La traduction document fait plus attention au lecteur de la culture d'arrivée, et elle est composée par la « traduction

inter linéale » (elle reproduit le système de la langue de départ dans la langue d'arrivée), la « traduction littérale » (elle respecte la forme du texte original), la « traduction philologique » (elle respecte et explique le contenu et la forme du texte original), et la « traduction exotisante » (elle garde le contenu, la forme et la situation du texte original). Hurtado (2011 : 246-247) explique que la traduction instrument est un outil de communication entre la culture originale et la culture d'arrivée, et il existe plusieurs types : la traduction equifonctionnelle (elle conserve les mêmes fonctions communicatives du texte original), la traduction heterofonctionnelle (elle a des fonctions similaires à celles du texte original) et la traduction homologue (elle aspire à être de la même nature que le texte original).

2.1.2. Les prémisses de la méthodologie de la traduction

Hurtado (2011 : 247) explique les prémisses influant la méthodologie de la traduction.

D'abord, on parle du manque des dichotomies méthodologiques, puisqu'on n'a que les oppositions entre la traduction littérale et la traduction libre, entre la traduction sémantique et la traduction communicative, et entre la traduction couverte et la traduction manifeste, entre autres. Actuellement, ces oppositions sont considérées comme fausses par les études linguistiques et littéraires, d'après Hurtado (2011 : 248).

Après, le fait de penser qu'un texte précise une certaine modalité de traduction en fonction de sa nature, va condamner le texte à être monofonctionnel, tandis que beaucoup d'auteurs, comme Reiss, Hatim ou Mason, ont mis en relief le côté multifonctionnel du texte, puisque « Les textes ont une hiérarchie de fonctions et il faudra chercher dans les différents cas les fonctions prioritaires qui vont guider au traducteur pour choisir les solutions pertinentes selon les cas » (Hurtado, 2011 : 248), et, en plus, l'attribution d'une seule fonction à un texte met l'accent seulement sur ? le résultat de la traduction et non pas dans le processus de celle-ci (Hurtado, 2011 : 249).

Ensuite, Hurtado (2011 : 249) fait une proposition de distinction nécessaire entre méthode, technique et stratégie de traduction, ce qui a été déjà proposé par Wilss :

[...] (cela) implique le développement d'un processus de traduction concret régulé par des principes en fonction de l'objectif du traducteur, la méthode ayant, par conséquent, un caractère supra-individuel et conscient [...] et répond à une option globale qui parcourt tout le texte (Hurtado, 2011 : 249) [Cita traducida. Original en español]

Pour Hurtado (2011 : 249-250), la technique de traduction apparaît dans le résultat, c'est-à-dire, on peut utiliser une technique déterminée une fois, mais cela ne veut pas dire que la traduction entière se corresponde avec le caractère de la technique adoptée. Les stratégies de traduction sont les outils que le traducteur a utilisés pour résoudre les problèmes de traduction trouvés.

Puis, d'accord avec Hurtado (2011 : 250), il faut distinguer entre le résultat de la traduction et le processus de celle-ci. Le résultat de la traduction considère la

méthodologie de la traduction, et la traduction de certaines unités courtes ou hors de contexte devraient se traduire par le biais de la traduction libre en raison des différences entre la langue de départ et la langue d'arrivée. Par exemple, d'accord avec la théorie de Catford, la phrase *llueve a cántaros* est une traduction libre de la phrase *il pleut des cordes*. L'utilisation de certaines méthodes de traduction est lié à la prise de décisions et à l'emploi de techniques et de stratégies de traduction, qui sont variables en fonction de l'objectif et les problèmes auxquels le traducteur fait face : « [...] nous définissons la méthodologie de la traduction en tant que développement d'un processus de traduction concret régulé par des principes [...] déterminés par le contexte et le but de la traduction » (Hurtado, 2011 : 250).

Enfin, l'objectif de la traduction et son contexte sociohistorique vont servir au traducteur pour se décider par une méthode ou une autre, car la mode d'utilisation de certaines méthodes a changé tout au long de l'Histoire : « [...] historiquement, la manière de traduire a changé selon les époques en fonction des normes idéologiques, le goût esthétique, les connaissances sur le destinataire, etc. » (Hurtado, 2011 : 251).

2.1.3. Les méthodes de traduction

Hurtado (2011 : 251) affirme que le choix d'une méthode de traduction varie en fonction du destinataire, de l'objectif de la traduction, du contexte, de ce qu'on attend d'elle ou selon les questions personnelles, et elle propose quatre méthodes basiques de traduction :

D'après Hurtado (2011 : 252-253), la méthode « interprétative-communicative » met l'accent sur la compréhension et la réexpression du texte original, et elle a comme but que la traduction produise le même effet chez le destinataire que le texte original. Ceci se correspond avec le concept « d'équivalence » de Reiss et Vermeer. La méthode « littérale » traduit mot à mot ou phrase à phrase (ou encore de syntagme en syntagme), et l'objectif est d'imiter la forme et l'usage de la langue du texte original. Ceci se correspond avec le concept de traduction inter linéale et littéraire de Nord. La méthode « libre » se correspond avec le concept de traduction hétéro-fonctionnelle de Nord, et elle cherche à transmettre les informations du texte original en respectant quelques fonctions tout en laissant de côté la conservation de la forme ou du sens exact du texte original. Les changements peuvent se produire à cause de : différents destinataires, un milieu socio-culturel différent, la condition du contexte du récepteur, un choix personnel ou un usage différent de la traduction. Au sein de la méthode libre, nous trouvons « l'adaptation » et la « version libre ». La version libre est plus éloignée du texte original, car elle peut comporter, par exemple, l'élimination de certains personnages, chapitres, etc. Dans la méthode « philologique », l'objectif est d'ajouter des notes avec des informations de nature historique ou philologique, entre autres. Ce type de document est normalement adressé aux étudiants ou à un public avec un haut niveau culturel, car le texte original devient un document de recherche.

Cela étant dit, Hurtado (2011 : 253) affirme que la méthodologie de la traduction sera choisie en fonction de l'objectif de la traduction. En plus, Hurtado (2011 : 253) révèle quelques exemples où elle défend, par exemple, qu'afin de traduire un panneau publicitaire dans un autre pays, il est nécessaire de bien comprendre le sens du texte original pour le reproduire à nouveau dans la langue d'arrivée, afin de conserver la fonction communicative du texte original. C'est-à-dire, il faudrait choisir une méthodologie de traduction interprétative-communicative. Or, si on veut traduire le même panneau publicitaire pour qu'un ami puisse le comprendre, on choisirait plutôt la traduction littérale.

2.1.4. Les techniques de traduction

Dans ce paragraphe nous allons voir les propositions techniques de la traduction d'accord avec différents traductologues et/ou linguistes. D'après Hurtado (2011 : 257), Vinay et Darbelnet classifient la traduction comme une traduction directe (littérale) et oblique. Parmi les techniques de la traduction littérale on trouve l'emprunt, le calque et la traduction mot à mot, tandis que pour les techniques de la traduction oblique on trouve la transposition, la modulation, l'adaptation et l'équivalence.

Tel que l'explique Hurtado (2011 : 258-260), Vinay et Darbelnet proposent aussi d'autres techniques : la compensation, qui consiste à changer de place un élément du texte original dans la traduction ; la dissolution/concentration, où un signifié se reproduit dans la langue d'arrivée avec une quantité majeure de signifiants (dissolution) ou une quantité réduite de signifiants (concentration) ; l'amplification/économie, où on utilise plus de signifiants pour remplir un vide syntactique (amplification) ou le contraire (économie) ; l'extension/réduction, techniques propres à la langue française et anglaise, car les prépositions ou conjonctions anglaises précisent normalement d'ajouter un nom ou un verbe pour que la phrase puisse être réexprimée en français ; l'explicitation/implicitation, technique fondée sur l'introduction d'information implicite dans le texte original (explicitation) ou à l'envers (implicitation) ; la généralisation/particularisation, dont le principe est la traduction d'un terme par un autre plus générique (généralisation) ou la traduction d'un terme générique par un autre plus technique (particularisation) ; l'articulation/juxtaposition, où on informe de l'utilisation (articulation) ou de l'absence (juxtaposition) d'éléments linguistiques d'articulation ; la grammaticalisation/lexicalisation, dont la base est le remplacement d'éléments lexiques par des éléments grammaticaux (grammaticalisation) ou le contraire (lexicalisation) ; et, pour finir, l'inversion, qui déplace un mot à une autre partie de la phrase afin de conserver la structure naturelle de celle-ci dans la langue d'arrivée.

2.1.5. Les stratégies de traduction

Anna Gil (2008 : 24) défend dans sa thèse qu'un bon nombre de recherches à propos de ce sujet ont conclu que les personnes avec de l'expérience dans un domaine font moins d'erreurs et reconnaissent le problème plus rapidement, donc, elles trouvent la solution aussi plus rapidement que les débutants.

D'après Gil (2008 : 27-28), les problèmes que l'on trouve dans le domaine de la traduction ne sont pas bien définis, mais ils sont de plus en plus importants, car ils sont considérés le point de départ de l'utilisation des processus mentaux du traducteur. La traductologie comporte deux versions du concept « problème ». La première version est fondée sur le fait que le texte peut être divisé en segments, et le segment problématique pourrait être isolé pour le résoudre. La deuxième version est fondée sur la connexion entre le problème et les opérations mentales du traducteur. Ces opérations mentales sont, d'après Gil (2008 : 47), les stratégies de la traduction.

Dans la même ligne, Gil (2008 : 48) explique que Robert Beaugrande introduit le concept de « stratégies d'équivalence », qui sont divisées en trois groupes : le premier se concentre sur les différences entre les deux langues de travail, le deuxième groupe met l'accent sur le type de langage utilisé, et le troisième est responsable des équivalences pertinentes. Gil (2008 : 53) explique également que Jääskeläinen fait la différence entre « transformations non marquées », celles qui se produisent inconsciemment et automatiquement, et les « unités d'attention », qui demande l'attention consciente du traducteur. D'accord avec Gil (2008 : 53-55), Hönig propose les « micro stratégies » et les « macro stratégies », qui sont des « processus mentaux non contrôlés ; Chesterman introduit les « stratégies globales », liées aux activités, et les « stratégies locales », liées aux actions, et il fait une distinction entre les « stratégies de compréhension », fondées sur l'analyse du texte original, et les « stratégies de production » puisque, tel que l'indique Gil, elles « sont le résultat de plusieurs stratégies de compréhension et sont liées à la façon dont le traducteur manipule le matériel linguistique afin de produire un texte final convenable » (2008 : 55).

2.2. La traduction spécialisée

D'accord avec María Teresa Cabré (2004 : 4), le développement scientifique et technique de la société au cours des dernières décennies a favorisé l'apparition de nouveaux domaines de disciplines, qui ont eux-mêmes facilité l'apparition de la « micro-spécialisation », qui est la « l'examen approfondi d'une discipline », et de « l'interdisciplinarité », qui est un « examen extensif », et la « transdisciplinarité ».

Cabré (2004 : 6-7) défend que la terminologie et la traduction font partie de certains domaines de recherche différents (comme la linguistique, les sciences cognitives, et la théorie de la communication), mais pas complètement, car la terminologie et la traduction ont les fondements nécessaires extraits d'autres domaines pour pouvoir construire et expliquer leur propre analyse. Ainsi, la terminologie et la traduction sont des matières issues de disciplines différentes, d'où leur facette « multidimensionnelle » : « [...] l'objet de ces deux matières ne peut pas être réduit à leur analyse d'un seul point de vue si le but de celles-ci est d'en informer complètement » (2004 : 7).

D'après Cabré (2004 : 9-12), le langage spécialisé représente et transmet les connaissances spécifiques d'une ou de plusieurs matières déterminées, et elle défend

que, au plus le texte est spécifique, au plus il contient de la terminologie spécifique. On pourrait affirmer que la terminologie transmet les connaissances spécialisées et que la traduction les fait passer à travers de la communication. Cette communication spécialisée est fondée sur la spécificité du sujet et sa perspective cognitive, les interlocuteurs et la terminologie. Le traducteur doit connaître les aspects de la matière objet de la traduction afin de transmettre le message de manière adéquate, car le traducteur est le médiateur entre deux spécialistes qui ne parlent pas la même langue, mais tous deux ont le même niveau de connaissances spécifiques.

Tout de même, pour Cabré (2004 : 13), le sujet d'un texte détermine sa spécialité, et c'est la méthode la plus répandue pour le repérer, mais ce n'est pas une tâche simple, car la spécialisation n'est pas toujours détectable lorsque l'activité spécialisée devient une activité quotidienne, parce que l'on utilise des termes spécialisés dans le langage général (terminologisation) et des termes généraux dans le langage spécialisé (banalisation) ; de ce fait, le même sujet peut avoir des objectifs différents de communication, des contextes de communication différents et des fonctions différentes. Dans la même ligne, Cabré (2004 : 14) déclare « qu'un sujet est spécialisé uniquement s'il transmet le savoir conceptualisé de façon spécialisée, c'est-à-dire, codifié en référence à un schéma exact préétabli par chaque matière ou école scientifique ».

Cela dit, d'accord avec Cabré (2004 : 30-33) le traducteur fait souvent face à des problèmes de traduction différents : les problèmes linguistiques (méconnaissance d'un terme), les problèmes cognitifs (méconnaissance du sujet), les problèmes pragmatiques (portée géographique, niveau de normalisation) et les problèmes socioculturels. Cependant, le traducteur doit choisir une solution, s'il en trouve plusieurs, afin de résoudre le problème. Ce choix doit être fondé sur les critères de convenance générale (la portée géographique d'une langue, la diversité pragmatique, l'extension d'un domaine ou l'interdisciplinarité et multidimensionnalité de celui-ci), sur les critères bien-fondés (niveau de précision du sujet, exigence de précision fonctionnelle ou caractéristiques du contexte) et sur les critères de pondération (sémantiques, pragmatiques, normatifs, fréquents ou sociaux).

3. Glosario de términos

Este glosario de términos recoge la terminología más destacable de los tres textos traducidos. Se clasifica en tres columnas: la primera columna recopila los términos del texto original (en francés), la segunda columna contiene la traducción que se ha proporcionado de dichos términos, y en la tercera columna se han colocado los comentarios o alternativas de traducción según el contexto del término.

Francés	Español	Comentarios
Acquis communautaire	Acervo comunitario	

Aménagement du territoire	Planificación espacial	
Approches	Perspectivas	Enfoques
Arborescences	Árboles (informática)	
Arbre de connaissances	Ramas del saber	
Arrêt	Sentencia	
Arrêtés	Decretos	
Bijuridisme	Doble jurisdicción	
Biunivocité	Biunivocidad	
Concepts de droit	Conceptos legales	
Convention	Convención o convenio	
Convention alpine	Convención alpina	
Débardage	Transporte	De madera solo
Décision	Resolución	
Descriptions définies	Descripciones definidas	Expresión denotativa
Détenteur	Tenedor	Persona que tiene algo
Détention	Tenencia	Se tiene algo, aunque no se sea titular
Droit civil	Derecho civil	
Droit communautaire	Derecho comunitario	
Droit communautaire	Derecho comunitario	
Droit comparé	Derecho comparado	
Droit de l'environnement	Derecho ambiental	
Droit de la famille	Derecho de familia	
Droit de la propriété	Derecho de la propiedad	
Droit des contrats	Derecho contractual	
Droit privé	Derecho privado	

Enjeux	Cuestiones	
Énoncés définitoires	Enunciados definitorios	
Entrepreneurial	Empresarial	
Entreprise	Emprendimiento	Según contexto: empresa
Entretien des paysages	Conservación del paisaje	
Équivalence fonctionnelle	Equivalencia funcional	
Espèces protégées	Especies protegidas	
Ester en justice	Litigar	
État d'esprit	Mentalidad	Forma de pensar
État des lieux	Balance	
Expertise	Experiencia	Según contexto: peritaje
Extraction	Detección	Según contexto: extracción
Faire foi	Ser auténtico	
Feuille de route	Plan de acción	
Gestion de déchets	Gestión de residuos	
Harmonisation	Coordinación	
Harmoniser	Coordinar	Uniformizar
Interconnexion énergétique	Interconexión energética	
Inventaire cartographié des sols		
Juri-linguiste	Jurilingüista	No está reconocido en el diccionario, pero se usa en ámbitos específicos
Jurisprudences	Jurisprudencias	
Juristes	Juristas	
L'arc alpin	Arco alpino	

L'environnement	El medio ambiente	
Langage	Lenguaje	El lenguaje es el conjunto de sonidos, fonemas y normas gramaticales de un idioma
Langue	Lengua	El lenguaje es el conjunto de sonidos, fonemas y normas gramaticales de un idioma, mientras que la lengua es el idioma en sí
Langue du droit	Lenguaje jurídico	
Logiciel	Programa informático	Software
Logiciens	Lógicos	Especialistas en lógica
Monosémie	Monosemia	
Multilinguisme	Multilingüismo	Plurilingüismo
Néologisme	Neologismo	
Normalisation	Normalización	
Ontoterminologique	Ontoterminológico	
Ontotextuel	Ontotextual	
Ordonnances	Recetas médicas	
Paraphrase	Paráfrasis	
Phraséologisme	Fraseologismo	
Pôles	Áreas	Sectores
Possession	Posesión	Se es titular
Pratiques	Uso	Según contexto: prácticas
Principe de précaution	Principio de precaución	
Principe du pollueur-payeur	Principio contaminador pagador	Principio de que quien contamina paga
Procès-verbal	Acta	

Profane	Inexperto	Según contexto: profano
Propriété intellectuelle	Propiedad intelectual	
Recensement	Censo	
Règlement des différends	Solución de controversias	
Savoir-faire	Destreza	Habilidad
Sécurité automobile	Seguridad vial	
Serveur	Servidor (informática)	
Sources d'énergie renouvelables	Fuentes de energía renovable	
Supports	Materiales	Según contexto: soportes
Système énergétique	Sistema energético	
Terminographiques	Terminográficos	
Terminologie cognitive	Terminología cognitiva	
Terminologie textuelle	Terminología textual	
Texte de norme	Texto de normas	
Texte faisant foi	Texto auténtico	
Textes contractuels	Textos contractuales	Concierne a los contratos
Textes d'engagement	Textos de compromiso	
Textes de loi	Textos legislativos	Leyes
Traductologie	Traductología	
Traité	Tratado	
Travaux d'expertise	Experiencias	Según contexto: peritaje
Vides lexicaux	Vacíos léxicos	
Wiki	Wiki	Término informático
Zone à circulation limitée	Zona de tráfico restringido	
Zone de montagne	Zona de montaña	

Zone de protection des paysages	Área de protección del paisaje	
Zone déclarée non aménageable	Zona no urbanizable	
Zones côtières	Zonas costeras	

4. Documentos de apoyo utilizados

Es bien sabido que, para realizar una traducción de calidad, el traductor se documenta sobre el tema en el que va a trabajar utilizando textos paralelos. Los textos paralelos pueden utilizarse en los dos idiomas, es decir, en el de origen y en el de destino. A continuación, se enumerarán los fragmentos de los textos paralelos utilizados para realizar las traducciones del presente trabajo, clasificándolos según idioma (francés o español) y texto (texto 1, 2 y 3). Al final de cada cita irá indicada la fuente de consulta con una nota a pie de página.

4.1. Textos paralelos

4.1.1. Textos paralelos en español

Para el texto 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

- a) Para el término “jurilingüista”, que no está reconocido en el diccionario de la Real Academia Española:

“Se podría considerar que la jurilingüística nace como una disciplina condicionada, en Canadá, por los estudios sobre traducción jurídica (Gémar, 2011) y, en Francia, por el monumento que representa la obra de Cornu, que es el eje del estudio del lenguaje jurídico (CacciaguidiFahy, 2008: 312). Gémar y Kasirer (2005: 7) definen la jurilingüística como la aplicación de un tratamiento lingüístico a cualquier forma de texto jurídico. Esta visión abierta de la jurilingüística como marco referencial permite una concepción en movimiento y en construcción de las relaciones entre derecho y lengua, con una variedad cada vez más amplia de temáticas, como demuestra la lista final de títulos de esta monografía”⁴. [Cita traducida, original en catalán]

Para el texto 2: *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP*

⁴ JIMÉNEZ-SALCEDO, J., MORENO-RIVERO, J., *Al voltant de la jurilingüística: principis i aplicacions de la recerca sobre lengua i dret*, Revista de lengua i dret, N° 68, 2017, p. 1.

a) Ante la definición de turista:

“ES-Turista (o visitante que pernocta)

Un *visitante* (*interno, receptor o emisor*) se clasifica como *turista* (o *visitante que pernocta*), si su viaje incluye una pernoctación⁵”.

b) Ante el término “*phraséologisme*”, al no saber realmente si “fraseologismo” existe en español como equivalente (ya que “fraseología” se traduciría por “*phraséologie*”), se procede a buscar información sobre el tema:

“Los fraseologismos pueden definirse como una combinación léxica de palabras de una lengua dada; en este caso, del Español, o como combinaciones estables de palabras.

CORPAS (citado por ZULUAGA GÓMEZ, 2005: 251), al hacer referencia a las fraseologismos afirma que "existen en la lengua una serie de fenómenos derivados de la fijación o combinación estable de unidades, entre los cuales podemos mencionar las estructuras prefabricadas de la lengua y los patrones léxicos combinatorios".

Dentro de las características de los fraseologismos se pueden citar varios hechos propios de este fenómeno lingüístico; no obstante, antes de enunciar las que se consideran como principales características de este tipo particular de combinación léxica, parece pertinente anotar que hace algún tiempo se consideraron características propias de los fraseologismos: la intraductibilidad y la supuesta propiedad del fraseologismo de ser equivalente a una palabra, pero estas dos "características" fueron descartadas y eliminadas por no cumplirse en todos los casos⁶”.

c) Ante el término “*phrasème*”, para comprobar que existe y significa “frasema” en español. Al ser un texto largo, solamente se muestra la parte que fue útil para la traducción:

“Un frasema de la lengua L es una expresión multilexémica que no puede ser producida, a partir de una situación dada o de un significado dado, según un diccionario de palabras de L y a partir de las reglas generales estándar de la gramática de L.

Estas expresiones deben, por lo tanto, ser recogidas en la descripción de L, cualquiera que sea, y son muy numerosas: ¡decenas de miles!

Por ejemplo, estos son los frasemas que se encuentran en una página (treinta líneas) de un texto de lingüística francés cogido al azar; ponemos en paralelo sus equivalentes españoles:

entrer dans le vif [de N]	entrar en el meollo [de N]
mener une enquête	llevar una investigación
au moins	al menos

⁵ <http://media.unwto.org/es/content/entender-el-turismo-glosario-basico#Turista>, consultado en febrero del 2019.

⁶ CORREDOR, J, y ROMERO, C., *Aproximación a un lexicón de fraseologismos*, Cuadernos de Lingüística Hispánica, N° 11, 2008, pp. 156.

avoir en commun	tener en común
être le cas/être le cas [de N]	ser el caso/ser el caso [de N]
d'autre part	por otra parte
à la fois	a la vez
largement possible	muy posible
en revanche	por el contrario
c'est-à-dire	es decir
d'où [la conclusion que]	de donde [se deduce que]
d'autant plus	más aún

En los textos literarios, la prensa y la lengua hablada, los frasemas son todavía más numerosos que en los textos científicos. De hecho, es la frecuencia y la calidad del uso que se hace de ellos, lo que determina la diferencia entre un hablante nativo y un extranjero que ha aprendido correctamente la lengua: UN NATIVO HABLA EN FRASEMAS.

Si se acepta este postulado crucial, y nosotros lo aceptamos, es evidente que el aprendizaje sistemático de los frasemas es indispensable en la enseñanza de una lengua (= sea ésta la lengua materna del alumno o una lengua extranjera, e independientemente de la edad y del nivel educativo de éste). De aquí deriva la importancia de un estudio teórico de los frasemas.

Sin embargo, a causa del carácter imprevisible y caprichoso de éstos, ninguna de las ramas tradicionales de la lingüística (semántica, sintaxis, morfología) se ocupa de los frasemas. Esto es comprensible, dado que los frasemas deben ser estudiados conjuntamente por todas las disciplinas lingüísticas: tienen, normalmente, un semantismo bastante exótico y difícil de describir; su sintaxis es a menudo diferente de la de los sintagmas libres, e, incluso, su morfología puede tener rasgos particulares. Los frasemas deben ser tratados en un diccionario general de lengua de la misma manera que cualquier otra palabra; pero las lexicografías mayores (francesa, inglesa, alemana, española, rusa, ...) no los han incorporado todavía de manera sistemática ni en la teoría ni en la práctica. El presente artículo tiene como objetivo mostrar cómo llenar este vacío⁷

d) “Figement” en español:

“La fraseología es una disciplina relativamente reciente que, en el ámbito hispano, ha recibido una atención creciente en las últimas décadas. Para encuadrar y delimitar esta especialidad lingüística, nos servimos de la definición proporcionada por el DLE (2004), que la define como «parte de la lingüística que estudia las frases, los refranes, los modismos, los proverbios y otras unidades de sintaxis total o parcialmente fijas».

⁷ MEL'ÛUK, Igor, *Fraseología y diccionario en la Lingüística Moderna*, Ediciones Universidad de Salamanca, 2001, pp. 268- 269.

Tal definición, escueta y exhaustiva, revela la confusión terminológica que ha reinado en esta parcela de la lengua, pues a día de hoy los fraseólogos no han conseguido ponerse de acuerdo acerca de la denominación y la clasificación de las unidades léxicas de las que se ocupa la fraseología. Así, en la definición aportada se habla de “frases”, modismos”, “otras unidades de sintaxis total o parcialmente fijas” que, junto a las de “frases hechas”, “expresiones idiomáticas”, “locuciones”, son algunas de las etiquetas terminológicas que se les otorgan a este tipo de unidades⁸.

e) Para traducir “principe du pollueur-payeur”

Para traducir este término, se ha utilizado la base de datos terminológica IATE, que ofrecía las siguientes opciones de traducción: “principio de quien contamina paga” (votado con 4 estrellas como muy fiable), “principio del contaminador responsable” (votado con 2 estrellas como poco fiable) y “principio de responsabilidad económica del contaminador” (votada con 3 estrellas como fiable). Sin embargo, un artículo de Rut González Hernández, titulado *La responsabilidad civil por daños al medio ambiente* habla de este concepto como “principio contaminador pagador” o “el que contamina paga”.

“En este nuevo enfoque de la responsabilidad por daños ambientales ha influido la efectividad que ha surtido el principio contaminador-pagador. El principio *el que contamina paga* es el eje central del derecho ambiental, y ha llegado a ser en la actualidad un principio básico de política ambiental, tanto en los países de la OCDE como en el ámbito comunitario¹¹. La responsabilidad ambiental tiene por objeto obligar al causante del daño al medio ambiente, el contaminador, a pagar la reparación de tales daños⁹”.

Para el texto 3: *Terminologies et nouvelles technologies*

a) Para traducir “biunivocité” se procedió a la búsqueda de su significado, primero en francés, y luego en español con el equivalente “biunivocidad”:

“*biunívoco*: esto es, que una noción se expresa por un único término (denominación). Bi-univocidad es, pues, la relación única y reversible entre noción y denominación [...] Al ideal de biunivocidad se opone un fenómeno de *sinonimia* abundante¹⁰”.

b) Para comprobar que “onomasiología” existe y es equivalente de “onomasiologie”:

⁸ MURA, Ángela, *Fraseología y fraseodidáctica digitales en E/LE*, Normas: revista de estudios lingüísticos hispánicos, Vol. 8, Nº1, 2018, p. 249.

⁹ GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, Rut, *La responsabilidad civil por daños al medio ambiente*, Anuario jurídico y económico escurialense, Nº 45, 2012, p. 184.

¹⁰ THIRY, Bernard, *La motivación de los términos en terminología: Cómo la terminología jurídica asume los riesgos de su evolución*, Revista de Llengua i Dret, Nº 51, 2009, pp. 162 y 179.

“Entenderé por Onomasiología la consideración lexicológica de los nombres de las “cosas” naturales y de los “artefactos” (“términos”) [...] En resumen, tanto la Onomasiología como la Semasiología forman parte de la Lexicología. Lo que ocurre es que el punto de partida de la Onomasiología es diametralmente opuesto al de la Semasiología, según Kronasser (*Handbuch*, 69), ya que la primera parte del significado y busca y estudia los distintos significantes que pueden expresarlo, en un momento dado o históricamente [...] la segunda, parte del significante para estudiar sus distintos contenidos, en un momento dado (polisemia) o históricamente¹¹”.

c) Para verificar que “ontoterminología” existe en español:

“[...] se caracteriza por situar la ontología en el centro de la terminología [...] Este enfoque, que considera la terminología no solo como la ciencia de los términos sino también de las cosas, permite la explotación de aspectos léxicos y conceptuales. Su orientación extralingüística es adecuada para desarrollar una investigación de naturaleza multilingüe. Ofrece nuevas perspectivas para la construcción de sistemas nocionales y su representación¹²”.

d) Ante el concepto de “énoncés définitoires”:

“Los enunciados definatorios plantean problemas muy próximos a los que acabamos de ver. En contenido del *definiens* y el del *definiendum* son, en el mejor de los casos, equivalentes bajo ciertos aspectos, pero lamentablemente nunca resultan idénticos. Recordemos algunos argumentos clásicos:

- a) Su contenido denotado no es coextensivo. Si bien una tarántula es una araña venenosa que vive en los países mediterráneos, no todas las arañas venenosas que viven en esos países son tarántulas.
- b) Su contenido llamado connotativo no es idéntico. Ciertamente un *ictère* [*ictericia*] es una *jaunisse* [*hepatitis*] pero más distinguida y letrada.
- c) Dos definiciones consideradas igualmente satisfactorias no son necesariamente idénticas: un cuadrado es un rombo con ángulos rectos o un rectángulo con lados iguales (este “o” no es, sin embargo, excluyente).

Consideremos, por el momento, que los enunciados definatorios son enunciados que presentan una isotopía específica fuerte, particularmente en lo que concierne a los semas específicos inherentes¹³”.

¹¹ MONDÉJAR, José, *Onomasiología Ictiónímica y Diccionario de la Lengua (Cuestiones metodológicas y prácticas)*, Universidad de Granada: Anuario de Estudios Filológicos, XXII, 1999, pp. 301-302.

¹² ROMANA, M., SÁEZ, J., ÚCAR, M., *Traducción e Interpretación: Estudios, Perspectivas y Enseñanzas*, Unión de Editoriales Universitarias Españolas, Universidad Pontificia de Comillas, 2011, p. 278.

¹³ RASTIER, François, *Semántica interpretativa*, Siglo XXI, 2005, p. 193-194.

4.1.2. Textos paralelos en francés

Para el texto 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

- a) Para buscar la definición de “jurilinguiste”, ya que no está reconocido en ningún diccionario, pero sí se utiliza en ámbitos específicos:

« Par son rôle de Jurilinguiste, à cheval entre le droit et la langue, il [le traducteur] peut apporter aux juristes un éclairage précieux sur leur langage et la compréhension de leurs textes »¹⁴.

Para el texto 2: *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP*

- a) Ante la definición de turista:

« FR-Touriste (ou visiteur qui passe la nuit)

Un *visiteur* (du tourisme interne, récepteur ou émetteur) est qualifié de *touriste* (ou *visiteur qui passe la nuit*) s'il passe une nuit sur place¹⁵ ».

- b) En cuanto al término “figement”:

« Les locutions verbales et les expressions idiomatiques existent dans toutes les langues naturelles et dans tout style de langue. Le problème qu'elles posent n'est pas que le sens ne peut pas être inféré sur la base de mécanismes habituels, mais qu'aux différences des autres items lexicaux, la plupart des idiomes et des locutions verbales ont une structure interne qui interagit avec des mécanismes syntaxiques et sémantiques de la langue en question.

Cette contribution vise à montrer quelques problèmes que les locutions verbales et les expressions idiomatiques posent du point de vue linguistique. Le but est de remettre en question certaines idées reçues sur leur fonctionnement syntaxique et sémantique, et de considérer les conséquences de telles observations sous l'angle de la relation entre la linguistique et la pragmatique (les inférences). Plus précisément, l'argument que nous développerons est que la tendance au figement semble mettre en jeu un processus de restriction pragmatique d'un ensemble d'implicatures faibles menant à un développement nouveau et conventionnel de la forme propositionnelle de l'énoncé, à savoir son explication de base.

Dans la section 2, on examinera quelques propriétés du figement en essayant de comprendre comment elles interagissent et quel rôle elles jouent pour la compréhension des phénomènes linguistiques : selon la syntaxe (Chomsky 1980, Ruwet 1983, parmi d'autres) et la sémantique (non-compositionnelle). Dans la section 3, on reviendra sur

¹⁴ RUFFIER-MÉRAY, J., *Droit, musique et traduction : quand le jurilinguiste est mélomane et que le droit devient musical...*, Traduire, 2007, p. 84.

¹⁵ <http://media.unwto.org/fr/content/comprendre-le-tourisme-glossaire-de-base>, consultado en febrero del 2019.

les propriétés sémantiques des expressions idiomatiques, notamment leur non-compositionnalité, l'absence d'autonomie référentielle et le rapport entre leur sens littéral et non-littéral. La section 4 examinera les traitements pragmatiques classiques des idiomes, comme convention de langue (vs convention d'usage), comme nouveau sens littéral, et finalement comme implicature conversationnelle particulière. Nous terminerons dans la section 5 par discuter d'une approche nouvelle des expressions figées, qui conduit, via la notion de concept *ad hoc*, à les considérer comme une contribution au sens explicite de l'énoncé : leur sens serait une explicature de base, à savoir un enrichissement de la forme propositionnelle de l'énoncé¹⁶ ».

Para el texto 3: Terminologies et nouvelles technologies

a) Ante el término “biunivocité”, para tener información acerca de su significado:

« Par ailleurs, la terminologie classique poursuit des objectifs de normalisation, c'est-à-dire de réglementation des termes afin de faciliter la communication. La perspective de normalisation est si ancrée dans la démarche classique qu'on a même cherché à la théoriser, mais il s'agit bel et bien d'un objectif que s'est donné la terminologie classique et non d'un principe théorique véritable.

Lorsqu'elle normalise, la terminologie cherche à éliminer les ambiguïtés en intervenant sur certains phénomènes naturels en langue comme la synonymie (l'utilisation de plusieurs formes linguistiques pour un seul concept) et la polysémie (une forme linguistique qui correspond à plus d'un concept). Elle privilégie la biunivocité : à une forme correspond un seul concept et un concept est exprimé par une seule forme. Les deux citations reproduites au début de la présente section représentent des extensions caricaturales des objectifs inhérents à la biunivocité. La figure 1.2 illustre le principe lui-même.

La démarche onomasiologique est tout à fait compatible avec les objectifs de normalisation. Normalement, la représentation d'un concept passe par la sélection d'une sorte d'identificateur unique. Ainsi, si plusieurs formes linguistiques se font concurrence et désignent le même concept, il importerait d'en retenir qu'une seule. En botanique, par exemple, la multitude de noms répertoriés pour une espèce particulière sont reconnus, mais réunis sous un seul intitulé « normalisé » qui est formé à partir d'éléments latins¹⁷ ».

b) Para encontrar la definición de “démarche onomasiologique”:

¹⁶ SOARE, G., MOESCHLER, J., *Figement syntaxique, sémantique et pragmatique*, Pratiques, 2013, pp. 23-24.

¹⁷ L'HOMME, M., *La terminologie : principes et techniques*, Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 8.

« On part du concept c'est-à-dire de la notion technique, l'objet scientifique, un comportement ou une pratique dans un domaine spécialisé, pour aller vers les différentes réalisations du terme dans les différentes langues.

On parle dans ce cas d'approche notionnelle. Idéalement, un concept (ou une notion) correspond à un terme, et un terme correspond à une notion. C'est l'idéal de la relation univoque entre le terme et le concept.

La terminologie a traditionnellement une démarche onomasiologique. Elle s'intéresse à des notions (concepts) et aux mots ou expressions (les termes) qui les désignent. Elle traduit en termes une classification conceptuelle¹⁸ ».

c) Ante el término “ontoterminológico”, para conocer el significado:

« Nous introduisons le néologisme ontoterminologie pour désigner cette approche qui place l'ontologie au centre de la terminologie. Une approche où l'ontologie joue un rôle fondamental à double titre : pour la construction du système notionnel et pour l'opérationnalisation de la terminologie. L'ontoterminologie insiste d'une part sur l'importance des principes épistémologiques qui président à la conceptualisation du domaine – c'est l'ontologie dans sa définition première –, et d'autre part sur la nécessité d'une approche scientifique de la terminologie où l'ingénieur joue un rôle fondamental – c'est l'ontologie dans ses définitions plus récentes –. Ainsi, les représentations formelles de l'ontologie permettent de « sortir » de la langue naturelle et de garantir certaines propriétés comme la cohérence, le partage et parfois le consensus. Et ses représentations computationnelles autorisent une opérationnalisation des terminologies – les modèles calculables par ordinateur jouent pour la terminologie un rôle similaire à celui qu'a pu jouer et que joue la logique pour le langage en définissant un cadre de vérifiabilité des propositions théoriques¹⁹ ».

d) Para “énoncé définitoire”

« Or, l'énoncé définitoire peut également formuler un discours qui porte sur d'autres aspects que celui du contenu notionnel. Il peut, comme le souligne Rey-Debove (1971), être un discours qui précise le signifiant (graphique ou phonique) d'un mot : *Baguette* s'écrit avec deux « t ».

Nous appellerons ici « énoncé définitoire », tout *discours de forme phrastique qui détermine, en tout ou en partie, soit les caractères qui appartiennent à un concept, soit les éléments qui caractérisent une chose, soit encore quelque aspect propre à un signe linguistique (S^{ant} ou S^é) et qui met en œuvre un vocabulaire particulier qui explicite cette détermination*. L'énoncé définitoire pourra donc « parler » d'un concept, d'une

¹⁸ <http://www.initerm.net/post/2008/10/19/Onomasiologie-et-semasiologie>, consultado en marzo del 2019.

¹⁹ ROCHE, Christophe, *Le terme et le concept : fondements d'une ontoterminologie*, TOTh, 2007, p. 8.

chose ou d'un signe linguistique mais procédera toujours par le recours à un vocabulaire définitoire spécifique (*signifier, désigner, s'écrire*)²⁰ ».

e) Para el término informático “wiki”:

« Site web participatif dont les internautes peuvent modifier le contenu²¹ ».

4.2. Recursos de apoyo para la traducción

Para ayudar a que la labor del traductor sea más sencilla, eficaz y rápida, existen numerosas herramientas, como por ejemplo los diccionarios en línea, los sistemas de traducción asistida por ordenador, glosarios, revistas científicas, etc. Incluso un portal web sobre traducción o un foro para traductores puede servir de herramienta de apoyo en algún momento determinado, ya sea para buscar información sobre un tema o para resolver algún que otro problema de traducción.

Los recursos en línea son cada vez más numerosos y, a decir verdad, permiten que la traducción lleve un ritmo más acelerado, ya que el traductor dedica menos tiempo a la búsqueda de términos o información, al ser esta telemática. Como herramientas de búsqueda de términos tenemos una larga lista: TERMCAT, InterTerm, Cosnautas, Wordreference, Diccionario Reverso, Linguee, Iate, Ikonet, etc. En este trabajo, se han utilizado los diccionarios en línea Iate, WordReference y Diccionario Reverso.

En cuanto a diccionarios especializados, en este trabajo se ha utilizado el diccionario monolingüe jurídico en español *Léxico jurídico para estudiantes*, de Mónica Ortiz Sánchez y Virginia Pérez Pino (descargable gratuitamente en PDF²²); y el diccionario monolingüe jurídico en francés *Juridictionnaire*, de Jacques Picotte (descargable gratuitamente en PDF²³).

En este trabajo se ha utilizado igualmente una herramienta de traducción asistida por ordenador con Wordfast Anywhere. Existen otras herramientas que cumplen el mismo objetivo, como SDL Trados, Wordfast Classic, Déjà Vu, MemoQ, etc. Sin embargo, estas herramientas son de pago. Como herramienta principal gratuita existe Wordfast Anywhere, pero también se puede utilizar OmegaT, Similis y ForeignDesk.

En cuanto a glosarios, existen muchos especializados en el ámbito jurídico en la red, pero en este trabajo se han utilizado también los glosarios jurídicos elaborados en clase.

²⁰ AUGER, Alain, *Repérage des énoncés d'intérêt définitoire dans les bases de données textuelles*, Université de Neuchâtel, 1997, p. 33.

²¹ <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/wiki/>, consultado en marzo del 2019

²² <https://legis.pe/wp-content/uploads/2018/01/L%C3%A9xico-Jur%C3%ADdico-para-estudiantes.pdf> consultado en marzo del 2019

²³ <http://www.cttj.ca/documents/juridictionnaire.pdf> consultado en marzo del 2019

5. Comentario sobre los textos encontrados y sus características

5.1. Textos paralelos utilizados en español

5.1.1. Para el texto 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

- a) JIMÉNEZ-SALCEDO, J., MORENO-RIVERO, J., *Al voltant de la jurilingüística: principis i aplicacions de la recerca sobre lengua i dret*, Revista de lengua i dret, N° 68, 2017, p. 1.

Este Texto me ha servido para ver una definición aproximada de la jurilingüística, ya que no encontraba una definición exacta del término “juri-linguiste” (jurilingüista) que aparecía en el texto

5.1.2. Para el texto 2: *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP*

- a) <http://media.unwto.org/es/content/entender-el-turismo-glosario-basico#Turista>, consultado el 01/02/2019.

Quería ver esta definición para traducir correctamente el fragmento del texto correspondiente, ya que se hacía una definición de este término procedente de esta página web

- b) CORREDOR, J, y ROMERO, C., *Aproximación a un lexicón de fraseologismos*, Cuadernos de Lingüística Hispánica, N° 11, 2008, pp. 156.

Este texto paralelo me ha ayudado a saber si “phraséologisme” se traduce por “fraseologismo”, ya que quería asegurarme de que este término existía en español y significaba lo mismo que el término francés

- c) MEL'ČUK, I., *Fraseología y diccionario en la Lingüística Moderna*, Ediciones Universidad de Salamanca, 2001, pp. 268- 269.

Este texto me ha servido para saber lo que es un “frasema” y así poder traducirlo y compararlo con el término “phrasème”

- d) MURA, A., *Fraseología y fraseodidáctica digitales en E/LE*, Normas: revista de estudios lingüísticos hispánicos, Vol. 8, N°1, 2018, p. 249.

“Figement” me puso problemas a la hora de traducirlo al español, porque se refería a algo que se quedaba fijo. Para comprobar a qué me estaba enfrentando realmente y saber cómo otros autores se refieren a este fenómeno en español, decidí buscar artículos acerca del tema

- e) GONZÁLEZ, R., *La responsabilidad civil por daños al medio ambiente*, Anuario jurídico y económico escurialense, N° 45, 2012, p. 184.

Aunque IATE me daba varias opciones, no terminaba de quedar convencida (principio del que contamina paga no me sonaba muy fiable *a priori*), así que busqué artículos sobre el tema para saber cómo se referían a este concepto otros autores de habla hispana.

5.1.3. Para el texto 3: *Terminologies et nouvelles technologies*

- a) THIRY, B., *La motivación de los términos en terminología: Cómo la terminología jurídica asume los riesgos de su evolución*, Revista de Lengua i Dret, N° 51, 2009, pp. 162 y 179.

Este texto me sirvió para buscar la definición de “biunivocidad”, ya que no sabía qué significaba y parecía ser un término especializado

- b) MONDÉJAR, J., *Onomasiología Ictionímica y Diccionario de la Lengua, Cuestiones metodológicas y prácticas*, Universidad de Granada: Anuario de Estudios Filológicos, XXII, 1999, pp. 301-302.

Con este texto quería corroborar que “onomasiología” existía en español y que equivalía al término francés “onomasiologie”. También quería saber qué significaba este término, ya que era de carácter específico.

- c) ROMANA, M., SÁEZ, J., ÚCAR, M., *Traducción e Interpretación: Estudios, Perspectivas y Enseñanzas*, Unión de Editoriales Universitarias Españolas, Universidad Pontificia de Comillas, 2011, p. 278.

Quería verificar que “ontoterminología” existía en español y que era el equivalente del término francés “ontoterminologie”, además de conocer el significado del término

- d) RASTIER, F., *Semántica interpretativa*, Siglo XXI, 2005, p. 193-194.

Cuando vi “énoncés définitoires”, ni sabía qué significaba ni sabía si “enunciados definatorios” era una buena traducción del término. Por ello, busqué información sobre el tema para, además de saber qué significa el término, saber si “enunciados definatorios” era su equivalente directo en español.

5.2. Textos paralelos utilizados en francés

5.2.1. Para el texto 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

- a) RUFFIER-MÉRAY, J., *Droit, musique et traduction : quand le jurilinguiste est mélomane et que le droit devient musical...*, Traduire, 2007, p. 84.

Quería buscar el significado en francés del término “juri-linguiste”, ya que no aparece en ningún diccionario (ni general ni específico), pero sí que se utiliza en ámbitos especializados. Conocer esta definición me ayudaría a saber si “jurilingüista” es un equivalente adecuado

5.2.2. Para el texto 2: *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP*

- a) <http://media.unwto.org/fr/content/comprendre-le-tourisme-glossaire-de-base>, consultado el 01/02/2019.

Con este texto quería corroborar que se correspondía con la definición española de “turista” y también comprobar si la cita del texto aparecía en esta página web

- b) SOARE, G., MOESCHLER, J., *Figement syntaxique, sématique et pragmatique, Pratiques*, 2013, pp. 23-24.

Este texto me ayudó a recordar lo que significaba “figement”. Me sonaba de haberlo dado en la carrera (expressions figées), pero realmente mi problema era que no sabía traducirlo al español. Dudaba entre varias opciones: fijo, frases hechas, etc.

5.2.3. Para el texto 3: *Terminologies et nouvelles technologies*

- a) L’HOMME, M., *La terminologie: principes et techniques*, Presses de l’Université de Montréal, 2004, p. 8.

Al ver “biunivocité”, no sabía a qué se refería y no encontraba el significado en ningún diccionario (ni general ni especializado), así que decidí buscar en artículos especializados para saber su significado.

- b) <http://www.initerm.net/post/2008/10/19/Onomasiologie-et-semasiologie>, consultado el 06/03/2019.

No sabía lo que significaba “démarche onomasiologique”, y decidí buscar acerca del tema para informarme antes de decidir una traducción.

- c) ROCHE, C., *Le terme et le concept: fondements d’une ontoterminologie*, TOTh, 2007, p. 8.

Aunque “ontoterminológico” me parecía a priori una traducción acertada, decidí informarme sobre a qué se refería el término “ontoterminologique”, ya que pienso que el traductor debe saber de lo que está hablando para ser eficaz en su traducción

- d) AUGER, A., *Repérage des énoncés d’intérêt définitoire dans les bases de données textuelles*, Université de Neuchâtel, 1997, p. 33.

No sabía lo que significaba “énoncé définitoire” y antes de darle una traducción quería saber su significado

- e) <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/wiki/>, consultado el 15/03/2019

“Wiki” es un término muy específico del ámbito informático y, aunque es un préstamo inglés, quería saber lo que era un wiki y luego ver qué opciones se daban en español

6. Commentaire concernant les ressources trouvées et leurs caractéristiques

6.1. Ressources en ligne

IATE :

IATE (dont les sigles en anglais signifient « Terminologie Interactive pour l'Europe », d'après le site officiel d'IATE) est la banque de données terminologique de l'Union Européenne. Selon la page d'IATE, cette banque de données terminologique « a été utilisée dans des institutions et organismes de l'UE depuis 2004 afin de faire une compilation, une publication et une gestion de la terminologie spécifique de l'UE. Le projet a été mis en œuvre en 1999, dont l'objectif était de créer une infrastructure sur internet incluant toutes les ressources terminologiques de l'UE, améliorant ainsi la disponibilité et la normalisation de l'information ». Dans cette banque de données il est possible de faire des recherches sur la terminologie de différents domaines, comme par exemple le domaine scientifique, juridique, littéraire, etc.

Wordreference :

Wordreference est un dictionnaire multilingue en ligne qui permet de réaliser des recherches terminologiques dans plusieurs langues (espagnol, français, anglais, allemand, russe, polonais, chinois, japonais, etc.). Cette page web a été créée en 1999, et aujourd'hui Wordreference constitue un des dictionnaires multilingues en ligne les plus utilisés sur internet. En plus, il est possible de rechercher la signification d'un mot, ainsi que ses synonymes, son usage dans la langue ou la conjugaison d'un verbe. Cependant, pour des sujets très spécialisés, ce dictionnaire peut ne pas être suffisant. Néanmoins, Wordreference est sans aucun doute un outil gratuit et facile d'utiliser pour solutionner des petits doutes occasionnels.

Dictionnaire Reverso :

Le dictionnaire Reverso est un dictionnaire multilingue très similaire à Wordreference. Or, avec ce dictionnaire il est possible de faire des recherches de plus d'un mot (onglet « context »), ce qui n'est pas possible avec Wordreference. Dans Reverso nous pouvons chercher également la conjugaison d'un verbe, les synonymes d'un mot, l'usage d'un mot selon le contexte et sa traduction en plusieurs langues.

Wordfast Anywhere :

Il s'agit d'un outil gratuit de traduction assistée par ordinateur permettant de réaliser des mémoires de traduction ainsi que des glossaires de termes lors de la traduction d'un document. Nous pouvons tout de même accéder à n'importe quel document que nous avons mis en ligne dans la page web à tout moment et depuis n'importe quel endroit. Cependant, cela il est nécessaire de disposer d'un accès à internet. Nous pouvons également activer la traduction automatique, qui utilise la banque de données d'IATE en ligne. Bien que les traductions automatiques soient plutôt correctes, il est conseillé de

réviser la traduction attentivement, car parfois le sens d'un segment n'est pas traduit correctement. Si nous traduisons avec le mode de traduction automatique désactivé, nous pouvons mettre en ligne d'autres mémoires et glossaires afin de les utiliser.

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) :

Il s'agit d'un dictionnaire monolingue en ligne très complet, puisqu'il est possible de chercher non seulement la signification d'un mot ou ses différentes acceptions, mais aussi sa morphologie, étymologie, lexicographie, synonymes et antonymes, concordances, etc.

Diccionario de la Real Academia Española :

Il s'agit d'un dictionnaire monolingue en espagnol en ligne. Nous pouvons faire des recherches concernant la signification d'un terme en espagnol.

6.2. Ressources sous autres formats

Léxico jurídico para estudiantes

C'est un dictionnaire monolingue (espagnol) spécialisé dans le domaine juridique qui présente une terminaison juridique de base par ordre alphabétique. Il a été conçu pour les étudiants de Droit, mais il peut aussi être utile pour un traducteur ayant besoin de comprendre la signification d'un terme afin de pouvoir le traduire correctement. Dans la présente étude, ce dictionnaire a été utilisé pour résoudre quelques doutes terminologiques en espagnol et le comparer ultérieurement avec la signification du terme en français.

Juridictionnaire

C'est un dictionnaire monolingue (français) spécialisé dans le domaine juridique. Il est plus technique que le dictionnaire espagnol susmentionné. Il est utile pour la résolution des problèmes linguistiques qui surgissent avec les termes juridiques, étant parfois ceux-ci peu clairs. Bien que la base de ce dictionnaire soit le domaine juridique canadien, il peut aider à la résolution des doutes linguistiques.

Dictionnaire juridique conseillé en cours par Béatrice Garreau, professeur du master :

Il s'agit d'un dictionnaire bilingue pour traduire de l'espagnol vers le français. Ni l'auteur ni le titre sont spécifiés, mais c'est un dictionnaire fiable, car il a été conseillé par Béatrice Garreau, professeur du master. Ce dictionnaire présente une extension considérable (PDF de 1566 pages). Il peut être téléchargé en ligne²⁴.

²⁴ <http://www.jfortun.net/data/Dictionnaire%20v2.pdf0>, consultado en marzo del 2019

Glossaire de termes juridiques élaboré en cours

Nous avons aussi utilisé un glossaire terminologique juridique fait lors des cours du master afin d'aider à la traduction des trois textes. Ce glossaire se trouvera ci-joint dans le paragraphe « anexos », après la bibliographie.

7. Problèmes de traduction et solutions

Les problèmes de traduction sont les difficultés ou les obstacles auxquels le traducteur fait face. Nord (2009 : 233) affirme que les difficultés de traduction sont « subjectives, individuelles, et interrompent le processus jusqu'à ce qu'elles soient surmontées grâce aux outils adéquats », et il les distingue des problèmes de traduction, qui sont « inter-subjectifs, généraux, et doivent être résolus grâce aux processus translatifs qui font partie de la compétence du traducteur ». Dans la présente étude, nous avons fait une subdivision des problèmes de traduction entre : faux amis, problèmes au niveau syntaxique et pragmatique, et problèmes au niveau lexique et sémantique.

7.1. Faux amis

Texte 2 : *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingue : l'exemple de LexALP*

Dans l'extrait « De tels termes sont relativement peu nombreux dans la banque LexALP », le terme « banque », étant donné que l'auteur parle de terminologie, ne serait pas traduit en espagnol par « *banco* », mais par « *base de datos* ».

7.2. Problèmes au niveau syntaxique et pragmatique

Texte 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

Dans l'extrait « L'intérêt scientifique réside non seulement dans chacun des points de vue, mais aussi dans la confrontation de ceux-ci. Comment deux linguistes d'une part, deux juristes d'autre part, perçoivent le même objet d'étude et interprètent, selon le modèle de leur domaine de spécialité, les méthodes de travail qu'ils ont mises en place d'un commun accord », nous avons pensé qu'il serait opportun d'ajouter un connecteur entre les deux phrases pour favoriser la compréhension et la lecture chez le lecteur, puisque la deuxième phrase est une continuation de la première. Le résultat est le suivant : « El propósito científico se basa no solo en cada punto de vista, sino también en la confrontación entre estos. Es decir, en cómo dos lingüistas por un lado y dos juristas por otro perciben el mismo objeto de estudio y lo interpretan, según sus ámbitos de especialidad, los métodos de trabajo que han empleado de mutuo acuerdo ».

Texte 3: *Terminologies et nouvelles technologies*

Concernant l'extrait « Pour l'univers politique et institutionnel, l'activité terminologique fait en effet partie intégrante des actions de communication et de diffusion des informations », le terme « informations » est au pluriel, mais nous comprenons que l'auteur fait référence à la transmission de l'information de manière générale. Donc, dans ce cas, nous avons décidé de traduire « informations », au pluriel, par « *información* », au singulier, car en espagnol on parle au singulier pour faire référence à l'information en général.

D'autre part, le paragraphe « Une approche qui va de pair avec l'idée que l'accélération de la mondialisation observée aujourd'hui doit systématiquement s'accompagner de mesures de localisation; c'est-à-dire que la traduction et l'adaptation doivent respecter les normes culturelles et linguistiques locales. Nous y reviendrons » a été problématique parce que nous n'avions pas compris la première phrase (la deuxième est une clarification de l'antérieure). Nous avons d'abord pensé qu'il manquait quelque chose et cela empêchait la compréhension. Finalement, nous avons compris que l'approche mentionnée est dans la même ligne que tout ce qui a été expliqué plus haut, et cette approche comprend que l'accélération de la mondialisation [...] doit toujours être accompagnée de mesures de localisation. Le résultat est le suivant : « Un enfoque en la misma línea es que la idea de la aceleración de la globalización actual debe ir acompañado sistemáticamente de medidas de localización; es decir, que la traducción y la adaptación deben respetar las normas culturales y lingüísticas locales. Más adelante se volverá a tratar esta cuestión ».

Un autre cas dans lequel nous avons douté entre traduire au pluriel ou au singulier est l'extrait « En effet, le développement des sciences et des techniques s'est toujours traduit par la volonté d'organiser de façon rigoureuse les connaissances scientifiques [...] ». Bien que « connaissances » est au pluriel dans la langue de départ, nous pensons que le mot doit être traduit en espagnol au singulier, étant donné que l'auteur fait référence aux connaissances scientifiques en général. Nous avons eu le même doute avec le terme « informations », issu de l'extrait « Sur un plan dictionnaire, le débat terminologique a longtemps porté sur le choix des contenus, à savoir sur la nature des informations devant figurer dans un dictionnaire technique, avec une opposition latente entre données lexico-sémantiques et encyclopédiques (Mel'čuk 1988 ; McArthur 1986) ». Nous comprenons que l'auteur fait référence à l'information générale qui doit apparaître dans un type de dictionnaire spécifique. Nous croyons que le terme doit être traduit au singulier à cause des mêmes raisons que nous avons mentionné plus haut. Dans le cas de « base de connaissances » dans l'extrait « mec », nous pensons que l'auteur ne parle pas des bases de connaissances en général, mais des bases spécifiques de connaissances spécifiques. Pour cela, dans ce cas nous avons décidé de respecter le pluriel de la langue de départ et nous avons traduit « bases de connaissances » par « bases de conocimientos ».

Dans la même ligne, dans l'extrait « En d'autres termes, la compréhension des discours scientifiques requiert des connaissances extralinguistiques ne figurant pas dans

les textes (métaphores, figures de rhétorique, etc.) qui s'avèrent problématiques lorsqu'il s'agit d'en extraire des informations et de les conceptualiser, car elles supposent que l'auteur et le lecteur partagent une conceptualisation et une compréhension commune du monde », le mot « informations » est au pluriel, mais nous estimons que l'auteur parle de l'information générale contenue par un texte scientifique. Pour cela, nous avons décidé de le traduire par « *información* » au singulier. C'est le même cas dans le passage « En réalité, Roche prône ici une réhabilitation complète de la notion de concept et notamment le retour à un système de représentation des connaissances tel qu'il était envisagé par Wüster et ses adeptes ». Ici, le terme « connaissances » apparaît encore une fois au pluriel, mais nous pensons que l'auteur fait référence aux connaissances en général et c'est pour cela qu'en espagnol il devrait être traduit au singulier par « *conocimiento* ».

7.3. Problèmes au niveau lexique et sémantique

Texte 1 : *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

Le terme « approches » a été problématique au départ, car ce terme avait plusieurs options de traduction en espagnol (*aproximación, planteamiento, enfoque, perspectiva*, etc.). D'après le *Diccionario de la Real Academia Española* (RAE), les définitions du mot « *perspectiva* » sont : un point de vue depuis lequel on considère ou on analyse un sujet, ou un point de vue, considéré plus accordé à la réalité, qui est favorisé grâce à l'observation éloignée, que ce soit dans l'espace ou dans le temps, de toute action ou phénomène²⁵. Tout au long de la traduction, nous faisons des alternances entre « *perspectiva* » et « *enfoque* », parce qu'une traduction est plus adéquate que l'autre selon le contexte.

Dans le passage « Il est intéressant de noter que les termes pouvant définir ce domaine particulier ont des degrés d'usage variés : « langue du droit » (1 100 documents), « langues du droit » (63 000 documents), « langage du droit » (10 700 documents), « langages du droit » (614 documents) », le premier terme trouvé a été « domaine ». Nous avons pensé que la traduction par « *dominio* » n'était pas très correcte et nous avons cherché la signification dans le dictionnaire RAE (domaine réel ou imaginaire d'une activité²⁶). Bien que ce serait une traduction acceptable, nous pensons que le terme « *ámbito* » est meilleur dans ce cas (selon avec le dictionnaire RAE : espace idéal configuré grâce aux questions et aux problèmes d'une ou plusieurs activités liées entre elles-mêmes²⁷). Ensuite, la traduction de « langue du droit », « langues du droit », « langage du droit » et « langages du droit » a constitué un vrai casse-tête, puisque, *à priori*, nous n'avions qu'une seule idée de traduction à l'espagnol des quatre termes : « *lenguaje jurídico* ». Selon le dictionnaire RAE, la langue est un système de communication verbale lié à une communauté humaine et il compte avec

²⁵ <https://dle.rae.es/?id=SkENGmm>, consultado en marzo del 2019

²⁶ <https://dle.rae.es/?id=E7NKfBh>, consultado en marzo del 2019

²⁷ <https://dle.rae.es/?id=2HuDEKd>, consultado en marzo del 2019

une écriture, généralement²⁸, tandis que le langage est la faculté de l'être humain pour s'exprimer et se communiquer avec les autres par le biais du son articulé au d'autres systèmes de signes²⁹. Donc, nous comprenons que le langage constitue l'ensemble de signes, qu'ils soient oraux ou écrits, que l'être humain utilise pour se communiquer, alors que la langue est la langue elle-même. Le problème arrive lorsque nous cherchons sur Google « *lengua jurídica* » afin de confirmer son existence, et nous découvrons qu'il y a uniquement des pages contenant « *lenguaje jurídico* » et non pas « *lengua jurídica* ». Nous n'avons pas pu trouver un équivalent pour chaque des quatre termes en français. C'est pour cela que nous avons décidé de les traduire par le biais de la traduction littérale : « *lengua jurídica* », « *lenguas jurídicas* », « *lenguaje jurídico* » et « *lenguajes jurídicos* ». Cependant, dans le texte original l'auteur exprime sa volonté pour utiliser le terme « langue » et non pas « langage », et c'est pour cela que nous avons traduit également le terme au moyen de la traduction littérale.

Le terme « multilinguisme » pouvait être traduit par « *multilingüismo* » ou « *plurilingüismo* », car les deux termes sont considérés comme des synonymes par le dictionnaire RAE. Nous avons choisi « *multilingüismo* » car il est plus proche du terme du texte original.

Dans l'extrait « on remarque aussi la prédominance du concept de 'langage' du droit qui nous semble révélateur d'un état d'esprit relatif à la langue pratiquée par la communauté juridique », le terme « révélateur » ne pouvait pas être traduit en espagnol par « *revelador* », car cela n'avait pas de sens dans le contexte. Nous pensons que la traduction la plus adéquate est « *característico* », car l'auteur défend que l'utilisation du terme « langage » est très typique d'une communauté spécifique.

Dans le passage « description de la langue, de ses pratiques », le terme « pratiques » ne doit pas se traduire par « *prácticas* », car cela n'avait pas de sens dans le contexte de la phrase. Dans ce cas, l'auteur parle de l'usage que l'on donne à la langue, et c'est pour cela que nous avons décidé de traduire la phrase par « *descripción de la lengua y de su uso* ».

La traduction du terme « pôles » dans l'extrait « Par conséquent, toutes ces approches se positionnent sur un continuum interdisciplinaire entre trois pôles scientifiques » ne pouvait pas être « *polos* » à cause du manque de sens. Nous avons cherché la signification de « *polos* » dans le dictionnaire RAE et nous n'avons pas trouvé une acception qui puisse être encadrée dans le contexte. Finalement, nous avons décidé de le traduire par « *áreas* ».

Concernant le terme « juri-linguiste », nous avons fait des recherches en français dans les dictionnaires CNRTL et Larousse en ligne, mais nous n'avons trouvé aucun résultat. Or, nous avons trouvé une définition non exhaustive de la figure du juri-

²⁸ <https://dle.rae.es/?id=N77BOII>, consultado en marzo del 2019

²⁹ <https://dle.rae.es/?id=N7BnIFO>, consultado en marzo del 2019

linguiste dans l'article de Ruffier-Méray (2007 : 84)³⁰, dans lequel il parle de Claude Gémard : « Par son rôle de Jurilinguiste, à cheval entre le droit et la langue, il [le traducteur] peut apporter aux juristes un éclairage précieux sur leur langage et la compréhension de leurs textes ». En espagnol, le terme « *jurilingüista* » n'apparaît pas non plus dans le dictionnaire, mais il est un terme utilisé dans des domaines spécifiques.

Le terme « logiciens » a été dans une certaine mesure problématique, s'agissant d'un mot dérivé de « logique ». Le dictionnaire CNRTL définit ainsi « logicien » : personne spécialement versée dans l'étude de la logique³¹. Au départ, nous avons choisi la traduction « *especialista en lógica* ». Bien que nous ne fussions pas convaincus de la traduction par « *lógico* », il s'agissait finalement d'une traduction correcte et adéquate, car il est défini dans le dictionnaire RAE comme quelqu'un qui étudie et est connaissant de la logique³². En définitive, nous avons choisi de traduire « logicien » par « *lógico* ».

Dans l'extrait « La stylistique de l'écrit scientifique en langue du droit présente les marques de cette articulation : chaque article porte les traces de termes, phrasés, méthodes argumentatives, etc. hérités des autres champs de compétences », nous n'avions pas compris le sens du mot « phrasés ». Au départ, nous avons pensé qu'il s'agissait d'une erreur, que l'accent du « e » était de trop. Ultérieurement, nous nous sommes rendu compte que le terme était accordé avec « marques », comme « traces » et « méthodes ». Le dictionnaire CNRTL reconnaît « phrasé » comme un adjectif, et il est défini comme mise en phrases³³. D'après le dictionnaire RAE, le « *fraseo* » est lié au domaine musical, et, donc, il n'a rien à voir avec le texte à traduire. Néanmoins, le verbe « *frasear* » signifie former, énoncer ou adapter les phrases³⁴. Nous avons choisi de traduire « phrasés » par « *fraseados* », en produisant un adjectif du verbe « *frasear* ».

Pour finir avec ce premier texte, dans le passage « La lecture de ces articles requiert donc la même curiosité, la même humilité et la même ouverture dont font preuve les chercheurs en langue du droit qui ont contribué à ce numéro », le terme « ouverture » ne pouvait pas être traduit par « *apertura* » à cause du manque de sens dans le contexte. Nous pensons que l'auteur fait référence ici à l'ouverture d'esprit. Ainsi, nous avons décidé de le traduire par « *mentalidad abierta* », étant le résultat final le suivant : « *La lectura de estos artículos requiere, pues, la misma curiosidad, la misma humildad y la misma mentalidad abierta que demuestran los investigadores de la lengua jurídica que han contribuido en este número* ».

Texte 2: Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP

³⁰ RUFFIER-MÉRAY, J., *Droit, musique et traduction: quand le jurilinguiste est mélomane et que le droit devient musical...*, Traduire, 2007

³¹ <http://www.cnrtl.fr/definition/logicien>, consultado en abril del 2019

³² <https://dle.rae.es/?id=NZEWqRA>, consultado en abril del 2019

³³ <http://www.cnrtl.fr/definition/phras%C3%A9>, consultado en abril del 2019

³⁴ <https://dle.rae.es/?id=IPmxqL>, consultado en abril del 2019

Le premier terme rencontré pour ce deuxième texte a été « harmonisation », dont la définition dans le dictionnaire CNRTL est « l'action de mettre en équilibre, de coordonner, de rendre harmonieux »³⁵. Il nous est venu à l'esprit l'équivalent direct en espagnol, « *armonización* », dont la définition d'après le dictionnaire RAE est de rendre harmonique, ou faire en sorte que, soit deux parties ou plus d'un tout, soit deux choses ou plus qui doivent aboutir au même point, ne soient pas en désaccord ou se rejettent³⁶. Bien qu'il s'agisse d'une option tout à fait correcte, nous nous sommes décidés par « *coordinación* », car le texte transmet que les termes juridiques et politiques de LexALP doivent être accordés entre eux dans les différentes langues de la région alpine.

Dans le passage « Ils sont en général présents dans les traités, manuels et dictionnaires de droit : on peut citer, par exemple, principe de précaution, principe du pollueur-payeur, ou encore possession (de spécimens), détention (de spécimens) » nous avons plusieurs termes spécifiques. Nous avons cherché l'équivalent de « principe de précaution » en espagnol dans la banque de données IATE, tandis que « possession » et « détention » nous les avons cherchés dans les notes de cours du master. Concernant le terme « principe du pollueur-payeur », IATE offrait comme traduction « *principio de quien contamina paga* » qualifié avec quatre étoiles, ce qui veut dire que c'est une traduction très fiable. Or, Rut Gonzalez (2012 : 184) utilise le terme « *principio contaminador pagador* » ou « *el que contamina paga* »³⁷. Nous avons finalement choisi l'option « *principio contaminador pagador* », étant donnée l'expérience de González dans le domaine du droit espagnol.

Le terme « convention » a été également problématique. Nous ne savions pas si nous devons le traduire par « *convención* » ou « *convenio* ». Dans certains cas, nous pouvons trouver sur internet la traduction correcte d'une convention déterminée (par exemple, *Convenio Europeo de Derechos Humanos* ou *Convención de Ginebra*). Dans le cas de « Convention de Rio », apparaissant dans le texte, il doit être traduit par « *Convenio de Río* », car il apparaît ainsi dans la page web du gouvernement espagnol³⁸. D'accord avec la banque de données nommée *Declaraciones y Convenciones que figuran en las Resoluciones de la Asamblea General*, « *convención* » est un équivalent de « *tratado* »³⁹. Tenant compte de ceci, IATE affirme : « *Si bien los términos "acuerdo", "tratado" y "convenio" son sinónimos, el Consejo de Europa establece una diferencia entre "acuerdo" y "convenio" en cuanto a la forma en que cada Estado expresa su consentimiento en obligarse por el instrumento. Los convenios siempre están sujetos a ratificación, en tanto que los acuerdos pueden firmarse con o sin reserva de*

³⁵ <http://www.cnrtl.fr/definition/harmonisation>, consultado en abril del 2019

³⁶ <https://dle.rae.es/?id=3bxxEAs>, consultado en mayo del 2019

³⁷ GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, Rut, *La responsabilidad civil por daños al medio ambiente*, Anuario jurídico y económico escurialense, N° 45, 2012

³⁸ https://www.miteco.gob.es/es/biodiversidad/temas/conservacion-de-la-biodiversidad/conservacion-de-la-biodiversidad-en-el-mundo/cb_mundo_convenio_diversidad_biologica.aspx, consultado en mayo del 2019

³⁹ <http://www.un.org/spanish/documents/instruments/terminology.html>, consultado en mayo del 2019

ratificación »⁴⁰. Selon la page web *Enciclopedia Jurídica Online*, le mot « *convención* » ne doit pas impliquer systématiquement une obligation⁴¹.

Quant au terme « décision », nous avons plusieurs options de traduction : *decisión*, *resolución* et *fallo*. Dans les notes de cours que nous avons, la traduction de « décision » en espagnol serait « *resolución* ». Or, nous avons fait des recherches dans le dictionnaire *Léxico jurídico para estudiantes*. D'un côté, « *fallo* » est « *una parte dispositiva de una resolución en la que se estima o desestima las pretensiones de las partes* », c'est-à-dire, la résolution d'un litige. D'un autre côté, le terme « *resolución* » constitue « *un acto jurídico comunitario en el que se expresan las intenciones comunes o la voluntad de las instituciones europeas para el desarrollo de una determinada materia. Tienen relevancia política pues perfilan el camino a seguir en el futuro* ». Dans le contexte de la traduction, étant donné le caractère politique du terme, nous avons décidé de le traduire par « *resolución* ».

D'un côté, nous avons cherché la signification du terme « zone à circulation limitée » dans la propre banque de données LexALP, et nous avons décidé de le traduire en espagnol par « *zona de tráfico restringido* » parce que la page web de LexALP expliquait qu'il s'agissait d'une zone « dans laquelle la circulation des véhicules est soumise à des restrictions »⁴². D'un autre côté, nous avons traduit « zone à faible circulation » par « *zona de poco tráfico* », car, d'après LexALP, il s'agit d'une zone « dans laquelle la circulation des véhicules est peu importante »⁴³.

Texte 3: Terminologies et nouvelles technologies

Concernant le troisième texte, nous avons traduit au départ le terme « appréhension » par « *aprehensión* », puisque le dictionnaire RAE le reconnaît comme synonyme de « *comprensión* »⁴⁴. Mais nous avons décidé ultérieurement de changer la traduction et nous avons décidé de le traduire directement par « *comprensión* » ou, selon le cas, par « *entendimiento* ».

Le terme « arbres de connaissance » nous a posé beaucoup de problèmes. Pour commencer, nous avons cherché la signification de ce terme, et il s'agit, *grosso modo*, d'une façon d'ordonner les connaissances en fonction des relations intérieures qui

⁴⁰ <https://iate.europa.eu/search/standard/result/1553451843161/1>, consultado en mayo del 2019

⁴¹ <http://www.enciclopedia-juridica.biz14.com/d/convencion/convencion.htm>, consultado en mayo del 2019

⁴² http://lexalpapps.eurac.edu:8080/termbank/Home.po?FACET.0=cdm-headword&OPERATOR.0=2&FACETVALUE.0=zone+%C3%A0+circulation+limit%C3%A9e&SOURCE.0=fra&TARGETS=fra&XSL=Default&NB_RESULT_PER_PAGE=5&OFFSET=&action=recherche_r, consultado en mayo del 2019

⁴³ http://lexalpapps.eurac.edu:8080/termbank/Home.po?FACET.0=cdm-headword&OPERATOR.0=2&FACETVALUE.0=zone+%C3%A0+faible+circulation&SOURCE.0=fra&TARGETS=fra&XSL=Default&NB_RESULT_PER_PAGE=5&OFFSET=&action=rechercher

⁴⁴ <https://dle.rae.es/?id=3ID78Vc>, consultado en mayo del 2019

existent entre ceux-ci, tout en représentant la forme d'un arbre⁴⁵. Or, même si nous avons compris le concept exprimé dans le texte, nous n'avons pas trouvé un équivalent en espagnol. Nous avons, donc, décidé de le traduire par « *ramas del saber* », parce que la classification de ces connaissances ressemble aux branches d'un arbre (ils dérivent les uns des autres, en se ramifiant).

Quant au terme « cahier » dans le passage « mec », bien que la traduction littérale soit « *cuaderno* », nous pensons que, vu le contexte, l'auteur fait référence à la production d'une étude concrète. Le mot « études » serait, donc, traduit par « *investigaciones* ».

8. Borrador

En este apartado se presenta el borrador de la traducción de los tres textos. Las palabras o elementos añadidos por el traductor irán señalados con el color resaltado de texto azul turquesa y los comentarios del traductor con dudas o dificultades encontradas irán entre paréntesis y la letra en color Azul Énfasis 1 de Word.

8.1. Texto 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

La lengua jurídica, distintos enfoques, distintas disciplinas (“Approches” significa infinidad de cosas, pero de acuerdo con el sentido del texto, pienso que enfoques es una traducción correcta, al tratarse el lenguaje jurídico lingüísticamente en este texto)

Thomas Lebarbé

En el presente número 38 de la revista *Lidil*, cuyo título es “La lengua jurídica, distintos enfoques, distintas disciplinas”, se expone un panorama general, lejos de ser exhaustivo, de los enfoques lingüísticos de la lengua jurídica.

Conviene señalar que los términos de este ámbito (“Domaine” se traduce así y no por dominio) particular tienen distintos grados de uso muy variados: “lengua jurídica” (1.100 documentos), “lenguas jurídicas” (63.000 documentos), “lenguaje jurídico” (10.700 documentos) y “lenguajes jurídicos” (614 documentos)¹ (He optado por lengua/lenguaje pero “du droit” lo he traducido por “jurídica” en vez de “del derecho”). Además del término plural “lenguas”, que hace referencia principalmente a las investigaciones (“Travaux” tiene otras traducciones pero por contexto he deducido que esta era la traducción correcta) sobre el multilingüismo (También valdría “plurilingüismo” ya que la RAE los considera sinónimos) – siendo el embrollo lingüístico-jurídico europeo el origen de numerosos estudios –, se destaca también el predominio del concepto de “lenguaje” jurídico que parece característico (Traducirlo

⁴⁵ KAPLAN, J., *Manuel sur les Arbres de connaissances*, Projet SCATE (Study Circles: A Tool for Empowerment), Programme Socrates de l'Union européenne, Action Grundtvig, 2006, p. 8.

por “revelador” o “indicador” no tiene ningún sentido en español) de la mentalidad de la comunidad jurídica en relación al tipo de lengua utilizada: a menudo se percibe o se quiere percibir como un lenguaje, es decir, como un tipo de comunicación, que en teoría no es ambigua, ni sintáctica ni semánticamente, similar al lenguaje formal **y** (Para facilitar la lectura del texto en español he decidido añadir una “y”) al lenguaje de **programación** (No entiendo. ¿Se refiere a programación informática?). No obstante, optaremos por el término “lengua” puesto que la comunicación jurídica, ya sea escrita u oral, no se basa en un lenguaje controlado como el **que se desarrolla** (En español suena mejor así que con el participio) en la industria técnica cuya finalidad es la traducción y la indexación documental.

Asimismo, optaremos por el singular (“lengua jurídica” en vez de “lenguas jurídicas”), ya que consideramos que abordamos un ámbito vasto, complejo y polimorfo: la lengua y no un conjunto de lenguas que podría escindir según los individuos. Efectivamente, acotar el límite entre lengua general y lengua jurídica nos parece arriesgado; una tipología dentro de las lenguas jurídicas nos parece entonces utópica, puesto que debería combinar concretamente 1) la dicotomía oral/escrita², 2) las categorías de los documentos jurídicos³ y 3) las escalas geográficas y geopolíticas del Derecho⁴.

Los enfoques lingüísticos de la lengua jurídica varían en función de distintas perspectivas:

- La dimensión temporal inherente a una larga historia del texto jurídico ya sea en el marco de la conservación y del análisis crítico (como el proyecto Monasterium (Von Andreas, 2007)), o en marco donde se establecen los corpus diacrónicos (como el del código civil **francés** (Creo que es conveniente señalar que se está hablando del código civil francés) 1804-2004 o el de la Constitución francesa de la 5ª República 1958-2008);
- La dicotomía entre enfoque analítico – descripción de la lengua y de su **uso** (Aquí “pratiques” se refiere al uso y no a la práctica) – y enfoque prescriptivo – definición de las modalidades de redacción jurídica;
- La dimensión jerárquica de la jerarquía del texto jurídico, a la cuál le hemos dado importancia en los artículos de este número de revista: palabras, documentos, razonamientos.

La lengua jurídica es un “objeto complejo, sujeto a varias disciplinas y que no puede fragmentarse so pena de cambiar de definición” (Legay y Schmid, 2004). En consecuencia, todos estos planteamientos se posicionan en una continuidad interdisciplinar entre tres **áreas** (Aquí no tiene sentido traducir por “polos”) científicas: lingüística, jurídica e informática, ya sea como herramienta de validación de modelos teóricos o como herramienta de observación de grupos de textos voluminosos.

Los primeros dos artículos de esta recopilación, por un lado, el de Elisabeth Lavault y Francis Grossmann, y por otro lado el de Céline Randier y Leonhard Voltmer, tratan

sobre las palabras de la lengua jurídica. Se trata concretamente de dos puntos de vista contrastivos de dos equipos que son protagonistas de *LexAlp*, proyecto regional europeo de coordinación de la terminología jurídica multilingüe. La selección y definición de los términos jurídicos provoca el problema en sí de la noción de lengua jurídica, en la cuál la terminología técnica cobra un sentido particular en manos de los juristas. La coordinación terminológica plantea, por su parte, la dificultad de regulación de los textos jurídicos transfronterizos. El propósito científico se basa no solo en cada punto de vista, sino también en la confrontación entre estos. **Es decir** (Creo que es buena idea separar las dos frases con un punto y el conector “es decir”, ya que la segunda frase hace referencia a la primera), en cómo dos lingüistas por un lado y dos juristas por otro perciben el mismo objeto de estudio y lo interpretan, según sus ámbitos de especialidad, los métodos de trabajo que han empleado de mutuo acuerdo.

Los tres artículos siguientes tratan sobre el documento jurídico: Stéphane Cottin expone las consecuencias de la exorbitante inflación documental en el ámbito jurídico y propone un plan de acción para mejorar las herramientas del jurista, esenciales para toda elaboración y/o razonamiento jurídico. Posteriormente, Thomas Lebarbé explica detalladamente una plataforma de ayuda para la redacción de contratos, fundada en el estudio de un corpus y construida en colaboración con y para un gabinete jurídico especialista en la gestión del derecho de la propiedad intelectual. En cuanto a François Rousselot, Fady Farah y Amalia Todirascu, presentan una herramienta documental genérica aplicada a la gestión de textos legislativos consolidados. Los tres abordan desde perspectivas distintas la complejidad del documento y de los grupos documentales jurídicos. Si el primer punto de vista muestra la necesidad crucial de reflexionar sobre la redacción del texto jurídico, fuente de este vasto grupo documental, el segundo punto de vista muestra la factibilidad de herramientas de ayuda a la redacción⁵ basadas en la comprensión del documento, mientras que el tercer punto de vista muestra una herramienta documental que participa en la manipulación y gestión del texto jurídico en su evolución diacrónica.

Los dos últimos artículos tratan sobre los razonamientos inherentes a los documentos jurídicos: Ross Charnok presenta un estudio sobre la interpretación jurídica y semántica de los nombres propios y las descripciones definidas en los testamentos (británicos en este caso). Fabrice Silpa propone una herramienta original de detección de ontologías a partir de un corpus jurídico. Una vez más, hemos querido darle preferencia y contrastar dos enfoques totalmente distintos del razonamiento en la lengua jurídica: por un lado, el análisis del discurso del **jurilingüista** (Me he informado y aunque se usa en ámbitos específicos, no está reconocida en el diccionario), por otro lado, la extracción automática del conocimiento del mundo jurídico, de una ontología, con la ayuda de un razonamiento lógico en cuanto a los enunciados jurídicos. Estos últimos dos artículos coinciden, en cierto modo, con los dos primeros, ya que establecen el vínculo entre los términos y los razonamientos que se les aplican: el análisis semántico y pragmático de estos términos o la construcción de su estructura jerárquica.

Esta recopilación de artículos se enmarca en el proceso en expansión de investigaciones interdisciplinares en torno al Derecho, iniciado por las obras de Danielle Bourcier (1995) y Pierre Catala (1998), y continuado por la escuela de verano del **centro nacional francés de investigación científica (“CNRS”)** (He pensado que era conveniente traducirlo añadiendo francés, y luego añadir el nombre original) con “Teorías del Derecho y de los sistemas jurídicos como sistemas evolutivos complejos”⁶, que se publicó en septiembre del 2005. El objeto de estudio de la *lengua jurídica* es infinito y la repetición de conferencias como las del ICAIL⁷ muestra la intensidad de los trabajos actuales y la necesidad de los que aún quedan por hacer en este ámbito.

La lengua jurídica es por naturaleza un ámbito pluridisciplinar de la lingüística aplicada donde se unen juristas, lingüistas, informáticos, **especialistas en lógica**⁴⁶ (¿Existe un término para esto en español? ¿Especialista/experto en qué? ¿“Lógico” sin más también vale?), etc. Esta voluntad de reunir culturas científicas tan variadas con el fin de añadirle una plusvalía intelectual a cada una se basa en la cohesión de las disciplinas y en un diálogo permanente entre especialistas. La estilística del texto científico en la lengua jurídica tiene marcas de dicha cohesión: cada artículo lleva la marca de los términos, **fraseados** (¿“Phrasés”? ¿Es un error gramatical y se refiere a “phrases”?), métodos argumentativos, etc., heredados de otros ámbitos de competencia. La lectura de estos artículos requiere, pues, la misma curiosidad, la misma humildad y la misma mentalidad abierta que demuestran los investigadores de la lengua jurídica que han contribuido en este número.

NOTAS

¹ Estas cifras surgen de las búsquedas realizadas en el motor de búsqueda Google con fecha 30 de junio del 2008. Esta observación cuantitativa no es de carácter científico. De hecho, hemos criticado este tipo de planteamiento en varias ocasiones (Lebarbé, 2006). Sin embargo, es un buen indicador de los usos y tendencias de la comunidad **francófona**. (Añadí “comunidad francófona” ya que estas búsquedas se realizaron en francés y no en español, lo cual podría cambiar las cifras de búsqueda de términos en español).

² Hay que señalar que las publicaciones sobre este tema son relativamente raras y tratan principalmente sobre la tradición jurídica oral (Dupré, 1992)

³ Los distintos tipos de materiales escritos son sobre todo textos fundadores (códigos, leyes, etc.), textos interpretativos (jurisprudencias), textos contractuales, textos de compromiso (testamentos).

⁴ N. Belaidi (2004) muestra las distintas interpretaciones de los términos jurídicos de acuerdo con una jerarquía compleja de escalas sociales, geográficas y políticas.

⁵ Aquí se trata de una herramienta de ayuda a la redacción de contratos. Los artículos de Stéphane Cottin y François Rousselot (et al.) hacen referencia a los textos legislativos

⁴⁶ Nota del traductor: Se podría decir especialistas en lógica o lógicos, sin más.

de otro orden. Estos dos tipos de documentos no tienen las mismas normas de redacción ni la misma evolución. Sin embargo, presentan similitudes estructurales y constituyen ambos la mayoría de textos jurídicos.

⁶ http://www.cersa.cnrs.fr/IMG/pdf/Compte_rendu_Ecole_d_ete.pdf

⁷ International Conference on Artificial Intelligence and Law

8.2. Texto 2: *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP*

Lengua jurídica y coordinación terminológica multilingüe: el ejemplo de LexALP

Elisabeth Lavault-Olléon y Francis Grossmann

Resúmenes

Francés English

El tema de la selección de términos y el de la coordinación son unos de los problemas clásicos de la terminología. El marco multilingüe del proyecto LexALP, basado en el Convenio de los Alpes, conduce a volver a plantearse estas preguntas a partir de los problemas planteados por la constitución de una base de datos terminológica que integra cuatro idiomas (francés, alemán, italiano y esloveno) y tiene como objetivo coordinar la terminología jurídica útil para el desarrollo y protección del arco alpino. El artículo muestra que la noción de terminología jurídica debe considerarse desde varios planos: el de los conceptos propiamente jurídicos, el de los términos provenientes de vocabularios técnicos científicos, pero con implicaciones jurídicas, y finalmente el de los términos extraídos de un léxico común, pero que deben especificarse legalmente. El proceso de coordinación, descrito en la segunda parte del artículo, se presenta como una influencia directa en el tratamiento terminológico: la coordinación hace que sea necesario especificar los conceptos y, a veces, también conlleva compromisos, según las cuestiones institucionales y políticas. Por lo tanto, el establecimiento de la terminología jurídica necesaria en el proyecto incorpora necesariamente una dimensión pragmática e institucional.

The selection of terms and their harmonisation raise a number of fundamental questions in the area of terminology. These are reviewed here in the framework of the LexALP project designed to create a quadrilingual terminological database (French, German, Italian and Slovene) based on the Alpine Convention and designed to harmonise legal terminology relative to the management and preservation of the Alpine space. This paper first demonstrates that legal terminology in this context is not confined to attested legal terms but must include the legal implications of scientific, technical and even general terms. It then focuses on how the harmonisation process has a direct impact upon terminology work particularly with regard to defining concepts with precision, while at the same time mediating political implications. In conclusion, the authors

underline the role played by pragmatic and institutional dimensions in the establishment of legal terminology in relation to multilingual projects.

Texto completo

Nuestra reflexión se basa en el proyecto LexALP, un proyecto europeo de terminología jurídica que tiene como particularidad tratar un territorio limitado, los Alpes, y reagrupar ocho estados y cuatro idiomas (alemán, francés, italiano y esloveno). El proyecto forma parte de un marco jurídico específico, el Convenio de los Alpes, que es un acuerdo de derecho internacional destinado a salvaguardar el ecosistema natural y promover el desarrollo sostenible de los Alpes. Además del desarrollo de un gran conjunto de recursos lingüísticos en internet, el objetivo final de este proyecto es la coordinación cuatrilingüe de la terminología jurídica utilizada en el Convenio de los Alpes y sus protocolos, o la terminología susceptible de integrarse en ella. En este proyecto se han tratado casi mil conceptos, cuyo objetivo es definirlos de manera integral para todos los sistemas legales aplicables al arco alpino. Por lo tanto, cada término ha dado lugar a cuatro niveles de tratamiento: el nivel del Convenio de los Alpes, el punto de partida del proyecto, el nivel internacional (que tiene en cuenta otros textos internacionales), el nivel europeo y los diferentes niveles nacionales (Italia, Francia, Alemania, Eslovenia). Aunque no fue posible- ni necesariamente útil- tratar cada uno de los términos en todos los niveles, este trabajo se realizó para la mayoría de los términos que figuran en el banco terminológico. Por lo tanto, los participantes tuvieron una base extremadamente rica para el debate sobre la coordinación.

En este artículo, queremos analizar, a partir de las dificultades encontradas, dos aspectos diferentes del tratamiento terminológico del lenguaje jurídico. Regresaremos en primer lugar a las unidades terminológicas extraídas tratando de especificar su estatus lingüístico y su estatus jurídico. Luego mostraremos el interés del tratamiento multilingüe y el procedimiento de coordinación para resolver algunas de las dificultades mencionadas en la primera parte.

1. El vocabulario jurídico en LexALP

1.1. LexALP y el Convenio de los Alpes

El Convenio de los Alpes, con su estatus internacional, tiene como objetivo garantizar una política integral de cooperación transfronteriza para la protección de los Alpes. El procedimiento de firma se abrió el 7 de noviembre de 1991 en Salzburgo (Austria); desde entonces, todos los países del espacio alpino han firmado y ratificado el Convenio, y la Unión Europea también está asociada a él. Además de la Convención Marco, se han adoptado nueve protocolos, cada uno sobre un aspecto específico: la planificación espacial y el desarrollo sostenible, la agricultura de montaña, la protección de la naturaleza y conservación del paisaje, los bosques, el turismo, la protección del suelo, la energía, el transporte, la solución de controversias. El texto de la Convención y los de los protocolos se han redactado en alemán, francés, italiano y esloveno. El

proyecto LexALP¹ responde así a este desafío inicial del multilingüismo mediante la implementación de un procedimiento de coordinación riguroso e indispensable, ya que cada Estado debe incorporar en su propia legislación las decisiones tomadas a nivel de la Convención.

1.2. La noción de lenguaje jurídico

Georges Legault (1979: 19) ya señaló que el término *lenguaje jurídico* es engañoso porque enmascara tanto la diversidad de situaciones jurídicas (leyes, decretos, reglamentos, etc.) como la diversidad de géneros discursivos. En nuestro caso, los textos también tienen la particularidad de pertenecer al lenguaje técnico o científico, ya que pertenecen a campos de especialización como el medio ambiente, la ecología o la planificación espacial². Esta es una característica que se encuentra en muchas áreas del derecho internacional y el derecho europeo. Por lo tanto, como señala Pascale Berteloot (2008: 12), el derecho comunitario es “un derecho esencialmente técnico”, que “efectivamente incluye un cierto número de términos jurídicos bastante generales o adaptados de las leyes nacionales que han tenido una gran influencia en el derecho comunitario en sus inicios, especialmente el derecho francés”. Sin embargo, “estos términos jurídicos son pocos en relación con el vocabulario de los diversos campos técnicos que la Comunidad del Carbón y del Acero y la Comunidad Económica Europea han aplicado para regular con el fin de establecer el mercado único. Basta con pensar en los documentos a los que se hace referencia en la legislación sobre seguridad vial o en las especies hortícolas dirigidas por la organización común de mercados”. Lo mismo pasa con el Convenio de los Alpes. La conjunción de esta dimensión científica o técnica con la expresión jurídica plantea problemas específicos tanto para los editores como para los usuarios. La dificultad para el inexperto es que se enfrenta a un lenguaje de doble especialización, ya que a la tecnicidad relativa del lenguaje jurídico se le añaden las denominaciones y las aclaraciones que requiere el lenguaje científico del ámbito de referencia (sobre este tema, ver, por ejemplo, Delhoste, 2002). Sin duda, se puede agregar, con respecto al Convenio de los Alpes, una tercera “capa” terminológica: el lenguaje administrativo, que combina los lenguajes técnico y jurídico, pero también tiene sus propias características. Para el terminólogo, la dificultad radica aquí en la selección de términos. Ante la necesidad de analizar la terminología jurídica en el corpus central (el Convenio de los Alpes y sus protocolos), hemos planteado problemas que son claramente clásicos, pero a menudo difíciles de resolver por falta de criterios suficientemente explícitos.

1.3. Tipología de las unidades terminológicas utilizadas

Una tipología de las unidades terminológicas analizadas durante el proyecto hace posible retomar algunos de los problemas encontrados, relacionados con la naturaleza misma de las unidades terminológicas. Propondremos dos criterios: el primero relacionado con la especialidad, el segundo con el funcionamiento lingüístico.

1.3.1. Tipología según el criterio de especialidad

En el enfoque clásico, lógico y "wüsteriano" de la terminología, los términos encarnan las nociones a las que corresponden naturalmente; por lo tanto, solo es necesario encontrar - o definir - las nociones específicas del ámbito considerado para llegar a los términos. Sin embargo, hoy en día esta concepción se cuestiona a menudo, como señala Monique Slodzian (2000: 69), debido a los límites de la acción de normalización, la variabilidad terminológica encontrada en los términos o la complejidad de los ámbitos a los que se enfrenta el terminólogo dentro de un mismo texto o conjunto de textos. A veces se ha tratado de oponer (*cf.* Pearson, 1998, citado por Slodzian, 2000) los términos específicos del tema, los términos no específicos y las palabras de la lengua general. En nuestro caso, tal enfoque llevaría a una distinción entre términos jurídicos *strictu sensu*, términos especializados (científicos, técnicos o "administrativos") y términos generales; sin embargo, debe admitirse que hacer una separación estricta entre lenguaje jurídico y no jurídico no es apropiado, dada la naturaleza de los textos a tratar. De la misma manera, como veremos, las palabras que parecen provenir de la lengua general a menudo tienen implicaciones jurídicas en nuestro contexto. Un término tan común como *montaña*, por ejemplo, puede ser problemático cuando se trata de acordar a lo que se llama una zona de *montaña* (ver Randier, 2008: 100, y más abajo, en la sección Diferentes divisiones jurídicas según la legislación").

Por lo tanto, la clasificación que se propone a continuación es esencialmente empírica: su función es focalizar mejor los problemas que deben abordarse.

Términos jurídicos *stricto sensu*

Se trata de términos que son inequívocamente del ámbito jurídico porque corresponden a conceptos legales, y se refieren explícitamente a los principios o reglas del derecho internacional o nacional. Generalmente están presentes en tratados, manuales y diccionarios jurídicos: se puede citar, por ejemplo, *principio de precaución*, *principio de que quien contamina paga* o incluso *posesión (de especímenes)* y *tenencia (de especímenes)*. La posesión, que está vinculada a la afirmación de un derecho de propiedad, es legalmente distinta a la tenencia, que es solo transitoria, incluso accidental, pero igualmente ilegal con respecto a las especies protegidas, nuestro ámbito. Más adelante veremos que el procedimiento de coordinación multilingüe puede revelar otra forma de comprender algunos de estos conceptos jurídicos. Hay relativamente pocos términos de este tipo en la base de datos LexALP, pero es necesario recurrir a ellos para obtener fuentes jurídicas fiables y comparar las definiciones en los diferentes niveles de legislación.

Términos surgidos de otros ámbitos de especialidad, pero con implicaciones jurídicas

Estos términos no son directamente jurídicos y están relacionados con otros campos (ecología, agricultura, economía, etc.). Sin embargo, se definen en el marco en acuerdos de derecho internacional, por ejemplo: *fuentes de energía renovable* en la

Directiva 2001/77/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 27 de septiembre de 2001, relativa a la promoción de la electricidad generada a partir de fuentes de energía renovables en el mercado interior de la electricidad, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/ALL/?uri=celex:32001L0077>) art. 2, o *biodiversidad* en el **Convenio** (¿O convención?) de Río sobre la diversidad biológica, 1992, e incluso *ecosistema*, que tiene una definición (entre muchas otras) surgida directamente del Convenio de río y utilizada en la Decisión del Consejo de 25 de octubre de 1993 relativa a la celebración del Convenio sobre la diversidad biológica (93/626/CEE) (<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31993D0626:ES:HTML>). Estos términos no se refieren a los principios o normas legales, sino a los asuntos basados en el derecho y, por lo tanto, delimitan su aplicación. Definidos así en algunos textos jurídicos, toman un valor de referencia y deben estar presentes en un glosario sobre el tema, porque cualquier texto posterior debería o bien utilizar estas definiciones o bien posicionarse con respecto a ellas.

Términos administrativos con implicaciones jurídicas

El corpus de LexALP contiene una gran cantidad de términos complejos, hechos con nombres de entidades administrativas o correspondientes a una división espacial convencionalmente nombrada en una administración determinada. Así, *zona* y *área* son particularmente productivas en el corpus; he aquí algunos ejemplos al tomar *zona* como palabra inicial: *zona de tráfico limitado*, *zona de montaña*, *zona no urbanizable*, *zona de riesgo*, *área de protección del paisaje*, *zona de tranquilidad*. Estas denominaciones obviamente varían de una entidad administrativa a otra, así como de un idioma a otro, la elección de los términos y sus definiciones implican un trabajo delicado de coordinación, como lo muestra el ejemplo de *espacio transfronterizo*, bien analizado por Céline Randier (2008). ¿Debe entenderse *espacio transfronterizo* como un área protegida compartida por los países vecinos, o el término también puede referirse a las fronteras regionales dentro del mismo país, como algunas regiones italianas podrían defender? Finalmente, la primera interpretación es la que prevalece, probablemente debido a las fuertes connotaciones del término francés, que lo vincula al concepto de frontera nacional, y bajo cierta presión de los representantes de las entidades ministeriales del proyecto. Aunque el sentido regional lo hubiera hecho, podría ser igual de interesante desde el punto de vista de la protección legal del espacio alpino.

Términos que son del léxico común pero que requieren una definición precisa por sus posibles implicaciones jurídicas

Algunos términos del léxico general deben incluirse como términos básicos de un ámbito: si un texto regula el pastoreo en los bosques de montaña para preservar la función protectora del bosque, parece necesario, para hacer posible la aplicación de la reglamentación, definir el término *bosque de montaña*, o incluso el término base *bosque*, pero también *función protectora del bosque de montaña*. Eso puede también implicar definir cuáles son las otras funciones del bosque de montaña... Del mismo

modo, a partir del protocolo sobre el turismo encaminado a favorecer un desarrollo sostenible del turismo en los Alpes, es necesario definir *turista*, que es aparentemente una palabra de la lengua general: ahora bien, el término definido por la Organización Mundial del Turismo y recogido en la Posición común (CE) nº 35/1999, de 22 de abril de 1999, aprobada por el Consejo de conformidad con el procedimiento establecido en el artículo 251 del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea, con vistas a la adopción de una Directiva del Parlamento Europeo y del Consejo relativa a la aproximación de las legislaciones de los Estados miembros sobre las medidas que deben adoptarse contra la emisión de gases y partículas contaminantes procedentes de motores diésel destinados a la propulsión de vehículos, y contra la emisión de gases contaminantes procedentes de motores de encendido por chispa alimentados con gas natural o gas licuado del petróleo destinados a la propulsión de vehículos y por la que se modifica la Directiva 88/77/ del Consejo (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=CELEX%3A51999AG0035>) es más preciso que la palabra de la lengua corriente, puesto que define a un turista como un “visitante que pasa al menos una noche en un establecimiento de alojamiento colectivo o privado del país/lugar visitado”, lo que conduce, por un lado, a llamar turistas a personas que vienen por motivos distintos al turismo, como por ejemplo profesionales, y, por otro lado, a excluir a personas que vendrían con fines turísticos, pero no pasarían al menos una noche *in situ* (en estos casos debe emplearse el término *visitante*). Todos estos conceptos no son jurídicos en sí mismos, pero son necesarios para enmarcar la aplicación de la ley.

1.3.2. Términos y fraseologismos

La idea a menudo aceptada de que el léxico analizado puede extenderse a lo largo de una continuidad que va desde la más especializada, los términos, a la menos especializada, las palabras, es apenas operacional en nuestro caso, ya que solo un examen caso por caso puede permitir que se decida si se trata de un término, pertenezca o no al léxico general. Los términos, especialmente en textos jurídicos, no se caracterizan por su aparente tecnicidad, sino por el hecho de que requieren una definición específica, diferente de la que adoptan en el lenguaje cotidiano o en otros ámbitos de especialidad. Hemos hecho una distinción, sobre una base lingüística esta vez, entre los términos en un sentido estricto y los fraseologismos.

Los términos

Generalmente se requieren dos criterios principales:

- La unidad conceptual y el poder referencial: este es un principio muy clásico en terminología. El término (ya sea simple o complejo) corresponde a una sola unidad conceptual, aunque tenga varios componentes semánticos; esta cualidad le permite desempeñar su papel de designación y lo distingue del fraseologismo sobre el que volveremos a continuación. Por ejemplo, *abandono de las zonas de montaña*, aunque aparece en la lista obtenida después de la extracción, no se consideró como un término; si se observa el contexto provisto (el texto aboga

por “limitar el abandono de las zonas de montaña”), *abandono* es un mero complemento de *limitar*, sin ningún valor designativo; la comparación entre idiomas también proporciona un valioso apoyo para tratar casos difíciles (vea nuestra segunda parte)

- La unidad sintagmática: el término, simple o complejo, es un significante continuo, en el que no se pueden intercalar otros elementos, excepto para fabricar otros términos: de este modo, *zona de tráfico limitado* y *zona con poca circulación* son dos términos distintos, ambos tratados como tales en la base de datos. Una de las consecuencias de este principio es el hecho de que cada término encuentra su lugar, en principio, en un sistema conceptual, en el cual se define en relación con otros **términos** (Palabra añadida para mejorar la comprensión). Por lo tanto, *estado de conservación favorable*, que a primera vista podría haber sido clasificado como fraseologismo, se refiere a un concepto claramente definido de hábitats y especies en la Directiva 2004/35/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 21 de abril de 2004, sobre responsabilidad medioambiental en relación con la prevención y reparación de daños medioambientales, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/ALL/?uri=CELEX%3A32004L0035>) art. 2, 4, y debe tratarse como un término que luego puede usarse en la definición de otro término como *hábitat deteriorado* (“hábitat natural cuyo estado de conservación favorable se ha visto significativamente afectado”).

En algunos casos, tuvimos que tratar algunas unidades terminológicas como términos que, a pesar de tener un valor designativo, no cumplían con el criterio de unidad sintagmática. En estos pseudo términos, las variantes pueden ser importantes: se trata de designaciones “confusas”, que a veces permiten una formulación más cautelosa, o más extensa, o incluso adiciones de adjetivos que llevan a la fabricación de un término más complejo. Este segundo caso se puede ilustrar a través del ejemplo de *entorno natural atractivo* y *preservado*: esta unidad se ha tratado como un término, pero, en realidad, se complementa perfectamente con *entorno natural*, que no figura en nuestra base de datos, y *entorno natural atractivo*³ se trata a parte. Si uno quisiera ser coherente, habría que tratar como un término *entorno natural preservado*, pero el ejemplo no se encontró en el corpus. El censo y el tratamiento sistemático de estos pseudo términos pueden permitir la reconstrucción lógica del sistema de designaciones.

Los “fraseologismos”

Primero se debe volver al significado de “fraseologismo”, dada la ambigüedad del término. Comencemos recordando que en una base de datos como EURAUDICAUTOM (hoy llamada IATE)⁴, “una de las originalidades [...] es lidiar con un abanico de unidades terminológicas bastante extensibles que van desde el unitérmino hasta la frase” (Goffin, 1997, citado por Slodzian, 2000: 72). Sin embargo, como señala Monique Slodzian, lo que aquí se denomina fraseología “no es más que un sustituto del

contexto, muy limitado, aleatorio y no problematizado”. La extensión sintagmática de la noción de “término”, a veces justificada, también refleja a menudo una declaración de impotencia: si los términos se extienden en “frasemas” y otros en “fraseologismos” presuntamente, quiere decir que el significado terminológico no se puede clasificar en los límites estrechos de los términos aislados, y debe tener en cuenta el texto o discurso. Daniel Gouadec (1994) hace una distinción entre “término” y “fraseologismo” al considerar que la función principal del término es la designación, mientras que el fraseologismo se caracterizaría principalmente por su función de “formulación”, incluyendo un término como elemento principal. De hecho, consideramos que los fraseologismos se pueden definir en tres niveles:

- A través de su función referencial (es el criterio principal de Daniel Gouadec); el fraseologismo, aunque integra un término, tiene menor capacidad de designación que éste e incluye la descripción de las características de una noción, es decir, implica un sistema relacional o predicativo: por lo tanto, *programa para la conservación de naturaleza* es la denominación descriptiva de una reglamentación definida por la lista de sus constituyentes.
- A través de su naturaleza semifija: en principio, los fraseologismos tienen cierto grado de fijación semántica o sintáctica; este criterio, sin embargo, no siempre es distintivo, en la medida en que los términos en sí son a menudo sintagmas fijos; precisamente la ambigüedad del término *fraseologismo* en terminología puede usarse para referirse a sintagmas largos y, en definitiva, menos fijos que los términos propiamente dichos.
- A través de su función de uso: los fraseologismos son marcadores estilísticos, que indican, por su carácter estereotipado, la pertenencia a un género o un ámbito de especialidad; como resultado, tienen, en principio, cierta recurrencia - aunque a menudo existan variaciones léxicas o sintagmáticas - lo cual justifica un tratamiento específico.

El proceso previo realizado por el equipo EURAC⁵ (piloto del proyecto) para establecer los glosarios a partir de los que tuvimos que trabajar incluía frecuentemente sintagmas a los cuales era complicado atribuir el estatus de término. En algunos casos, los cambios fueron sencillos y consistieron simplemente en encontrar el término exacto. Así, *energía de combustibles fósiles* se convirtió simplemente en *energía fósil*⁶ (se realizó el mismo tipo de transformación en otros idiomas).

En otros casos, el sintagma, que podría aparecer como un fraseologismo, fue finalmente tratado como un término, porque se refería a un concepto cuya definición era necesaria: es el caso, por ejemplo, de *interconexión de sistemas energéticos*; la forma corta, *interconexión energética*, que también se mantiene, no ha eliminado la forma larga, ya que *sistema energético*, que ya figura en otras bases de datos como IATE, es más preciso y señala que la interconexión permite vincular grupos coherentes y

estructurados, y atañe a tuteladas distintas. Aunque podamos segmentar el sintagma en dos términos - *interconexión* y *sistema energético* -, la expresión completa evita cualquier confusión, siendo *interconexión* un término utilizado también en las telecomunicaciones. Al revés, se supuso que no había ninguna razón para considerar que estábamos tratando con un término en un caso como el de *instalación para la producción de energía*, listado en la base de datos pero que no dio lugar a una definición y se consideró que era un fraseologismo, mientras que *instalación energética* se definió como un término. Del mismo modo, si el lenguaje administrativo necesita detallar las *medidas* tomadas, es inútil considerar como términos todas las expresiones que comiencen por *medidas* y que se relacionen con un determinado campo de aplicación. Sin embargo, *medidas de control*, que cumplen con el criterio de unidad conceptual, se definió como término, porque está definido en el texto del Convenio de los Alpes como “medidas que tienen como objetivo verificar que las intervenciones permitidas en el marco de las excepciones de la prohibición de la extracción y el comercio de especies animales y vegetales no comprometan el equilibrio general de las especies en cuestión”. En este caso, se ve la importancia de una definición específica en el plano jurídico y la forma en que se especifica en el ámbito involucrado.

Por lo tanto, una conclusión emerge de esta primera parte: a pesar de que los criterios lingüísticos son importantes para la integración de los términos en la base de datos, otras consideraciones más pragmáticas se tienen también en cuenta para el procedimiento terminológico. En particular, se puede citar el peso del corpus básico que condicionó la extracción inicial, y el procedimiento se llevó a cabo a partir de una lista de términos candidatos extraídos de los textos del Convenio de los Alpes y los protocolos. Este procedimiento, que sin duda ha facilitado la división del trabajo y la coordinación, también tiene su inconveniente: ha tendido a fijar denominaciones que tienen solo un valor relativo, o a imponer conceptos de pensamiento que no siempre lo son. Sin embargo, la profundización realizada desde diferentes niveles permitió poner en perspectiva algunos de los resultados obtenidos. Además, la comparación entre idiomas y el trabajo de coordinación han llevado a una interesante evaluación de la que vamos a hablar ahora.

2. Un ejemplo de coordinación multilingüe en el ámbito jurídico

2.1. La necesidad de coordinación

El objetivo final del proyecto LexALP, la coordinación de la terminología de la Convención de los Alpes en sus cuatro idiomas puede plantear desde el principio una serie de preguntas. En primer lugar, como se indicó anteriormente, la Convención y sus protocolos se establecieron en 1991 “en francés, alemán, italiano y esloveno, siendo los cuatro textos igualmente auténticos” y ratificados por los ocho Estados alpinos y la Comunidad Europea. Por lo tanto, se supone que su contenido jurídico debe ser aceptado e interpretado de manera idéntica por los hablantes de los cuatro idiomas.

Este principio de igualdad de los idiomas también prevalece en muchos de los textos internacionales firmados en una versión bilingüe o multilingüe (con la fórmula de uso “All texts being equally authentic”[todos los textos son igualmente auténticos]) y en la legislación comunitaria. Desde 1969⁷, los criterios para interpretar textos auténticos en varios idiomas se han definido teniendo en cuenta todas las versiones (Gallas y Guggeis, 2005: 494), de manera que el texto del derecho comunitario se ve como “un texto de normas único, sino como un sistema de [23] textos de normas destinados a producir una norma única” (Flückiger, 2005: 357).

Además, en el acta de la 6ª Conferencia alpina que tuvo lugar en Lucerna en octubre del 2000, esta última “toma nota del informe final sobre la coordinación lingüística de todos los protocolos de aplicación acordados hasta la fecha y lo aprueba. Toma nota de que los protocolos [...] se han coordinado completamente de manera lingüística y estilística, sin que se hayan realizado cambios sustanciales [...] y] decide aceptar el resultado de la coordinación lingüística de los protocolos mencionados anteriormente” (citado por Chiocchetti y Voltmer, 2008: 49). Por lo tanto, la coordinación, tanto jurídica como terminológica y estilística, ya se habría completado. Sin embargo, es bien sabido que, a pesar de que el multilingüismo se estableció en el trabajo preparatorio de la Convención de acuerdo con el principio de igualdad de los idiomas (Angelini y Church, 2008: 38), los textos originales se han escrito generalmente en el idioma del presidente de la sesión y luego se han traducido, variando los idiomas y lugares de las negociaciones según los protocolos. Por ejemplo, la versión francesa del protocolo de protección del suelo revela su primera versión alemana con cierta pesadez sintáctica y términos inapropiados. La extracción sistemática de unidades terminológicas en las cuatro versiones paralelas ha confirmado la existencia de incongruencias debidas, en parte, a una falta de coordinación previa y a traducciones deficientes, pero también a un cierto grado de confusión (Voltmer, 2008: 71)⁸ que, por razones relacionadas con los desafíos y las dificultades de las negociaciones, es característico del derecho internacional público (Flückiger, 2005: 346). Esto confirmó la necesidad de coordinación tanto de conceptos como de términos.

2.2. Coordinar conceptos y términos

A partir de las equivalencias extraídas de las cuatro versiones paralelas, los terminólogos del proyecto LexALP comenzaron a buscar estos términos y, si fuese posible, sus definiciones en el corpus compuesto por textos jurídicos internacionales, europeos y nacionales, constituyendo de este modo un conjunto de archivos procesados a diferentes niveles del derecho. El objetivo era preparar el trabajo del grupo de coordinación, compuesto por expertos, lingüistas y juristas, de los diferentes ámbitos, idiomas y sistemas jurídicos.

Para esto último, la coordinación consistió primero en garantizar que los cuatro términos paralelos indicaran un concepto idéntico y en acordar una definición coordinada (cf. ISO 860: 2007). Esta se ha encontrado a menudo en un texto

comunitario o internacional, a veces ligeramente adaptada al contexto del Convenio de los Alpes (He decidido cortar aquí la frase para que no sea tan larga) Pero también se ha dado el caso en el que la propongan o bien los terminólogos o juristas del proyecto, o bien una de las instancias nacionales presentes (Delegación general de la lengua francesa y de las lenguas de Francia, en adelante DGLFLF, o Sección de terminología de la Cancillería de la Confederación Suiza, que tiene su propia base de datos, Termdat). Se ha llevado a cabo una negociación en el caso de los conceptos parcialmente superpuestos o con diferencias significativas, para concluir o bien en una definición suficientemente amplia, “de compromiso”, a menudo acompañada de notas que especifican los posibles caracteres distintivos de acuerdo con los sistemas lingüísticos o jurídicos, o bien en un rechazo de la coordinación. Sobre la base del concepto coordinado, las designaciones en los cuatro idiomas se han confirmado o corregido en función de los casos, dando lugar a equivalencias coordinadas, en lo sucesivo recomendadas para textos relacionados con el Convenio de los Alpes y sus protocolos. Este resultado no tiene un verdadero carácter normativo, la aplicación de las recomendaciones se derivará de la aceptabilidad de la base de datos LexALP en términos de accesibilidad, legibilidad y ergonomía.

Aunque se reconoce cada vez más el derecho de los Estados a comunicarse en su propio idioma (y se aplica plenamente a la UE), existen pocos casos de coordinación multilingüe en la terminología jurídica. De hecho, parece que la coordinación de los conceptos legales, los sistemas de conceptos, o incluso los procedimientos de redacción legislativa, es más avanzada que la coordinación de las terminologías. Los países con una tradición bilingüe o multilingüe, como Bélgica, Canadá o Suiza, tienen la costumbre de producir leyes multilingües, gracias a la co-redacción o a la traducción ejercida por expertos, juristas, lingüistas o jurilingüistas según los continentes. La doble juridicidad canadiense (véase Gemar, 1995:150) ha llevado de este modo a inventar una metodología de coordinación de los conceptos del derecho civil quebequense y de las “common law” federales⁹. Algunos organismos de derecho comparado también están trabajando en la coordinación de conceptos del derecho privado, particularmente en el marco del derecho contractual¹⁰. Pero rara vez los conjuntos de equivalencias jurídicas multilingües están regulados. En lo que respecta al derecho comunitario, producido en 23 lenguas igualmente auténticas, la base de datos terminológica IATE no requiere la regulación de las designaciones, ya que es más una herramienta de intercambio de conocimientos que un producto oficial destinado a estandarizar la terminología europea. En las instituciones europeas, las notas de los servicios jurídicos especifican de vez en cuando el uso de ciertas designaciones, pero todavía no existe una estandarización de la terminología jurídica comunitaria (Berteloot, 2008: 16). Sin embargo, esta está progresando, aunque de forma indirecta, gracias a las herramientas informáticas y a las guías de redacción jurídica publicadas por las instituciones comunitarias para el uso de redactores y traductores de la Unión¹¹. Sin embargo, los Estados con una fuerte política lingüística, como Francia, pueden valerse de una coordinación terminológica “oficial”: la base de datos Franceterme en la página web de DGLFLF recoge los términos

publicados en el *Diario Oficial* y los organismos públicos deben utilizarlos. Cada término se da con su equivalente en inglés, que, por lo tanto, adquiere un estatus casi oficial. Pero la especificidad de la base de datos es el enriquecimiento de la lengua francesa mediante el establecimiento de una terminología de referencia (Madinier, 2008:104), que precede la aparición de nuevos conceptos sin realizar un tratamiento exhaustivo por ámbitos¹².

En cuanto al multilingüismo en el derecho internacional, después de un comienzo difícil y controvertido (¿no se ha acusado a la pobre calidad lingüística de las traducciones de ser el origen del rechazo popular de ciertos tratados europeos?), una tendencia actual consiste en valorar la contribución del multilingüismo al derecho, destacando que la existencia de diferentes versiones lingüísticas hace que sea más fácil identificar los errores de redacción del texto original, desembocar en una revisión más completa de todos los textos y enriquecer la interpretación comparando las versiones (Flückiger, 2005: 355).

2.3. Dificultades de la coordinación

Estas ventajas se han percibido en el trabajo de terminología multilingüe en el marco del proyecto LexALP. El aplanamiento de las designaciones a menudo condujo a una precisión en cuanto a la delimitación conceptual, lo cual no habría permitido el único tratamiento monolingüe. Al igual que con la selección de términos, se encontraron tanto dificultades lingüísticas como dificultades jurídicas. De hecho, se recuerda que es más fácil establecer equivalencias cuando el ámbito del derecho relacionado con la coordinación es un ámbito común a las lenguas y culturas jurídicas en cuestión, como es el caso de la legislación europea (Peruginelli, 2008: 25). No obstante, la mayoría de los conceptos jurídicos abordados en la Convención de los Alpes forman parte de ámbitos transversales relativamente recientes, como el derecho ambiental, que está menos marcado por los sistemas culturales nacionales que los ámbitos como el derecho de familia o el derecho de la propiedad. En cambio, es particularmente ambicioso querer coordinar las equivalencias en cuatro idiomas, de las cuales dos son romanas, una es germánica y otra es eslava, que obviamente no tienen la misma división conceptual ni el mismo funcionamiento sintáctico, y que se pueden hablar en diferentes Estados (alemán en Alemania, Austria o Suiza, francés en Francia y Suiza) [\(He cortado la frase aquí para que no sea tan larga y pesada de leer\)](#). A estas diferencias lingüísticas se les suman las diferencias entre las legislaciones nacionales e incluso regionales (por ejemplo, entre Suiza, Italia y las provincias autónomas italianas).

La experiencia de LexALP proporciona datos interesantes, y daremos a continuación algunos ejemplos de las dificultades encontradas y las estrategias aplicadas para alcanzar la coordinación. Sin embargo, se debe enfatizar en que la perspectiva pragmática del proyecto ha llevado a una estrategia global que favorece la búsqueda de equivalencias funcionales (Harvey 2002, Gémar 1995), siempre teniendo en cuenta la aplicación de regulaciones de acuerdo con los objetivos de la Convención de los Alpes.

2.3.1. Vacíos jurídicos

Obviamente, este es el primer caso que viene a la mente: un concepto jurídico existe en un sistema y no en el otro, o en los otros. Dado el comentario anterior, ha sido extremadamente raro. El ejemplo más claro fue el del término alemán *Verbandsklage*, que evoca un tipo de acción colectiva similar a la *class action* (acción legal) (He pensado que era buena idea traducirlo) americana. El término aparece en el anexo del protocolo sobre protección de la naturaleza y mantenimiento del paisaje, en una lista de inventarios para establecer el estado de la protección de la naturaleza y de los recursos, incluidos los legales, disponibles para esta finalidad. La lista ha sido diseñada de forma exhaustiva para abarcar lo existente en todos los países firmantes, incluidas las realidades presentes en algunos Estados y no en otros. *Verbandsklage* está definido en la ley alemana y austriaca, pero este tipo de acción aún no se incluye ni en el derecho francés ni en el italiano. En tales casos, son posibles varias estrategias, desde los préstamos (que habrían ido en contra del principio de multilingüismo del proyecto) hasta la equivalencia funcional, pasando por el neologismo o la paráfrasis. La traducción francesa del protocolo utiliza la expresión *droit pour una association d'ester à justice* (derecho de una asociación para litigar) (Creo que aunque está citando algo tal cual, hay que traducirlo porque está en francés y el lector no tiene por qué saber ni inglés ni francés), que explica este concepto alemán. Después de una infructuosa búsqueda en el sistema francés, se ha elegido, en última instancia, una traducción más literal pero relativamente funcional, junto con una nota explicativa: *action en justice d'une association en francés* (He creído conveniente matificar que se ha elegido esa expresión en francés y la otra en italiano...) y *azione legale intentata da un'associazione* (acción legal de una asociación) (...con su correspondiente traducción, ya que se refieren en ambos idiomas al mismo término) en italiano. Es interesante señalar que, para traducir *class action*, un procedimiento que se cita a menudo en Francia cuando se habla de los Estados Unidos, aunque no exista todavía en la legislación francesa, el *Diario Oficial* ha publicado el término *acción grupal*, más genérico, para abarcar un conjunto de realidades extranjeras de este tipo.

Asimismo, la “*comunità montana*” (Aquí pienso que una traducción está fuera de lugar porque no sé italiano y no sé si debería traducirlo, aunque más o menos entiendo su significado) es una entidad administrativa exclusivamente italiana, que el grupo de coordinación ha traducido con una equivalencia funcional, (He añadido la coma porque se refiere a que la equivalencia funcional es “comunidad de los municipios de montaña” y no se entendía bien) “comunidad de los municipios de montaña”, basándose en la realidad francesa de las comunidades de los municipios.

2.3.2. Desdoble jurídico diferente según las legislaciones

En lugar de vacíos jurídicos, a menudo hay una división diferente de los conceptos jurídicos dependiendo de los idiomas y los sistemas. A pesar de la unificación proporcionada por la legislación comunitaria, las diferencias entre los niveles nacionales

se mantienen. Así, en el marco de la protección del agua, las categorías *agua potable* y *agua destinada al consumo humano* se dan como equivalentes en el derecho comunitario (Directiva 98/83/CE del Consejo de 3 de noviembre de 1998 relativa a la calidad de las aguas destinadas al consumo humano, artículo 2) (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=celex%3A31998L0083>) y en el derecho internacional (Protocolo de Londres, 1999, art. 2, 2a), que requiere una cierta calidad del agua potable en el agua utilizada por las empresas agroalimentarias para la preparación de productos destinados al consumo humano. La legislación francesa adopta el decreto europeo, pero la legislación alemana distingue dentro de *agua para consumo humano* dos categorías con regulaciones distintas: *agua potable (Trinkwasser)* y *agua destinada a la industria alimentaria (Wasser für Lebensmittelbetriebe)*. En tal caso, se adoptó la definición amplia del Protocolo de Londres para la coordinación a nivel del Convenio de los Alpes. Pero el registro establecido a nivel alemán muestra esta división diferente.

La definición de *zona de montaña*, que es crucial para la asignación de ayudas a la agricultura, también es variable según la legislación. Según el derecho internacional, el Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente define las zonas de montaña según la altitud y la pendiente, mientras que el derecho comunitario también tiene en cuenta otros criterios, como los contrastes de relieve (algunas zonas costeras) o la latitud (algunas zonas del norte). En los Alpes, las legislaciones discrepan (zona por encima de los 600 m en el norte de Italia, 700 m en Alemania, de 600 a 800 m en Francia). La definición coordinada es una definición extensa “de compromiso” (Randier, 2008: 101), basada en un reglamento europeo (Reglamento (CE) n° 1257/1999 del Consejo sobre la ayuda al desarrollo rural a cargo del Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola (FEOGA), art. 18, 1) (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?qid=1555953229537&uri=CELEX:31999R1750>) que destaca la desventaja funcional resultante de una lista de factores relacionados con el clima, la altitud y la pendiente. Pero una nota especifica que la delimitación de las zonas de montaña (especialmente en relación a la altitud) es competencia de los Estados.

En el ejemplo dado anteriormente sobre la protección de especies protegidas, el protocolo sobre la protección de la naturaleza y el mantenimiento de los paisajes recuerda que está prohibida la tenencia de especímenes de especies protegidas, lo cual es relevante para la legislación francesa e italiana, donde los conceptos de propiedad, posesión y tenencia se distinguen claramente. Por otro lado, en la legislación alemana y austriaca, los conceptos son menos claros y una especificidad cultural tiende a proteger tanto al tenedor de un bien como a su propietario (Voltmer, 2008: 71). Por lo tanto, una nota tenía que explicar por qué el término *Besitz von Exemplaren* se usa indistintamente para la tenencia o posesión de especímenes.

2.4. Distinto desdoble conceptual según los idiomas

Los conceptos jurídicos no han planteado los problemas más frecuentes porque la división conceptual varía según los idiomas. En este caso, el trabajo multilingüe revela una polisemia que no siempre es obvia para el hablante de un solo idioma. Así, *gestión de residuos* no parecía dar problemas en francés, pero la dificultad para elegir en alemán entre dos designaciones distintas, *Abfallwirtschaft* o *Abfallbewirtschaftung*, ayudó a distinguir dos conceptos: la actividad en sí misma, definida extensamente por las distintas operaciones de recogida, transporte, tratamiento, valoración, etc. (*Abfallbewirtschaftung*), pero también el sector de la industria, o incluso la política que regula esta actividad para disminuir el impacto negativo en el medio ambiente (*Abfallwirtschaft*). Por el contrario, la falta de designación en un idioma, o vacío lingüístico, también revela una división conceptual diferente. En el protocolo de los bosques de montaña, la protección del suelo y de los bosques implica la puesta en marcha de “procedimientos de explotación y transporte **(de la madera)**” (El término “*débardage*” se usa solo en términos de saca o transporte de madera en los bosques, creo que es conveniente señalarlo porque en español “explotación” y “transporte” puede utilizarse en más ámbitos) respetuosos con el medio ambiente. A diferencia del alemán y el francés, el italiano no tiene un término específico equivalente a “*débardage*” **(transporte de madera)** (Traducción como nota del traductor) y la traducción al italiano utiliza solo un término, “prelievo”, que cubre tanto el corte como el transporte de madera desde el lugar de corte hasta el lugar de recogida.

La distinción entre término general y término especializado apareció claramente con el término *catastro*, que ilustraba el falso carácter multilingüe de la redacción de los protocolos. En el protocolo sobre la protección de la naturaleza y el mantenimiento de los paisajes, firmado en Chamberí y probablemente redactado bajo la influencia francesa, se habla repetidamente de preparar listas o inventarios de especies, biotopos, espacios protegidos o por proteger, etc., y estas listas se daban de forma extensa en el anexo 1 de este protocolo. En el protocolo de protección del suelo, inicialmente escrito en alemán, se encuentra el término *Bodenkataster*, que utiliza la misma idea de una lista para establecer un balance de la erosión y la contaminación de ciertos suelos para garantizar su protección. La versión francesa equivaldría a *cadastre des sols* **(catastro del suelo)** (Se habla del término en sí, pero conviene añadir una traducción). Esta traducción calcada, que es una equivalencia puramente formal, produce confusión con el término *cadastre* (catastro), que en Francia designa el registro o propiedad que reagrupa todo el territorio nacional dividido en parcelas de propiedad en una base comunal (y que en alemán correspondería más bien al término *Grundbuch*). Después de una larga discusión, el término utilizado en la versión francesa del protocolo (tres ocurrencias) fue rechazado y se propuso un nuevo equivalente para *Bodenkataster*, que fue *Inventaire cartographié des sols* **(inventario de erosión de suelos)** (Se habla del término en sí, pero conviene añadir una traducción).

2.5. Diferentes políticas lingüísticas

En este último ejemplo, es interesante destacar que se planteó el mismo problema en francés y en italiano con el término *catasto*. Sin embargo, los miembros italianos del grupo de coordinación aceptaron una estrategia diferente: la coordinación del término *catasto dei suoli*, acompañado de una nota que explicaba la ambigüedad de este término en relación con la realidad administrativa y jurídica del *catasto* italiano. Esta posición, influenciada por los juristas del grupo de coordinación, permitía no cuestionar el texto del protocolo que fue ratificado a pesar de este error de traducción. La presencia de un representante del DGLFLF alentó en muchas ocasiones a los interesados franceses a mantener una línea menos jurídica pero más respetuosa con el sistema conceptual y lingüístico del francés. En una situación de coordinación multilingüe, pueden surgir conflictos, por un lado, entre la posición de los lingüistas y la de los juristas, y, por otro lado, entre una política de defensa de una lengua nacional y la voluntad de conseguir un consenso para completar la coordinación. Dado que Francia es, con diferencia, el Estado con la política lingüística más determinada, provocó que las definiciones emitidas por las comisiones ministeriales de terminología, resultantes de un trabajo sustantivo particularmente sólido, se hayan adoptado finalmente para la coordinación, especialmente en el ámbito del transporte.

El caso del esloveno también es digno de mención. Como miembro reciente de la Unión, este Estado acaba de traducir el acervo comunitario, lo que le ha llevado a inventar una gran cantidad de términos jurídicos y técnicos para designar conceptos europeos. En el caso de LexALP, los interlocutores eslovenos a menudo se han quedado cortos ante conceptos que no sabían designar en esloveno o distinciones que la lengua eslovena, todavía joven en términos de derecho ambiental y de ordenación del territorio, tuvo dificultades para expresar. Esta situación complicó el trabajo de coordinación para los juristas y lingüistas eslovenos. No obstante, podemos decir que probablemente sean los usuarios eslovenos, ya sean traductores, escritores y juristas o personal administrativo, quienes se beneficien más de la base de datos LexALP porque, aparte del acervo comunitario, tienen un número limitado de recursos en esloveno en el ámbito del derecho internacional.

El trabajo de coordinación confirmó que la terminología jurídica no podía limitarse a los términos utilizados exclusivamente por los juristas y que la aplicación de la ley requiere definir para ello muchos conceptos que pertenecen a sus ámbitos de aplicación. La multidisciplinariedad y el multilingüismo se han combinado para ayudar a construir un lenguaje jurídico en un área específica - geográfica, ecológica, social, institucional y jurídica - que requiere por parte de los interesados la posibilidad de diálogo para llegar a acuerdos. Los argumentos que se intercambian durante el proceso de coordinación muestran cómo la construcción de una terminología jurídica común no se basa únicamente en una lógica “científica”, sino que también se basa en tomar en cuenta las distintas realidades (ciertamente lingüísticas, pero también sociales, políticas e institucionales), que incluyen una dimensión pragmática. Como señala Jean-Claude

Gémar (1995: 150), las equivalencias funcionales resultantes de la traducción y de la coordinación jurídicas son, sobre todo, “el producto de una voluntad (política) consensual en los términos de un acuerdo”. El objetivo era lograr una mejor comunicación entre los Estados alpinos, que están enfrentados a dificultades comunes y que desean mejorar la efectividad del instrumento jurídico desarrollado para afrontarlas. Se espera que la definición de conceptos, la coordinación de términos y de fraseologismos en los cuatro idiomas conduzcan a una mejor aplicación del Convenio de los Alpes y sus protocolos. El trabajo colectivo también ha permitido muchos intercambios entre socios alpinos y un mejor conocimiento común de los problemas de los Alpes y las legislaciones existentes. Este trabajo consensual lleno de obstáculos es un reflejo de la construcción de Europa y la identidad europea de todos los participantes se ha visto fortalecida.

NOTAS

¹ Base de datos terminológica LexALP: <<http://www.eurac.edu/lexalp>>

² La terminología científica de una disciplina particular con frecuencia constituye por sí misma el resultado de los préstamos de otras disciplinas por transferencias semánticas (véase, por ejemplo, en cuanto a la ecología, los casos de “biosfera” y “clímax”, estudiados por Pascaline Dury) (1999).

³ Definido como un entorno caracterizado por “la belleza del conjunto de un lugar y [la] armonía de sus componentes naturales”

⁴ Ver la base de datos en línea, en la dirección: <<http://iate.europa.eu/>>

⁵ Para obtener más información sobre el marco institucional, consulte en el presente número el artículo de Céline Randier y Leonhard Voltmer.

⁶ Aunque el término ya está en otras bases de datos (y en los diccionarios), es importante estabilizarlo en el contexto de la Convención de los Alpes, lo cual justifica que se le dedique una entrada.

⁷ Sentencia de 12 de noviembre de 1969, Stauder / Stadt Ulm (29-69, rec. pág. 419) "La necesidad de una aplicación, y, por lo tanto, una interpretación uniforme, impide que este texto se considere de forma aislada en una de sus versiones, pero requiere que se interprete en términos tanto de la voluntad real del autor como del objetivo perseguido por este último, a la luz, en particular, de las versiones establecidas en los demás idiomas". (Citado por Gallas & Guggeis, 2005: 494)

⁸ Leonhard Voltmer, gerente de proyectos de LexALP en Bolzano, señala que solo existen cinco definiciones jurídicas para todo el Convenio de los Alpes y sus protocolos, mientras que la mayoría de los acuerdos internacionales importantes empiezan definiendo los términos básicos del ámbito abarcado.

⁹ Ver, en particular, el artículo de Louise Maguire Wellington "Bijuridicidad canadiense, metodología y terminología de coordinación", disponible en la página web del Ministerio de Justicia canadiense: <http://www.justice.gc.ca/fr/dept/pub/hfl/fasc4/fascicule_4.html>.

¹⁰ Por ejemplo, muchos trabajos se dirigen por el sexto programa-marco de la Comunidad Europea, con vistas a desarrollar un Marco común de referencia en el ámbito del derecho contractual europeo.

¹¹ Las herramientas principales son las herramientas TAO con memorias de traducción, así como LegisWrite, una herramienta informática para la creación, revisión e intercambio de documentos oficiales entre las instituciones europeas. Las guías son el "Código de Redacción Interinstitucional - Vademécum del editor" (2006), Luxemburgo: Oficina de publicaciones oficiales de las Comunidades Europeas (<<http://publications.europa.eu/code/fr/fr-000100.htm>>) y la "Guía práctica común para la redacción de textos legislativos comunitarios para quienes contribuyen a la redacción de textos legislativos" (2003), Luxemburgo: Oficina de publicaciones oficiales de las Comunidades Europeas (<<http://eur-lex.europa.eu/fr/techleg/pdf/fr.pdf>>).

¹² En marzo del 2008, se contaron aproximadamente 4800 términos y definiciones en la base de datos Franceterme, pero el ámbito jurídico está muy poco desarrollado. Ver: <<http://franceterme.culture.fr/FranceTerme>>.

8.3. Texto 3: *Terminologies et nouvelles technologies*

Meta

El diario de los traductores

Terminologías y nuevas tecnologías

Nathalie Gormezano y Sandrine Peraldi

Conferencia Internacional Permanente de Institutos Universitarios de Traductores e Intérpretes (CIUTI), líder de la promoción de empleabilidad e investigación

Volumen 57, número 1, marzo del 2012

URI: id.erudit.org/iderudit/1012752ar <https://doi.org/10.7202/1012752ar>

Ir al índice del artículo

Editor(es)

Les Presses de l'Université de Montréal (La prensa de la Universidad de Montreal)

ISSN 0026-0452 (imprimido)

1492-1421 (numérico)

Descubrir la revista

Citar este artículo

Gormezano, N. & Peraldi, S. (2012). Terminologies et nouvelles technologies. *Meta*, 57(1), 248–263. <https://doi.org/10.7202/1012752ar>

Todos los derechos reservados © Les Presses de l'Université de Montréal

Este documento está protegido por la ley sobre los derechos de autor. El uso del material de Érudit (incluyendo la reproducción) está sujeto a su política de uso, que puede consultarse en <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit difunde y preserva este artículo

Érudit es un consorcio interuniversitario sin ánimo de lucro compuesto por la Universidad de Montreal, la Universidad de Laval y la Universidad de Québec a Montreal. Su objetivo es la promoción y valorización de la investigación. www.erudit.org

Resumen del artículo

En la era de la globalización, las formas de acceder a la información están cambiando, ya sea en el aprendizaje o en la explotación del conocimiento. La gestión de la información es aún más compleja porque se combina con la gestión de un tiempo que parece "acelerado" a causa de, por un lado, las múltiples relaciones entre sistemas e individuos y, por otro lado, la exigencia de una velocidad cada vez mayor en la gestión de los negocios, con el fin de limitar los costos. En este mundo globalizado, en movimiento, multicultural y multilingüe, la investigación en traductología se muestra como un lugar donde se pueden desarrollar propuestas de soluciones al servicio de los actores de este mundo en movimiento. De hecho, la gestión del conocimiento en diferentes universos culturales es una actividad de investigación de larga data en el campo de la traductología; la terminología moderna ha llevado, desde hace varios años, a desarrollos interesantes en torno a las bases de datos; la lingüística, especialmente gracias a la semántica, también ha iniciado desde hace algunos años trabajos sobre bases de conocimiento y tarjetas semánticas integradas. Por su parte, las ciencias de las nuevas tecnologías y en particular la investigación en sistemas de información ha desarrollado sistemas de bases de conocimiento multimedia orientadas a oficios. El centro de investigación ISIT, el Centro de Investigación Aplicada sobre Traducción, Interpretación y Lenguaje (CRATIL) ha establecido, a la luz de estos trabajos y sus posibles interacciones, proyectos de investigación multidisciplinarios en los que las nuevas tecnologías y las terminologías relacionadas con oficios específicos se han convertido en herramientas de innovación al servicio de la sociedad del conocimiento multilingüe y multicultural.

La terminología en los programas de traducción

Terminologías y nuevas tecnologías

Nathalie Gormezano

ISIT, París, Francia

n.gormezano@isit-paris.fr

Sandrine Peraldi

ISIT, París, Francia

s.peraldi@isit-paris.fr

Resumen

En la era de la globalización, las formas de acceder a la información están cambiando, ya sea en el aprendizaje o en la explotación del conocimiento. La gestión de la información es aún más compleja porque se combina con la gestión de un tiempo que parece "acelerado" a causa de, por un lado, las múltiples relaciones entre sistemas e individuos y, por otro lado, la exigencia de una velocidad cada vez mayor en la gestión de los negocios, con el fin de limitar los costos. En este mundo globalizado, en movimiento, multicultural y multilingüe, la investigación en traductología se muestra como un lugar donde se pueden desarrollar propuestas de soluciones al servicio de los actores de este mundo en movimiento. De hecho, la gestión del conocimiento en diferentes universos culturales es una actividad de investigación de larga data en el campo de la traductología; la terminología moderna ha llevado, desde hace varios años, a desarrollos interesantes en torno a las bases de datos; la lingüística, especialmente gracias a la semántica, también ha iniciado desde hace algunos años trabajos sobre bases de conocimiento y tarjetas semánticas integradas. Por su parte, las ciencias de las nuevas tecnologías y en particular la investigación en sistemas de información ha desarrollado sistemas de bases de conocimiento multimedia orientadas a oficios. El centro de investigación ISIT, el Centro de Investigación Aplicada sobre Traducción, Interpretación y Lenguaje (CRATIL) ha establecido, a la luz de estos trabajos y sus posibles interacciones, proyectos de investigación multidisciplinarios en los que las nuevas tecnologías y las terminologías relacionadas con oficios específicos se han convertido en herramientas de innovación al servicio de la sociedad del conocimiento multilingüe y multicultural.

Abstract

In the age of globalization, means of access to information are undergoing a radical transformation be it in a learning environment or in the use of knowledge. Information management is all the more complex since it goes hand in hand with time-management which seems to be accelerated due to, on the one hand, multi-relations between systems

and individuals and on the other hand, the growing urgency for speed in treating cost issues in business management. In this globalized, shifting, multicultural and multilingual universe, research in the field of translation studies appears to be an area in which propositions of solutions to aid those involved in this ever-changing universe can be elaborated. Knowledge management in different cultural universes is a long-standing research activity in the realm of translation studies. For the past few years, classic terminology has resulted in interesting developments regarding databases. On the same note, linguistics and particularly semantics have been key domains of research for knowledge databases and integrated semantic maps. As for the sciences of new technologies and, in particular, research carried out on information systems, career-oriented multimedia knowledge databases have been developed. It is in this light that this research and its possible interaction with ISIT's research centre, CRATIL, put in place multidisciplinary research projects in which terminology related to specific careers and new technology have become tools of innovation in helping a multilingual and multicultural society.

Palabras clave/Keywords

terminologías, intercultural, nuevas tecnologías, semántica, bases de conocimiento

terminology, intercultural, new technologies, semantics, knowledge databases

En la era de la globalización, las formas de acceder a la información están cambiando, ya sea en el aprendizaje o en la explotación del conocimiento. La gestión de la información es aún más compleja porque se combina con la gestión de un tiempo que parece "acelerado" a causa de, por un lado, las múltiples relaciones entre sistemas e individuos y, por otro lado, la exigencia de una velocidad cada vez mayor en la gestión de los negocios, con el fin de limitar los costos. En este mundo globalizado, en movimiento, multicultural y multilingüe, la investigación en traductología se muestra como un lugar donde se pueden desarrollar propuestas de soluciones al servicio de los actores de este mundo en movimiento. De hecho, la gestión del conocimiento en diferentes universos culturales es una actividad de investigación de larga data en el campo de la traductología; la terminología moderna ha llevado, desde hace varios años, a desarrollos interesantes en torno a las bases de datos; la lingüística, especialmente gracias a la semántica, también ha iniciado desde hace algunos años trabajos sobre bases de conocimiento y tarjetas semánticas integradas. Por su parte, las ciencias de las nuevas tecnologías y en particular la investigación en sistemas de información ha desarrollado sistemas de bases de conocimiento multimedia orientadas a oficios. El centro de investigación ISIT, el Centro de Investigación Aplicada sobre Traducción, Interpretación y Lenguaje (CRATIL) ha establecido, a la luz de estos trabajos y sus posibles interacciones, proyectos de investigación multidisciplinarios en los que las nuevas tecnologías y las terminologías relacionadas con oficios específicos se han

convertido en herramientas de innovación al servicio de la sociedad del conocimiento multilingüe y multicultural.

1. De la terminología a las terminologías

1.1. *La terminología frente a las metamorfosis del mundo*

La terminología moderna, tal y como apareció a mediados del siglo XX, se creó con fines de comunicación científica y técnica. Su función era guiar el progreso científico, tecnológico e industrial para facilitar los intercambios internacionales y eliminar ambigüedades y confusiones en torno al lenguaje técnico. De hecho, Eugen Wüster, considerado el fundador de la Teoría General de Terminología (TGT), era un ferviente partidario de una comunicación profesional racionalizada e inequívoca: "El trabajo terminológico común no debe limitarse a determinar qué es. Debe apuntar a unificar y mejorar el uso que es tan contradictorio"¹ (Wüster 1979/1985: 89, citado y traducido por Candel 2004: 20). A pesar de las muchas críticas de la teoría clásica, que incluyen la dimensión extremadamente prescriptiva de la TGT, el ideal de biunivocidad y monosemia, y el enfoque onomasiológico (Gambier 1991, Gaudin 1993, 2003, Temmerman 2000), esta búsqueda de homogeneización y de internacionalización sigue siendo una de las misiones atribuidas a la terminología. Esto se evidencia en la existencia, en todo el mundo, de comisiones de terminología, asociaciones y organismos de regularización que gestionan el significado y el uso de las unidades terminológicas. El propósito del trabajo de estas comisiones es permitir que el idioma de los países interesados siga los desarrollos sociales, políticos y tecnocientíficos, y que se adapte a la realidad.

Por lo tanto, como apoyo para esta afirmación, las instituciones europeas cuentan con un servicio de terminología que cubre los 27 idiomas de la Unión y trabajan en paralelo con el desarrollo y la actualización de bases de datos terminológicas, como IATE (Interactive Terminology for Europe)² y EUROVOC³. Las Naciones Unidas también tienen una base de datos terminológica llamada UNTERM (United Nations Multilingual Terminology Database)⁴. Para el mundo político e institucional, la actividad terminológica forma parte de las actividades de comunicación y difusión de información. Cabe señalar que esto se incluye muy a menudo en el proceso de la regularización y la planificación lingüística, que es más vasto⁵. Por ejemplo, todas las medidas para proteger el idioma francés frente a la invasión de los anglicismos son parte de este proceso de planificación. Las políticas lingüísticas también sirven para la protección y una mejor integración de las poblaciones nacionales, étnicas y minoritarias, ya sea a nivel de un país, de Europa o del mundo. Esta es la razón por la que, a pesar de la connotación a menudo peyorativa atribuida a las actividades de regularización⁶, muchos organismos internacionales reconocen el potencial positivo de la planificación de terminología sistemática en esta área. De hecho, este último permitiría apoyar las políticas de información, conocimiento, innovación y estrategias de educación:

Las personas cuya lengua materna no está desarrollada (o no lo suficiente) desde el punto de vista de la terminología y el lenguaje especializado (LS), o aquellos a quienes se les niega el derecho a la educación, la formación, el acceso a la información o al uso de su lengua materna en el lugar de trabajo, tienden a estar en desventaja. [...] En la mayoría de los casos, un idioma cuyo uso se limita al folclore o al entorno familiar no será adecuado para la comunicación profesional. En la misma línea, los hablantes de un idioma cuya terminología está desactualizada en una especialidad determinada pueden perder gradualmente la capacidad de comunicarse al respecto en su idioma. (UNESCO 2005: V⁷)

Un enfoque, que va de la mano con la aceleración de la globalización actual, debe ir acompañado sistemáticamente de medidas de localización (Esta frase me ha dado muchos problemas para entenderla, no sabía cómo traducirla de forma que tuviera sentido); es decir, que la traducción y la adaptación deben respetar las normas culturales y lingüísticas locales. Más adelante se volverá a tratar esta cuestión.

Además de los ámbitos políticos y económicos, la terminología también se encuentra en el escenario científico e industrial. De hecho, el desarrollo de las ciencias y las técnicas siempre ha desembocado en la voluntad de organizar rigurosamente el conocimiento científico, así como la necesidad de remodelar los idiomas naturales para que respondan a esta nueva tendencia prescriptiva:

It has been noted that “scientific knowledge as it was then coming into being needed to be organised around systems of technical concepts arranged in strict hierarchies of kinds and parts” – quite unlike “commonsense knowledge which can tolerate – indeed depends on – compromises, contradictions and indeterminacies of all kinds”. (Halliday y Martin 1993: 6, citado en Antia 2007 : XIII)

De hecho, los científicos se enfrentan en numerosas ocasiones a vacíos léxicos y conceptuales en una ciencia que avanza a gran velocidad, a la vez que esta innova y experimenta. Los conceptos u objetos científicos se producen masivamente y las terminologías científicas dan lugar a representaciones múltiples y polimórficas, dependiendo de los horizontes culturales involucrados. La aprehensión de universos que difieren de una cultura a otra, los conceptos asociados a los términos cambian cuando se trata de innovación. Un término puede cubrir varias variaciones de significado según los universos de representación. Se pueden tomar prestados varios caminos denominativos (Freixa Aymerich, Silva Fernández, et al. 2008), incluso para un objeto idéntico, especialmente cuando se trata de ciencias innovadoras.

Finalmente, la industria también conoce las necesidades terminológicas más importantes, incluyendo lo ajeno a la regularización técnica. De este modo, la tendencia cada vez mayor de los grupos grandes consiste en la elaboración de recursos lingüísticos con la voluntad de coordinar las unidades terminológicas y sus significados para el emprendimiento de su representación mundial. El significado de los términos debe aprehenderse con la misma precisión técnica tanto en un lugar como en el otro. La terminología tiene, pues, una vida muy activa en todos los universos humanos: políticos, sociales, culturales, económicos y científicos.

No obstante, si en el contexto de las instituciones gubernamentales y supra-gubernamentales, la terminología y la traducción (y, por consiguiente, tener presente las dimensiones culturales e interculturales) están unidas intrínsecamente, especialmente debido al multilingüismo europeo e internacional (citemos los trabajos de la Dirección General de la Traducción de la Comisión Europea o incluso los servicios de traducción de la ONU) (He añadido un punto para que la frase no sea tan larga). Sin embargo, no ocurre lo mismo con el mundo científico y empresarial. De tal forma, la gran mayoría de las publicaciones científicas se escriben en inglés, lengua vehicular por excelencia, lo cual genera una necesidad real de terminología no satisfecha, en este caso, por medio de la traducción. Por lo tanto, las bases de datos terminológicas (BDT) juegan un papel esencial como instrumento de facilitación de intercambios en el ámbito del conocimiento, de la economía, de la ciencia y de la política.

Además, las necesidades en cuanto a precisiones semánticas son cada vez más presentes. En la era de la globalización, de la multiplicación de las actividades en todos los ámbitos y de la rapidez del desarrollo de conceptos sobre el planeta entero, los actores del ámbito del conocimiento, de la economía y de la política necesitan, cada vez más, aclaraciones, precisiones, definiciones, vinculación de conceptos, y las ideas y conocimientos que estos transmiten. No obstante, las soluciones que la terminología tradicional ha aportado parece que ya no satisfacen del todo a los principales interesados. Sobre el único plano operacional, los plazos de edición de las bases de datos terminológicas y de los diccionarios son muy largos. La concomitancia entre la evolución de la sociedad y la progresión científica se vuelve complicada. Es más, cuando se proponen las terminologías, lo más probable es que los usos dificulten el trabajo de los terminólogos, usos que están fundados en la realidad y que intentan, a través de una especie de improvisación de primera necesidad, responder a las necesidades, saciar las carencias, dar un lenguaje y significados a universos que, sin ello, no podrían avanzar.

Asimismo, las dificultades también vienen de la gran cantidad actual de datos que gestionar y de los costes que esto conlleva. Efectivamente, por todo el mundo, las ideas surgen y se cruzan de modo que la masa de información y la rapidez de transformación de los datos son considerables en los diferentes ámbitos. El ámbito del conocimiento ha cambiado mientras que el ámbito de la información ha dado lugar a nuevos retos para la terminología. Las necesidades han cambiado y se han diversificado. Hoy por hoy, muchas empresas buscan la uniformización de su terminología, ya sea en producción o en estrategia. La ingeniería lingüística, y en concreto la construcción de recursos ontoterminalógicos, se ha convertido en un auténtico desafío, recubierto de una actividad ineludible para las empresas cuyas necesidades con respecto a la gestión y la aprehensión de documentos no cesan de crecer:

[...] la demanda de las empresas se ha vuelto urgente. Efectivamente, estas se han encontrado con un volumen considerable de datos textuales que tratar, es decir, que redactar, archivar, actualizar y, concretamente, verificar su coherencia. Si se considera que los documentos sobre un satélite

corresponden a, más o menos, unas 250.000 páginas, se entiende que ningún ser humano puede verificar la coherencia de estos documentos. (Condamines 2008: 42)

En otras palabras, la complejidad y la multiplicidad del conocimiento, asociados a los problemas de la inter y la transdisciplinariedad, actualmente nuestros, muestran claramente que *la terminología* le ha cedido el paso a *las terminologías*, que requieren metodologías y herramientas distintas según los usuarios y los usos de la comunicación moderna, así como una actualización permanente de los conocimientos.

1.2. Terminologías y nuevas tecnologías

De este modo, en principio parece necesario establecer el hecho de que, estando las necesidades en constante crecimiento, las respuestas solo podrán ser diversificadas y modelizadas de forma distinta según el ámbito, el uso y los usuarios. De ahora en adelante, es necesario analizar no solo el objeto o el ámbito en sí, sino el uso y los desarrollos ligados a las necesidades de los usuarios y a sus formas de comunicación antes de lanzarse a un proyecto terminológico. Actualmente, la investigación en este ámbito es cada vez más empírica y está cada vez más orientada a la innovación, aunque las teorías estructurales del ámbito constituyan los fundamentos metodológicos. La convergencia de la lingüística, de la inteligencia artificial (IA), de la ingeniería del conocimiento y, finalmente, del ámbito de la información, han permitido cuestionar de nuevo la manera en que la modelización del conocimiento estaba orientada hasta ahora a la terminología. En el plano de los diccionarios, el debate terminológico ha tratado durante mucho tiempo sobre la elección de los contenidos, es decir, sobre la naturaleza de las informaciones que tienen que figurar en un diccionario técnico, con una oposición latente entre datos lexico-semánticos y enciclopédicos (Mel'čuk 1988; McArthur 1986). Pero, con la urgencia de la informática y, sobre todo, del formato textual electrónico, este debate ha dado lugar a la cuestión de la estructuración de los datos terminográficos. Además, es interesante señalar, como indicación, que este acercamiento interdisciplinar ya lo anunciaron antaño los partidarios de la TGT:

Dado que los estudios sobre la inteligencia artificial y el desarrollo de sistemas expertos han llevado a tratar los sistemas de nociones, de combinación de nociones, de la representación conceptual de la realidad, etc., hay que esperar un refuerzo de las afinidades entre la teoría general de la terminología y la informática en un futuro próximo. (Felber 1987: 91, citado en Condamines 2003: 46)

Aun así, el desarrollo de nuevos soportes y aplicaciones de documentos, como los tesauros con indexación automática, las redes de términos y las construcciones de índices utilizados en motores de búsqueda, los índices hipertextuales, las bases de datos léxicos como Wordnet, o incluso las ontologías (Aussenac-Gilles 2004; Aussenac-Gilles et Condamines 2004), para los más modernos, han destacado las insuficiencias estructurales de las BDT clásicas y la necesidad de elaborar un nuevo modelo de datos terminológicos.

Una de las principales debilidades, denunciada por muchos lingüistas (Meyer et Skuce 1990; Otman 1996; Condamines 2003), es la incapacidad de las bases tradicionales para establecer y proporcionar una representación explícita de la estructura conceptual de ámbitos que deberían describir; una ausencia mucho más sorprendente, dado el lugar fundamental que ocupa el concepto en terminología (Lerat 1988: 12). Ciertamente, el análisis conceptual siempre ha sido una parte esencial del trabajo terminológico, puesto que permite aprehender y estructurar conocimientos difusos y fragmentados:

Knowledge does not come “off the shelf, prepackaged, ready for use” (Hayes-Roth 1987: 293). As already mentioned, it can be inconsistent and contradictory. It can be multidimensional, since experts’ understanding of a conceptual system can depend on their point of view. It may be hard to “capture”, since it is constantly changing, and since emergent knowledge can be incomplete and unclear. (Meyer, Skuce, *et al.* 1992: 957)

Entender y hacer entender los conceptos especializados implica aprehender las interrelaciones entre estos últimos para orientar correctamente la búsqueda de documentos ante los expertos, comunicarse eficazmente con ellos, ser capaz de identificar los fenómenos de sinonimia, elaborar las definiciones, establecer equivalentes, gestionar la neología, revisar o incluso actualizar las fichas terminológicas. Ahora bien, la estructura de las bases de datos tradicionales está desprovista de sistemas de representación relacional de los conceptos. Efectivamente, la información conceptual solo está disponible de manera implícita, en forma de definiciones, contextos o incluso etiquetas, es decir, en un lenguaje natural y, pues, inexplorable de forma automática. Es más, la mayoría de los datos aportados son de orden lingüístico, restringiendo así sus usuarios potenciales a una única categoría de usuarios, es decir, los traductores (Meyer, Skuce, *et al.* 1992: 956).

Asimismo, las definiciones, las relaciones conceptuales, las ramas del conocimiento y el conjunto de informaciones lingüísticas todavía están asociadas a los problemas o a las especificidades interculturales. Sea cual sea la forma del objeto de investigación, sea cual sea el ámbito, los conceptos y los términos asociados (simples o en cadenas semánticas) dependen de los universos de pensamiento y de creencia (Diki-Kidiri 2002). Es esencial integrar en las nuevas bases de conocimientos multilingües especializados estos universos y su explicación, así como la puesta en perspectiva. No obstante, al contrario de lo que se podría pensar, un diccionario clásico, electrónico o una base de datos, por muy elaborados que estén, no permiten detectar esta dimensión intercultural, al igual que la base IATE:

Se trata, evidentemente, de una iniciativa terminológica indispensable y perfectamente abordable, pero que, sin embargo, encuentra sus limitaciones en el contenido, la naturaleza y la estructura de la base propuesta. Efectivamente, IATE es una base de datos terminológica clásica: se caracteriza por un número de campos terminológicos extremadamente limitados: un ámbito, una definición, un equivalente único y, a veces, un contexto, cuando está disponible. Está totalmente desprovista de datos de carácter conceptual e intercultural, que son, como ya vimos, indispensables para detectar las sutilezas de la lengua y de la terminología jurídica. (Peraldi 2011: 35)

Estos diccionarios ponen de manifiesto, en el mejor de los casos, algunas similitudes o connotaciones culturales e interculturales, uniendo los equivalentes de un mismo concepto.

2. Enfoques metodológicos

2.1. *Un enfoque textual*

La definición de los contenidos terminológicos y de su estructuración también obliga a preguntarse sobre el marco teórico subyacente a toda metodología, por muy empírica que sea. Hoy en día se sabe que el enfoque totalmente conceptual de la TGT no ha resistido a las nuevas prácticas terminográficas, relacionadas sobre todo a la aparición de la lingüística de corpus, basada en una observación de los hechos lingüísticos, ni tampoco a las nuevas corrientes ideológicas, que han invertido en el campo de la investigación de la terminología. La socioterminología, la terminología cognitiva y sobre todo la terminología textual, han demostrado que el enfoque estructural de la Escuela de Viena era muy restrictivo y estaba orientado a los aspectos formales de la lengua para poder reflejar la especificidad de los términos (Cabré 1998), rehabilitando en la misma ocasión el análisis discursivo, la fraseología o incluso un análisis lexico-sintáctico de los términos, y traducéndose, de hecho, en un acercamiento indiscutible entre terminología y lingüística. Parece que, hoy en día, el debate terminológico se haya desplazado hacia la cuestión del “todo textual” o del “todo ontológico”. La convergencia de la lingüística y de la inteligencia artificial ha permitido no solo volver a cuestionar la modelización de las bases de datos en beneficio de lo que llamamos bases de conocimientos terminológicos (BCT), sino que también ha permitido fijar la importancia del enfoque textual en la terminología. Efectivamente, en lugar de ir los “objetos hacia su nominación” (Aussenac-Gilles et Condamines 2007: 4), este nuevo procedimiento parte de discursos reales hacia los recursos terminológicos u ontológicos creados, en vistas de un mejor uso de estos últimos y de un acceso incrementado y automático a las informaciones que recelan (He añadido un punto para que la frase no sea tan larga y se entienda mejor). Además, este está justificado por la masa de información que hay que tratar y describir, tal y como se dijo anteriormente:

Desde hace unos quince años, los textos se utilizan como vectores de conocimientos para construir terminologías u ontologías. El uso de textos se ha sustituido por la interrogación de los expertos, lo cual ha permitido llevar a cabo los métodos de extracción automática de conocimientos. El tema de la construcción de recursos terminológicos, apoyado por una demanda societal muy marcada de la gestión de los documentos, se ha desarrollado con fuerza. (Condamines et Jacques 2006: 185)

Por lo tanto, este encaprichamiento conceptual dentro de la representación de los conocimientos no es del gusto de todos. Efectivamente, según Roche (2007: 162), la elaboración de una terminología y, concretamente, una red conceptual a partir de un corpus, es decir, un conjunto de textos parcial e incompleto es la principal debilidad de todo procedimiento protextual, puesto que dicha elaboración hace de la ontología una entidad/recurso que difícilmente puede compartirse o reproducirse. De acuerdo con el

autor, los términos descritos en el corpus no reflejan conceptos, sino únicamente usos lingüísticos propios de ciertas comunidades discursivas. En la línea de Rastier (2004), el lingüista estima que es imposible proyectar una estructura conceptual en una estructura lexical. En otras palabras, el léxico no puede traducir una representación científica del mundo en ningún caso:

Nunca se insistirá lo suficiente en el hecho de que no se debe confundir la conceptualización de un ámbito con los discursos a los que este puede dar lugar. Los conocimientos científicos son necesarios para la comprensión de textos especializados, por lo tanto, no se pueden extraer: “Ya que nunca se ve a nadie volverse médico por el simple hecho de estudiar recopilaciones de recetas (Aristote, *Ethique a Nicomaque*, X, 10, 1181b). (Roche 2008: 55)

En otras palabras, la comprensión de los discursos científicos requiere conocimientos extralingüísticos que no figuran en los textos (metáforas, figuras retóricas, etc.) que resultan problemáticos cuando se trata de extraer las informaciones y conceptualizarlas, puesto que suponen que el autor y el lector compartan una forma común de conceptualizar y comprender el mundo. De este modo, se impone la necesidad de definir una estructura de nociones única para las distintas comunidades de práctica que compartan la misma realidad (una ontoterminología); en otras palabras, una conceptualización en un lenguaje formal, que emana directamente de los expertos y que permite la creación de una ontología más universal y que se puede compartir, al no ser dependiente de las manifestaciones lexicales de una comunidad discursiva. En realidad, Roche preconiza aquí una rehabilitación completa de la noción de concepto y, sobre todo, la vuelta a un sistema de representación de los conocimientos tal y como Wüster y sus adeptos lo consideraron.

Los partidarios del enfoque textual, al igual que Aussenac-Gilles y Condamines (2009), admiten igualmente la inestabilidad latente de los discursos y de la parte implícita, y, en consecuencia, de la interpretación que engendra la estructuración de una terminología elaborada a partir de datos textuales:

Efectivamente, los discursos no son estables, no se pueden definir ni controlar como los objetos referenciales, y trabajar a partir de textos implica enfrentarse a la variación y a la necesidad de interpretar: “En lugar de partir de una ontología prefijada, cuyo texto no sería más que una manifestación todavía parcial e imperfecta [la concepción retórico/hermenéutica], busca hacer emerger correlativamente las regularidades y las singularidades, y hacerles corresponder fondos y formas semánticas por construcción interpretativa”. (Aussenac-Gilles et Condamines 2009: 118, citant Rastier 2001: 90)

Nosotros tampoco pretendemos que este enfoque ontotextual sea el único. Pero la puesta en marcha de métodos de extracción automática, que está asociada a la potencia de la herramienta informática, justifica plena y acertadamente su recurso. En efecto, el uso de textos como vectores de conocimiento y fuente de representación conceptual favorece ampliamente una explotación rápida y eficaz de los datos conceptuales y lingüísticos que el texto contiene, respondiendo de este modo a las crecientes exigencias de las empresas, anteriormente mencionadas. Por otro lado, a pesar de la variación y las aproximaciones relacionadas con el corpus, el texto sigue

siendo el lugar privilegiado de expresión de las especialidades de un ámbito específico, sobre todo a través de los términos, pero también a través de su entorno inmediato. En otras palabras, la fraseología, de la que es posible deducir toda articulación del pensamiento propio de una comunidad discursiva específica, teniendo especialmente en cuenta los elementos extralingüísticos, como el género textual.

Defendiendo la necesidad de un distanciamiento de los textos y los elementos lexicales que sirven para elaborar cualquier estructura conceptual, el recurso a una exploración textual equipada (métodos ascendentes y descendentes) parece ser el enfoque metodológico más adecuado y más proactivo, puesto que solo el análisis contextual de los textos especializados conduce a informaciones abundantes y múltiples de orden lingüístico y semántico.

2.2. Un enfoque pluridisciplinar y colaborativo

Para que el acceso del conjunto de estas informaciones sea fácil y ergonómico para los usuarios, es esencial, además, pasar por la tecnología y por un sistema de gestión del conocimiento nuevo. En efecto, la profusión de conocimiento que podrá relacionarse con asociaciones, disociaciones, perfeccionamiento de las variantes y de las especificidades, por zona geográfica, ámbito especializado, género, etc., corre el riesgo de ser inutilizable y, de este modo, no se utilizará. Esta es la razón por la que nuestros investigadores tratan de trabajar en paralelo y en colaboración con los centros de investigación de los sistemas de información sobre las mejores herramientas que permitan un uso eficaz de los datos especializados y del conjunto de vínculos establecidos entre ellos a todos los niveles, y esto en función de las profesiones que utilizarán estos datos.

Se trata de crear herramientas al servicio de los usuarios y de sus especificidades, y de apoyar la creación de estas herramientas en las experiencias basadas en las muestras de los usuarios y de las auditorías relacionados con sus necesidades. También empleamos el término *terminologías* porque cada proyecto tiene su especificidad: herramientas al servicio de los traductores en el marco de las memorias de traducción o de las herramientas fraseológicas; bases de datos que utiliza la industria para la redacción técnica en el marco de las herramientas específicas desarrolladas por las empresas, uso de cadenas semánticas (terminológicas y fraseológicas) al servicio de los desarrollos de la web: referenciación, cadenas de conocimiento, gestión de los datos de Web 2.0 y otros desarrollos de los ámbitos especializados, bases de conocimientos para las ciencias, el derecho, la traducción y la interpretación, etc. Es indispensable realizar estudios sobre las necesidades, hacer un cuaderno preciso de los cargos y cuestionar la puesta en marcha del conocimiento terminológico de las herramientas para satisfacer dichas necesidades. De este modo, las terminologías no se pueden separar de las tecnologías asociadas, ya se trate del recurso a los programas específicos, del desarrollo de la gestión de los datos en la web o de aplicaciones de la telefonía móvil, etc.

La búsqueda sobre las terminologías tal y como se practica en CRATIL se basa en esta concepción colaborativa y plural. El estado del arte, las modelizaciones, la transferencia de las innovaciones, las asociaciones de investigación están al servicio de esta nueva dimensión de la terminología. Así, debido a la diversificación de las actividades y de las relaciones ineludibles hoy en día entre término, sentido, universo de conocimiento y universo de pensamiento, las terminologías forman parte, no obstante, de uno de los ejes de investigación de la traductología. Constituyen una rama totalmente independiente, pero también es un ámbito especializado de la traductología, del mismo modo que las matemáticas forman parte de la ingeniería. Los proyectos de investigación en esta nueva perspectiva son sistemáticamente pluridisciplinarios, y asocian las competencias de los investigadores de CRATIL a las competencias desarrolladas en los centros socios de investigación: concretamente dos de los ámbitos especializados que estudiamos (derecho, química, nanotecnología, etc.) y los centros de investigación en sistemas de información, y esto para producir las herramientas operacionales cuyo valor añadido se basa en una asociación de contenidos (orientados a los usuarios) y de contenidos (también orientados a los usuarios)

2.3. Ejemplificación

Los proyectos de investigación surgidos de estas asociaciones tienen actualmente tres años y ofrecen desarrollos innovadores. Efectivamente, las terminologías asociadas a las nuevas tecnologías son la innovación de la ingeniería del mañana al servicio de la gestión multilingüe e intercultural del conocimiento.

En la línea de las críticas emitidas contra las bases de los datos clásicos, nuestra elección se ha basado en la implementación de bases de conocimiento terminológico. A modo de recordatorio, las bases de conocimiento, tal y como se perciben en la IA, tienen el objetivo de modelizar y almacenar de forma informática un conjunto de conocimientos, ideas, conceptos o datos, para permitir su consulta/uso. Sirven para reunir de forma centralizada la experiencia de un ámbito generalmente formalizado de forma declarativa a través de reglas, hechos o representaciones, lo cual supone un evidente primer punto de contacto con la terminología. Según Condamines (2003: 50), las BCT tienen cinco elementos específicos característicos, y constituyen, a nuestro juicio, los mismos marcadores de evolución de las bases de datos clásicas: el enfoque textual, la creación de redes de términos, la distinción término/concepto, la noción de uso mencionada anteriormente y, finalmente, el carácter formalizador de las bases de conocimiento.

En efecto, la riqueza y la diversidad de las relaciones conceptuales (es decir, más allá del clásico vínculo “es una especie de”) que figuran en una base, representan los criterios de modernidad en cuanto a la modelización del conocimiento. La distinción término/concepto permite, no solo la conexión de los niveles léxico y conceptual en la BCT, resolviendo la cuestión de los contenidos terminológicos, sino que también permite gestionar los fenómenos de polisemia, sinonimia y homonimia hasta ahora

ignorados en el tratamiento terminológico de los ámbitos especializados. En cuanto a la noción de uso, permite al usuario situarse en el centro del proceso de elaboración de la herramienta, obligando a sus creadores a cuestionar la metodología de enfoque de la aplicación creada y los usos potenciales. Finalmente, la obligación de formalizar las bases de conocimiento obliga a descontextualizar la información lingüística, permitiendo sobre todo liberarse de la dimensión introspectiva tan característica de las bases de datos clásicas, a menudo elaboradas mediante la interrogación y la validación de un único término y un mismo panel de expertos.

Concretamente, la metodología de investigación aplicada a la elaboración de las bases de conocimiento multilingües combina tres destrezas. En primer lugar, tiene, como fuente de contenidos y de validación de los datos, la investigación en traductología y su rama terminológica, que está orientada al uso de datos múltiples, formatos múltiples y multilingües, y a las conexiones semánticas, culturales, ergonómicas, etc. en el plano metodológico, los análisis lingüísticos que llevan a la constitución de estas terminologías están sistemáticamente fundados en una exploración que cuenta con un corpus, implicando sobre todo el uso de marcas lingüísticas (Pearson 1998 ; Candel 2000 ; L'Homme 2004), una descomposición semántica comparativa de los enunciados definitorios (Thoiron, Arnaud, *et al.* 1996 ; Temmerman 2000) cuando nos enfrentamos a fenómenos de indeterminación terminológica, de multidimensionalidad o de variación, así como un análisis lexico-semántico y paradigmático de los términos (L'Homme 2000a, 2000b) para identificar las relaciones nocionales que están en el origen de la red conceptual que hay que construir. Los árboles conceptuales permiten representar y organizar de manera gráfica el universo de un concepto (Wright 1997) para dar una imagen más “expresiva” para la mente cuando el lenguaje escrito y oral llega a sus límites descriptivos, pero también destaca las incoherencias o las dificultades nocionales propias de cada ámbito especializado.

Desde un punto de vista técnico, los trabajos se llevan a cabo en cooperación directa con la investigación en arquitecturas informáticas y, en particular, el SOA: *Arquitectura orientada al servicio*. Una arquitectura orientada a los servicios (SOA en inglés es *Services Oriented Architecture*) es una arquitectura de programas informáticos que se basa en un conjunto de servicios simples. El objetivo de una arquitectura orientada a los servicios es descomponer la funcionalidad de un conjunto de funciones básicas denominadas “servicios”, aportados por componentes, y describir con precisión el esquema de interacción entre estos servicios. Los trabajos de investigación del CRATIL aspiran a crear bases de conocimiento al servicio de las profesiones cuyas especificidades se integrarán durante la construcción de la base. Esto equivale, en cierto modo, a dibujar, como arquitecto, “una casa” (o “un edificio”) lo más ergonómica posible, en la cual el acceso a los datos (los que sean) se efectuará de la forma más operacional para los usuarios de las profesiones. Para formalizar estos trabajos en un objeto real y explotable, el centro de la investigación se asocia con centros de investigación de sistemas de información, que trabajan simultáneamente en la realización técnica del producto acabado (por así decir, la “construcción” de la casa). El

éxito de esta metodología pluridisciplinar radica en que es colaborativa y asociativa, los avances de unos y de otros se enriquecen con los aportes de los unos y los otros.

Actualmente, de entre el conjunto de proyectos de investigación realizados de estos últimos años, hay tres bases de conocimiento específicas en proceso de elaboración: una trata sobre la nanotecnología y las nanociencias en colaboración con el CNRS y el centro de investigación de ISEP (Instituto de electrónica de París) (Peraldi 2010⁸); otra se centra en el ámbito de las energías renovables, en colaboración con uno de los centros de investigación del INSA de Ruán, el LITIS (Laboratorio de Informática, de Tratamiento de la Información y de los Sistemas), la unidad de investigación en el ámbito de las ciencias y las tecnologías de la información de Alta Normandía.

Finalmente, el último proyecto (Peraldi 2008⁹) se estableció por la iniciativa de **Juriconnexion** (*Al ser un nombre propio extranjero, lo he escrito en cursiva*), una asociación abierta a todas las personas (juristas, documentalistas, abogados, notarios, administraciones, bancos, grandes empresas, entidades territoriales) que utilicen diferentes productos electrónicos de información jurídica en su práctica profesional diaria. Desde 1988, *Juriconnexion* mantiene un diálogo constructivo con los productores, servidores y distribuidores. Expresa el punto de vista de los usuarios ante los poderes públicos y juega un papel activo en la construcción de bases de datos jurídicos oficiales. Trabaja junto con otras asociaciones u organismos que tienen preocupaciones similares. Se ha elaborado la metodología de investigación, se ha construido la primera red semántica bilingüe en el subsector del derecho contractual electrónico, se ha iniciado una reflexión sobre los usuarios. Actualmente, el proyecto está a la espera de financiamiento para un proyecto europeo colaborativo.

Los contenidos jurídicos accesibles son muchos: referencias a las distintas leyes, reglamentaciones y jurisprudencias para un mismo referente jurídico en distintas culturas y comentarios interculturales que pueden permitir una mejor comprensión interna de los datos y favorecer su explotación.

El punto de partida del conjunto de estos trabajos es el análisis de las necesidades en cuanto a la gestión del conocimiento y, particularmente, los conocimientos multilingües de un ámbito especializado. Los métodos de esta investigación empírica permiten, sobre el terreno, efectuar auditorías en torno a las profesiones implicadas, y luego analizar las necesidades por actividades y subsectores. Se trata de describir las prácticas y las necesidades a partir de unas muestras de los usuarios de distintos servicios en una misma profesión. La investigación aplicada entra entonces en juego con la construcción de árboles bilingües o multilingües, que permitirán la elaboración de los contenidos, de acuerdo con el análisis de las necesidades. Esta metodología, que surge de la confluencia de los trabajos de terminología, de semántica y de lingüística, utiliza desde hace poco los aportes de la traductología para interrelacionar las redes conceptuales interculturales. Esta

representación facilita el aprendizaje y la adquisición de conceptos fluctuantes, estructurando y uniendo un gran número de informaciones multilingües. Insistimos en el hecho de que la dimensión intercultural que se ha conferido a nuestros recursos se basa en la destreza específica de los traductores/terminólogos investigadores. Además, la constitución de estos recursos ontológicos se basa también en la validación de los investigadores en ingeniería. En efecto, aunque la colaboración con estos últimos pueda parecer inoportuna, este trabajo colaborativo entre especialistas en estructuración de las herramientas y los especialistas en estructuración de contenidos permite precisamente la optimización de la organización de los saberes en vistas de un uso que también se optimizará. Hoy en día se ha puesto de moda hablar de pluridisciplinariedad: efectivamente, la innovación se halla en esta acción de intercambio de destrezas a lo largo de la investigación. En otras palabras, todo análisis lingüístico, y más cuando se trata de discursos especializados, debe pensarse sistemáticamente como una co-construcción interpretativa que tiene lugar entre el terminólogo y el experto (Condamines 2003). El lingüista utiliza los índices lingüísticos que están a su disposición para construir y proponer una teoría alrededor de los fenómenos lingüísticos detectados, mientras que el experto juega un papel de socio (Picton 2009), validando y, eventualmente, completando las estructuras preestablecidas.

Una vez que las tarjetas conceptuales se han elaborado, que las arquitecturas de las profesiones se han dibujado y que la modelización informática se ha desarrollado, la base puede ver la luz. Son muchas las tecnologías utilizadas para realizarlo, pero también es posible trabajar la creación de forma adaptada, no solo en función de los usuarios pertenecientes a distintas profesiones (científicos, investigadores, juristas, traductores), sino también en función de los usos geográficos y regionales (diferentes ergonomías según el lugar en el que se use).

3. Conclusión: posibles desarrollos

El conjunto de los recursos que se han presentado es multilingüe y puede dar lugar a múltiples desarrollos. Efectivamente, el futuro de estas bases de conocimiento se basa en su uso y su mantenimiento, que lleva a actualizar de forma regular los datos y los sistemas. Una de las dificultades de nuestra sociedad del conocimiento es, como ya dijimos, la rapidez de la evolución de los datos y de los conceptos, las innovaciones permanentes y los movimientos de las terminologías y de las acepciones. Ante tal movimiento, las bases de conocimiento multilingües y multimedia que se elaboran tendrán que ser evolutivas, y no estáticas. Para ello, se están estudiando los desarrollos al nivel del uso de wikis y de Web 2.0. Además, estas bases de conocimiento podrán llevar integradas distintas herramientas: espacios multimedia para la visualización de tarjetas semánticas, de imágenes o de documentos audiovisuales; espacios para las herramientas específicas: programa de redacción técnica, de localización, de TAO por ejemplo. Son muchos los caminos hacia el desarrollo. Parece que la necesidad es real, los medios existen y, lo que es más, distintos universos profesionales requieren herramientas eficaces para gestionar el conocimiento multilingüe. Estas herramientas

favorecen la organización del conocimiento y la explotación de la destreza en los ámbitos específicos que están repartidos en distintas zonas culturales. También serán de gran ayuda para los traductores e intérpretes y para las profesiones que estarán implicadas en ello.

La traductología y su rama “terminologías” está desde siempre al servicio del desarrollo y de la innovación del conjunto de ámbitos que requieran una organización y una modelización del uso del sentido a través de las palabras, las frases, las ideas, los conceptos, las formas de concebir y describir el mundo. El mundo ha cambiado, las profesiones de la traducción también, pero están más que nunca en el corazón del desarrollo de la sociedad del conocimiento. Es por ello que la investigación dentro de CRATIL tiene como estrategia la innovación y propone una interdisciplinariedad científica tanto a nivel del saber y la destreza como a nivel metodológico, poniendo en común las técnicas de la investigación empírica, de la investigación aplicada y de la investigación fundamental.

NOTAS

¹ Die terminologische Gemeinschaftsarbeit darf sich nicht darauf beschränken, festzustellen, was ist. Sie muss danach trachten, den so widerspruchsvollen Sprachgebrauch zu vereinheitlichen und zu verbessern. (Wüster 1979/1985: 89)

² IATE (Interactive Terminology for Europe). ¿Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://iate.europa.eu/iatediff/switchLang.do?success=mainPage&lang=fr>>.

³ EuroVoc (Tesauro multilingüe de la Unión Europea). ¿Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://eurovoc.europa.eu/drupal/?q=fr/node>>.

⁴ UNTERM (United Nations Multilingual Terminology Database). Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://unterm.un.org/>>.

⁵ La planificación lingüística puede definirse como una intervención humana voluntaria en la lengua, destinada a cambiar su uso con fines de política lingüística y, especialmente, de protección de la lengua nacional (Auger 1984; Depecker 1996).

⁶ La normalización lingüística se percibe a menudo como un proceso extremadamente pesado y se compara con el dirigismo lingüístico (Rondeau 1984: 115; Depecker 1996); mientras que a la terminología (al menos tal y como se percibe hoy en día) se le califica de descriptiva, lo que significa que el terminólogo observa y analiza la emergencia de los términos, la normalización es prescriptiva y reflexiva.

⁷ UNESCO (2005): Principios conductores sobre las políticas sobre terminología. Elaboración y puesta en marcha de las políticas sobre terminología en las comunidades lingüísticas. París: Organización de las Naciones Unidas para la educación, la ciencia y la cultura. Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001407/140765f.pdf>>.

⁸ PERALDI, Sandrine (2010): Traducción de las nanociencias. (Jornadas de estudios *Traduire la diversité : domaines littéraire, juridique et des sciences de la vie [Traducir la diversidad : ámbitos literario, jurídico y ciencias biológicas]*, Universidad de Lieja, 6-8 de mayo del 2010. Comunicación no publicada.

⁹ PERALDI, Sandrine (2008): Ontología jurídica multilingüe. (Mesa redonda en las Jornadas Europeas de Informática Jurídica *Mieux légiférer et mieux accéder au droit dans l'espace juridique européen grâce aux évolutions technologiques [Legislar y acceder mejor al derecho en el espacio jurídico europeo gracias a las evoluciones tecnológicas]* París, 10-12 de diciembre del 2008). Comunicación no publicada.

9. Versión final de la traducción

A continuación, se mostrarán las traducciones realizadas de los tres textos en su versión final. Las notas a pie de página son comentarios del traductor que se han añadido para aclarar algún que otro término. Las notas pertenecientes al texto aparecerán siempre al final de este y siguen una numeración independiente a la del presente trabajo.

9.1. Texto 1: *Langue du droit, multiplicité des approches, multiplicité des disciplines*

La lengua jurídica, distintas perspectivas, distintas disciplinas

Thomas Lebarbé

En el presente número 38 de la revista *Lidil*, cuyo título es “La lengua jurídica, distintas perspectivas, distintas disciplinas”, se expone un panorama general no exhaustivo de los enfoques lingüísticos de la lengua jurídica.

Conviene señalar que los términos de este ámbito particular tienen distintos grados de uso muy variados: “lengua jurídica” (1.100 documentos), “lenguas jurídicas” (63.000 documentos), “lenguaje jurídico” (10.700 documentos) y “lenguajes jurídicos” (614 documentos)¹. Además del término plural “lenguas”, que hace referencia principalmente a las investigaciones sobre el multilingüismo – siendo el embrollo lingüístico-jurídico europeo el origen de numerosos estudios –, se destaca también el predominio del concepto de “lenguaje” jurídico que parece característico de la mentalidad de la comunidad jurídica en relación al tipo de lengua utilizada: a menudo se percibe o se quiere percibir como un lenguaje, es decir, como un tipo de comunicación que, en teoría, no es ambigua, ni sintáctica ni semánticamente, similar al lenguaje formal, al lenguaje de programación. No obstante, optaremos por el término “lengua” puesto que la comunicación jurídica, ya sea escrita u oral, no se basa en un lenguaje controlado como el que se desarrolla en la industria técnica, cuya finalidad es la traducción y la indexación documental.

Asimismo, optaremos por el singular (“lengua jurídica” en vez de “lenguas jurídicas”), ya que consideramos que abordamos un ámbito vasto, complejo y polimorfo: la lengua, y no un conjunto de lenguas que podría escindir según los individuos. Efectivamente, acotar el límite entre lengua general y lengua jurídica nos parece arriesgado; una tipología dentro de las lenguas jurídicas nos parece entonces utópica, puesto que debería combinar concretamente 1) la dicotomía oral/escrita², 2) las categorías de los documentos jurídicos³ y 3) las escalas geográficas y geopolíticas del Derecho⁴.

Los enfoques lingüísticos de la lengua jurídica varían en función de distintas perspectivas:

- La dimensión temporal inherente a una larga historia del texto jurídico, ya sea en el marco de la conservación y del análisis crítico (como el proyecto *Monasterium* (Von Andreas, 2007)), o en marco donde se establecen los corpus diacrónicos (como el del código civil francés 1804-2004 o el de la Constitución de la 5ª República francesa 1958-2008);
- La dicotomía entre enfoque analítico – descripción de la lengua y de su uso – y enfoque prescriptivo – definición de las modalidades de redacción jurídica;
- La dimensión jerárquica de la jerarquía del texto jurídico, a la cuál le hemos dado importancia en los artículos de este número de revista: palabras, documentos, razonamientos.

La lengua jurídica es un “objeto complejo, sujeto a varias disciplinas y que no puede fragmentarse so pena de cambiar de definición” (Legay y Schmid, 2004). En consecuencia, todos estos planteamientos se posicionan en una continuidad interdisciplinar entre tres áreas científicas: lingüística, jurídica e informática, ya sea como herramienta de validación de modelos teóricos o como herramienta de observación de grupos de textos voluminosos.

Los primeros dos artículos de esta recopilación, por un lado, el de Elisabeth Lavault y Francis Grossmann, y por otro lado el de Céline Randier y Leonhard Voltmer, tratan sobre las palabras de la lengua jurídica. Se trata concretamente de dos puntos de vista contrastivos de dos equipos que son protagonistas de *LexAlp*⁴⁷, proyecto regional europeo de coordinación de la terminología jurídica multilingüe. La selección y definición de los términos jurídicos provoca el problema en sí de la noción de lengua jurídica, en la cual la terminología técnica cobra un sentido particular en manos de los juristas. La coordinación terminológica plantea, por su parte, la dificultad de regulación de los textos jurídicos transfronterizos. El propósito científico se basa no solo en cada punto de vista, sino también en la confrontación entre estos. Es decir, en cómo dos lingüistas por un lado y dos juristas por otro perciben el mismo objeto de estudio e interpretan los métodos de trabajo que han empleado de mutuo acuerdo, según sus ámbitos de especialidad.

⁴⁷ Plataforma terminológica de la convención alpina cuyo objetivo es describir y comparar la terminología jurídica utilizada en los Alpes

Los tres artículos siguientes tratan sobre el documento jurídico: Stéphane Cottin expone las consecuencias de la exorbitante inflación documental en el ámbito jurídico y propone un plan de acción para mejorar las herramientas del jurista, esenciales para toda elaboración y/o razonamiento jurídico. Posteriormente, Thomas Lebarbé explica detalladamente una plataforma de ayuda para la redacción de contratos, fundada en el estudio de un corpus y construida en colaboración con y para un gabinete jurídico especialista en la gestión del derecho de la propiedad intelectual. En cuanto a François Rousselot, Fady Farah y Amalia Todirascu, presentan una herramienta documental genérica aplicada a la gestión de textos legislativos consolidados. Los tres abordan desde perspectivas distintas la complejidad del documento y de los grupos documentales jurídicos. Si el primer punto de vista muestra la necesidad crucial de reflexionar sobre la redacción del texto jurídico, fuente de este vasto grupo documental, el segundo punto de vista muestra la factibilidad de las herramientas de ayuda a la redacción⁵ basadas en la comprensión del documento, mientras que el tercer punto de vista muestra una herramienta documental que participa en la manipulación y gestión del texto jurídico en su evolución diacrónica.

Los dos últimos artículos tratan sobre los razonamientos inherentes a los documentos jurídicos: Ross Charnok presenta un estudio sobre la interpretación jurídica y semántica de los nombres propios y las descripciones definidas en los testamentos (británicos en este caso). Fabrice Silpa propone una herramienta original de detección de ontologías a partir de un corpus jurídico. Una vez más, hemos querido darle preferencia y contrastar dos enfoques totalmente distintos del razonamiento en la lengua jurídica: por un lado, el análisis del discurso del “jurilingüista”, por otro lado, la extracción automática del conocimiento del mundo jurídico, de una ontología, con la ayuda de un razonamiento lógico en cuanto a los enunciados jurídicos. Estos últimos dos artículos coinciden, en cierto modo, con los dos primeros, ya que establecen el vínculo entre los términos y los razonamientos que se les aplican: el análisis semántico y pragmático de estos términos o la construcción de su estructura jerárquica.

Esta recopilación de artículos se enmarca en el proceso en expansión de investigaciones interdisciplinarias en torno al Derecho, iniciado por las obras de Danielle Bourcier (1995) y Pierre Catala (1998), y continuado por la escuela de verano del centro nacional francés de investigación científica (*Centre National de la Recherche Scientifique*) con “Teorías del Derecho y de los sistemas jurídicos como sistemas evolutivos complejos”⁶, que se publicó en septiembre del 2005. El objeto de estudio de la *lengua jurídica* es infinito y la repetición de conferencias como las del ICAIL⁷ muestra la intensidad de los trabajos actuales y la necesidad de los que aún quedan por hacer en este ámbito.

La lengua jurídica es por naturaleza un ámbito pluridisciplinar de la lingüística aplicada donde se unen juristas, lingüistas, informáticos, lógicos, etc. Esta voluntad de reunir culturas científicas tan variadas con el fin de añadirle una plusvalía intelectual a cada una se basa en la cohesión de las disciplinas y en un diálogo permanente entre

especialistas. La estilística del texto científico en la lengua jurídica tiene marcas de dicha cohesión: cada artículo lleva la marca de los términos, fraseados, métodos argumentativos, etc., heredados de otros ámbitos de competencia. La lectura de estos artículos requiere, pues, la misma curiosidad, la misma humildad y la misma mentalidad abierta que demuestran los investigadores de la lengua jurídica que han contribuido en este número.

NOTAS

¹ Hay que señalar que las publicaciones sobre este tema son relativamente raras y tratan principalmente sobre la tradición jurídica oral (Dupré, 1992)

² Los distintos tipos de materiales escritos son sobre todo textos fundadores (códigos, leyes, etc.), textos interpretativos (jurisprudencias), textos contractuales, textos de compromiso (testamentos).

³ N. Belaidi (2004) muestra las distintas interpretaciones de los términos jurídicos de acuerdo con una jerarquía compleja de escalas sociales, geográficas y políticas.

⁴ Aquí se trata de una herramienta de ayuda a la redacción de contratos. Los artículos de Stéphane Cottin y François Rousselot (*et al.*) hacen referencia a los textos legislativos de otro orden. Estos dos tipos de documentos no tienen las mismas normas de redacción ni la misma evolución. Sin embargo, presentan similitudes estructurales y constituyen ambos la mayoría de textos jurídicos.

⁵ http://www.cersa.cnrs.fr/IMG/pdf/Compte_rendu_Ecole_d_ete.pdf

⁶ International Conference on Artificial Intelligence and Law

9.2. Texto 2: *Langue du droit et harmonisation terminologique multilingüe: l'exemple de LexALP*

Lenguaje jurídico y coordinación terminológica multilingüe: el ejemplo de LexALP

Elisabeth Lavault-Olléon y Francis Grossmann

Resumen

El tema de la selección de términos y el de la coordinación son unos de los problemas clásicos de la terminología. El marco multilingüe del proyecto LexALP, basado en la Convención Alpina, conduce a volver a plantearse estas preguntas a partir de los problemas que se plantean por la constitución de una base de datos terminológica que integra cuatro idiomas (francés, alemán, italiano y esloveno) y tiene como objetivo coordinar la terminología jurídica útil para el desarrollo y protección del Arco Alpino. El artículo muestra que la noción de terminología jurídica debe considerarse desde varios planos: el de los conceptos propiamente jurídicos, el de los términos provenientes de vocabularios técnicos científicos, pero con implicaciones jurídicas, y finalmente el de los términos extraídos de un léxico común, pero que deben especificarse legalmente. El proceso de coordinación, descrito en la segunda parte del artículo, se presenta como una

influencia directa en el tratamiento terminológico: la coordinación hace que sea necesario especificar los conceptos y, a veces, también conlleva compromisos, según las cuestiones institucionales y políticas. Por lo tanto, el establecimiento de la terminología jurídica necesaria en el proyecto incorpora necesariamente una dimensión pragmática e institucional.

Índice

1. El vocabulario jurídico en LexALP
 - 1.1. LexALP y la Convención Alpina
 - 1.2. La noción de lenguaje jurídico
 - 1.3. Tipología de las unidades terminológicas utilizadas
 - 1.3.1. Tipología según el criterio de especialidad
 - Términos jurídicos *stricto sensu*
 - Términos surgidos de otros ámbitos de especialidad, pero con implicaciones jurídicas
 - Términos administrativos con implicaciones jurídicas
 - Términos del léxico común pero que precisan una definición precisa a causa de sus posibles connotaciones jurídicas
 - 1.3.2. Términos y fraseologismos
 - Los términos
 - Los “fraseologismos”
2. Un ejemplo de coordinación multilingüe en el ámbito jurídico
 - 2.1. La necesidad de coordinación
 - 2.2. Coordinar conceptos y términos
 - 2.3. Dificultades de coordinación
 - 2.3.1. Vacíos jurídicos
 - 2.3.2. Desdoble jurídico diferente según las legislaciones
 - 2.4. Desdoble conceptual distinto según los idiomas
 - 2.5. Diferentes políticas lingüísticas

Nuestra reflexión se basa en el proyecto LexALP, un proyecto europeo de terminología jurídica cuyas particularidades son tratar un territorio delimitado, los Alpes, y reagrupar ocho estados y cuatro idiomas (alemán, francés, italiano y esloveno). El proyecto forma parte de un marco jurídico específico, la Convención Alpina, que es un acuerdo de derecho internacional destinado a salvaguardar el ecosistema natural y promover el desarrollo sostenible de los Alpes. Además del desarrollo de un gran conjunto de recursos lingüísticos en internet, el objetivo final de este proyecto es la coordinación cuatrilingüe de la terminología jurídica utilizada en la Convención alpina y sus protocolos, o la terminología susceptible de integrarse en ella. En este proyecto se han tratado casi mil conceptos, cuyo objetivo es definirlos de manera integral para todos los sistemas legales aplicables al arco alpino. Por lo tanto, cada término ha dado lugar a cuatro niveles de tratamiento: el nivel de la Convención Alpina, el punto de partida del proyecto, el nivel internacional (que tiene en cuenta otros textos internacionales), el nivel europeo y los diferentes niveles nacionales (Italia, Francia, Alemania, Eslovenia).

Aunque no fue posible- ni necesariamente útil- tratar cada uno de los términos en todos los niveles, este trabajo se realizó para la mayoría de los términos que figuran en el banco terminológico. Por lo tanto, los participantes tuvieron una base extremadamente rica para el debate sobre la coordinación.

En este artículo, queremos analizar, a partir de las dificultades encontradas, dos aspectos diferentes del tratamiento terminológico del lenguaje jurídico. Regresaremos en primer lugar a las unidades terminológicas extraídas tratando de especificar su estatus lingüístico y su estatus jurídico. Luego mostraremos el interés del tratamiento multilingüe y el procedimiento de coordinación para resolver algunas de las dificultades mencionadas en la primera parte.

2. El vocabulario jurídico en LexALP

2.6. LexALP y la Convención Alpina

La Convención Alpina, con su estatus internacional, tiene como objetivo garantizar una política integral de cooperación transfronteriza para la protección de los Alpes. El procedimiento de firma se abrió el 7 de noviembre de 1991 en Salzburgo (Austria); desde entonces, todos los países del espacio alpino han firmado y ratificado el Convenio, y la Unión Europea también está asociada a él. Además de la Convención Marco, se han adoptado nueve protocolos, cada uno sobre un aspecto específico: la planificación espacial y el desarrollo sostenible, la agricultura de montaña, la protección de la naturaleza y conservación del paisaje, los bosques, el turismo, la protección del suelo, la energía, el transporte, la solución de controversias. El texto de la Convención y los de los protocolos se han redactado en alemán, francés, italiano y esloveno. El proyecto LexALP¹ responde así a este desafío inicial del multilingüismo mediante la implementación de un procedimiento de coordinación riguroso e indispensable, ya que cada Estado debe incorporar en su propia legislación las decisiones tomadas a nivel de la Convención.

2.7. La noción de lenguaje jurídico

Georges Legault (1979: 19) ya señaló que el término "lenguaje jurídico" es engañoso porque enmascara tanto la diversidad de situaciones jurídicas (leyes, decretos, reglamentos, etc.) como la diversidad de géneros discursivos. En nuestro caso, los textos también tienen la particularidad de pertenecer al lenguaje técnico o científico, ya que los campos a los que pertenecen a campos de especialización como el medio ambiente, la ecología o la gestión del medio ambiente². Esta es una característica que se encuentra en muchas áreas del derecho internacional y del derecho europeo. Por lo tanto, como señala Pascale Berteloot (2008: 12), el derecho comunitario es "un derecho esencialmente técnico", que "efectivamente, incluye un cierto número de términos jurídicos bastante generales o adaptados de las leyes nacionales que han tenido una gran influencia en el derecho comunitario en sus inicios, especialmente el derecho francés ". Sin embargo, "estos términos jurídicos son pocos en relación con el vocabulario de los diversos campos técnicos que la Comunidad del Carbón y del Acero y la Comunidad

Económica han aplicado para regular con el fin de establecer el mercado único. Basta con pensar en los documentos a los que se hace referencia en la legislación sobre seguridad de los vehículos de motor o las especies hortícolas dirigidas por la organización común de mercado". Lo mismo pasa con la Convención Alpina. La conjunción de esta dimensión científica o técnica con la expresión jurídica plantea problemas específicos tanto para los editores como para los usuarios. La dificultad para el inexperto es que se enfrenta a un lenguaje de doble especialización, ya que agrega a la tecnicidad relativa del lenguaje jurídico las denominaciones y las aclaraciones que requiere el lenguaje científico del ámbito de referencia (sobre este tema, ver, por ejemplo, Delhoste, 2002). Sin duda, se puede agregar, con respecto a la Convención Alpina, una tercera "capa" terminológica: el lenguaje administrativo, que combina los lenguajes técnico y jurídico, pero también tiene sus propias características. Para el terminólogo, la dificultad radica aquí, en la selección de términos. Ante la necesidad de analizar la terminología jurídica en el corpus central (la Convención Alpina y sus protocolos), hemos planteado problemas que son claramente clásicos, pero a menudo difíciles de resolver por falta de criterios suficientemente explícitos.

2.8. Tipología de las unidades terminológicas utilizadas

Una tipología de las unidades terminológicas analizadas durante el proyecto hace posible retomar algunos de los problemas encontrados, relacionados con la naturaleza misma de las unidades terminológicas. Propondremos dos criterios: el primero relacionado con la especialidad y el segundo con el funcionamiento lingüístico.

2.8.1. Tipología según el criterio de especialidad

En el enfoque clásico, lógico y "wüsteriano" de la terminología, los términos encarnan las nociones a las que corresponden naturalmente; por lo tanto, solo es necesario encontrar - o definir - las nociones específicas del ámbito considerado para llegar a los términos. Sin embargo, hoy en día esta concepción se cuestiona a menudo, como señala Monique Slodzian (2000: 69), debido a los límites de la acción de normalización, la variabilidad terminológica encontrada en los términos o la complejidad de los ámbitos a los que se enfrenta el terminólogo dentro de un mismo texto o conjunto de textos. A veces hemos tratado de oponer (*cf.* Pearson, 1998, citado por Slodzian, 2000) los términos específicos del tema, los términos no específicos y las palabras del lenguaje general. En nuestro caso, tal enfoque llevaría a una distinción entre términos jurídicos *strictu sensu*, términos especializados (científicos, técnicos o "administrativos") y términos generales; sin embargo, debe admitirse que una separación estricta entre lenguaje jurídico y no jurídico no es apropiado, dada la naturaleza de los textos a tratar. De la misma manera, como veremos, las palabras que parecen provenir del lenguaje general a menudo tienen implicaciones jurídicas en nuestro contexto. Un término tan común como *montaña*, por ejemplo, puede ser problemático cuando se trata de acordar lo que se llama una *zona de montaña* (ver Randier, 2008: 100, y más abajo, en la sección "Diferentes divisiones jurídicas según la legislación").

Por lo tanto, la clasificación que se propone a continuación es esencialmente empírica: su función es focalizar mejor los problemas que deben abordarse.

Términos jurídicos *stricto sensu*

Se trata de términos que son inequívocamente jurídicos porque corresponden a conceptos legales, y se refieren explícitamente a los principios o reglas de la ley internacional o nacional. Generalmente están presentes en tratados, manuales y diccionarios legales: podemos citar, por ejemplo, el *principio de precaución*, el *principio contaminador pagador* o incluso la *posesión (de especímenes)* y la *tenencia (de especímenes)*. La posesión, que está vinculada a la afirmación de un derecho de propiedad, es legalmente distinta de la tenencia, que es solo transitoria, incluso accidental, pero igualmente ilegal con respecto a las especies protegidas en nuestro ámbito. Más adelante veremos que el procedimiento de coordinación multilingüe puede revelar otra forma de comprender algunos de estos conceptos jurídicos. Hay relativamente pocos términos de este tipo en la base de datos LexALP, pero es necesario recurrir a ellos para obtener fuentes jurídicas fiables y comparar las definiciones en los diferentes niveles de legislación.

Términos surgidos de otros ámbitos de especialidad, pero con implicaciones jurídicas

Estos términos no son directamente jurídicos y están relacionados con otros campos (ecología, agricultura, economía, etc.). Sin embargo, se definen en el marco en acuerdos de derecho internacional, por ejemplo: *fuentes de energías renovables* en la Directiva 2001/77/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 27 de septiembre de 2001, relativa a la promoción de la electricidad generada a partir de fuentes de energía renovables en el mercado interior de la electricidad, art. 2, o *biodiversidad* en el Convenio de Río sobre la diversidad biológica, 1992, e incluso *ecosistema*, que tiene una definición (entre muchas otras) surgida directamente del Convenio de Río y utilizada en la Decisión del Consejo de 25 de octubre de 1993 relativa a la celebración del Convenio sobre la diversidad biológica (93/626/CEE). Estos términos no se refieren a los principios o normas legales, sino a los asuntos basados en el derecho y, por lo tanto, delimitan su aplicación. Así, definidos en algunos textos jurídicos, toman un valor de referencia y deben estar presentes en un glosario sobre el tema, porque cualquier texto posterior debería o bien utilizar estas definiciones o bien posicionarse con respecto a ellas.

Términos administrativos con implicaciones jurídicas

El corpus de LexALP contiene una gran cantidad de términos complejos, hechos con nombres de entidades administrativas o correspondientes a una división espacial convencionalmente nombrada en una administración determinada. Así, *zona* y *área* son particularmente productivas en el corpus; aquí tenemos algunos ejemplos al tomar *zona* como palabra inicial: *zona de tráfico limitado*, *zona de montaña*, *zona declarada no urbanizable*, *zona de riesgo*, *zona de paisaje protegido*, *zona de tranquilidad*. Estas

denominaciones que varían claramente de una entidad administrativa a otra, así como de un idioma a otro, la elección de los términos y sus definiciones implican un trabajo delicado de coordinación, como lo muestra el ejemplo de *espacio transfronterizo*, bien analizado por Céline Randier (2008). ¿Debía entenderse *espacio transfronterizo* como un área protegida compartida por los países vecinos, o el término también podía referirse a las fronteras regionales dentro del mismo país, como lo podían defender algunas regiones italianas? Finalmente, prevalece la primera interpretación, probablemente debido a las fuertes connotaciones del término francés, que lo vincula al concepto de frontera nacional, y bajo cierta presión de los representantes de las entidades ministeriales del proyecto, aunque el sentido regional hubiese podido ser igual de interesante desde el punto de vista de la protección legal del espacio alpino.

Términos del léxico común pero que necesitan una definición precisa por sus posibles connotaciones jurídicas

Algunos términos del léxico general deben incluirse como términos básicos de un ámbito: si un texto regula el pastoreo en los bosques de montaña para preservar la función protectora del bosque, parece necesario, para hacer posible la aplicación del reglamento, definir el término *bosque de montaña*, o incluso el término básico *bosque*, pero también *función protectora del bosque de montaña*. Eso puede implicar también definir cuáles son las otras funciones del bosque de montaña... Del mismo modo, a partir del protocolo sobre el turismo encaminado a favorecer un desarrollo sostenible del turismo en los Alpes, es necesario definir *turista*, que es aparentemente una palabra de la lengua general: no obstante, el término definido por la Organización Mundial del Turismo y recogido en la resolución francés 35/1999 es más preciso que la palabra de la lengua corriente, puesto que define a un turista como un “visitante que pasa al menos una noche en un establecimiento de alojamiento colectivo o privado del país/lugar visitado”, lo que conduce por una parte a llamar turistas a personas que vienen por motivos distintos al turismo, por ejemplo profesionales, y a excluir a personas que vendrían con fines turísticos, pero no pasarían al menos una noche *in situ* (en estos casos debe emplearse el término visitante). Todos estos conceptos no son jurídicos en sí mismos, pero son necesarios para enmarcar la aplicación de la ley.

2.8.2. Términos y fraseologismos

La idea a menudo aceptada de que el léxico analizado puede extenderse a lo largo de una continuidad que va desde lo más especializado, los términos, a lo menos especializado, las palabras, es apenas operacional en nuestro caso, ya que solo un examen caso por caso puede permitir que se decida si se trata de un término, pertenezca o no al léxico general. Los términos, especialmente en los textos jurídicos, no se caracterizan por su aparente tecnicidad, sino por el hecho de que requieren una definición específica, diferente de la que adoptan en el lenguaje cotidiano o en otros ámbitos de especialidad. Hemos hecho una distinción, esta vez sobre una base lingüística, entre los términos en el sentido estricto de la palabra y los fraseologismos.

Los términos

Generalmente se requieren dos criterios principales:

- La unidad conceptual y poder referencial: este es un principio muy clásico en terminología. El término (ya sea simple o complejo) corresponde a una sola unidad conceptual, aunque tenga varios componentes semánticos; esta cualidad le permite desempeñar su papel de designación y lo distingue del fraseologismo sobre el que volvemos a continuación. Por ejemplo, *abandono de las zonas de montaña*, aunque aparece en la lista obtenida después de la extracción, no se consideró como un término; si se observa el contexto provisto (el texto aboga por “limitar el abandono de las zonas de montaña”), *abandono* es un mero complemento de *limitar*, sin ningún valor designativo; la comparación entre idiomas también proporciona un valioso apoyo para tratar los casos difíciles (ver nuestra segunda parte)
- La unidad sintagmática: el término, simple o complejo, es un significante continuo en el que no se pueden intercalar otros elementos, excepto para fabricar otros términos: de este modo, *zona de tráfico restringido* y *zona de poco tráfico* son dos términos distintos, ambos tratados como tales en la base. Una de las consecuencias de este principio es el hecho de que cada término encuentra su lugar, en principio, en un sistema conceptual, en el cual se define en relación con otros términos. Por lo tanto, *estado de conservación favorable*, que a primera vista podría haberse clasificado como fraseologismo, se refiere a un concepto claramente definido de hábitats y especies en la Directiva 2004/35/CE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 21 de abril de 2004, sobre responsabilidad medioambiental en relación con la prevención y reparación de daños medioambientales, artículo 2, 4, y debe tratarse como un término que luego puede usarse en la definición de otro término como *hábitat deteriorado* ("hábitat natural cuyo estado de conservación favorable se ha visto significativamente afectado").

En algunos casos, tuvimos que tratar unidades terminológicas como términos que, a pesar de tener un valor de designativo, no cumplían con el criterio de unidad sintagmática. En estos pseudo términos, las variantes pueden ser importantes: se trata de designaciones "confusas" que a veces permiten una formulación más cautelosa, o más extensa, o incluso adiciones de adjetivos que llevan a la fabricación de un término más complejo. Este segundo caso se puede ilustrar a través del ejemplo de *entorno natural atractivo y preservado*: esta unidad se ha tratado como un término, pero, en realidad, se complementa perfectamente con *entorno natural*, que no figura en nuestra base de datos, y *entorno natural atractivo*³ se trata a parte. Si uno quisiera ser coherente, habría que tratar como un término *entorno natural preservado*, pero el ejemplo no se encontró en el corpus. El censo y el tratamiento sistemático de estos pseudo términos pueden permitir la reconstrucción más lógica del sistema de designaciones.

Los “fraseologismos”

Primero se debe volver al significado de *fraseologismo*, dada la ambigüedad del término. Comencemos recordando que en una base de datos como EURAUDICAUTOM (hoy IATE)⁴, “una de las originalidades [...] es lidiar con un abanico de unidades terminológicas bastante extensibles que van desde un único término hasta la frase” (Goffin, 1997, citado por Slodzian, 2000: 72). Sin embargo, como señala Monique Slodzian, lo que aquí se denomina fraseología “no es más que un sustituto del contexto, muy limitado, aleatorio y no problematizado”. La extensión sintagmática de la noción de término, a veces justificada, también refleja a menudo una confesión de impotencia: si los términos se extienden en “frasemas” y otros en “fraseologismos” presuntamente, quiere decir que el significado terminológico no se puede clasificar en los límites estrechos de los términos aislados, y debe tener en cuenta el texto o discurso. Daniel Gouadec (1994) distingue entre término y fraseologismo al considerar que la función principal del término es la designación, mientras que el fraseologismo se caracterizaría principalmente por su función de “formulación”, incluyendo un término como elemento principal. De hecho, consideramos que los fraseologismos se pueden definir en tres niveles:

- A través de su función referencial (es el criterio principal de Daniel Gouadec); el fraseologismo, aunque integra un término, tiene menor capacidad de designación que éste e incluye la descripción de las características de una noción, es decir, implica un sistema relacional o predicativo: por lo tanto, *programa para la conservación de naturaleza* es la denominación descriptiva de una reglamentación definida por la lista de sus constituyentes.
- A través de su naturaleza semifija: en principio, los fraseologismos tienen cierto grado de fijación semántica o sintáctica; sin embargo, este criterio no siempre es distintivo, en la medida en que los términos en sí mismos son a menudo sintagmas fijos; es esa precisamente la ambigüedad del término *fraseologismo* en terminología, que puede usarse para referirse a sintagmas largos y, definitivamente, menos fijos que los términos propiamente dichos.
- A través de su función de uso: los fraseologismos son marcadores estilísticos que indican, por su carácter estereotipado, la pertenencia a un género o un ámbito de especialidad; como resultado, tienen, en principio, cierta recurrencia - aunque a menudo existen variaciones léxicas o sintagmáticas - lo que justifica un tratamiento específico.

El proceso previo realizado por el equipo de EURAC⁵ (piloto del proyecto) para establecer los glosarios a partir de los que tuvimos que trabajar incluía con frecuencia sintagmas a los que era complicado atribuir el estatus de término. En algunos casos, los cambios eran fáciles y consistían simplemente en encontrar el término exacto. Así, *energía a partir de combustibles fósiles* se convirtió simplemente en *energía fósil*⁶ (se realizó el mismo tipo de transformación en los otros idiomas).

En otros casos, el sintagma, que podía aparecer como un fraseologismo, fue finalmente tratado como un término, porque se refería a un concepto cuya definición era necesaria: es el caso, por ejemplo, de *interconexión de sistemas energéticos*; la forma corta, *interconexión de energía*, que también se mantiene, no ha eliminado la forma larga, porque *sistema de energía*, que ya figura en otras bases de datos como IATE, es más preciso y señala que la interconexión permite vincular grupos coherentes y estructurados, y atañe a tutelas distintas. Aunque podamos segmentar el sintagma en dos términos - *interconexión* y *sistema de energía* -, la expresión completa permite evitar cualquier confusión, ya que *interconexión* es un término utilizado también en las telecomunicaciones. Al revés, se supuso que no había ninguna razón para considerar que se estaba tratando con un término como el del caso de *instalación para la producción de energía*, listado en la base de datos pero que no dio lugar a una definición y se consideró que era un fraseologismo, mientras que *instalación de energía* se definió como un término. Del mismo modo, si el lenguaje administrativo necesita detallar las *medidas* tomadas, es inútil considerar como términos todas las expresiones que comienzan con *medidas* y que se relacionan con un determinado campo de aplicación. Sin embargo, *medidas de control*, que cumplen con el criterio de unidad conceptual, se definió como término, porque está definido en el texto la Convención Alpina como “medidas que tienen como objetivo verificar que las intervenciones permitidas en el marco de las derogaciones de la prohibición de extracción y de comercio de especies animales y vegetales no comprometan el equilibrio general de las especies afectadas”. En este caso, se ve la importancia de una definición específica en el plano jurídico y la forma en que se especifica en el ámbito involucrado.

Por lo tanto, una conclusión emerge de esta primera parte: a pesar de que los criterios lingüísticos son importantes para la integración de los términos en la base de datos, otras consideraciones más pragmáticas se tienen también en cuenta para el tratamiento terminológico. En particular, se puede citar el peso del corpus básico que condicionó la extracción inicial, y el procedimiento llevado a cabo a partir de una lista de términos candidatos extraídos de los textos de la Convención Alpina y de los protocolos. Este procedimiento, que sin duda ha facilitado la división del trabajo y la coordinación, también tiene su inconveniente: ha tendido a congelar las denominaciones que tienen solo un valor relativo, o a imponer la reflexión sobre conceptos que no siempre lo son. Sin embargo, la profundización realizada desde diferentes niveles permitió poner en perspectiva algunos de los resultados obtenidos. Además, la comparación entre idiomas y el trabajo de coordinación han llevado a una interesante evaluación de la que vamos a hablar ahora.

3. Un ejemplo de coordinación multilingüe en el ámbito jurídico

3.1. La necesidad de coordinación

El objetivo final del proyecto LexALP, la coordinación de la terminología de la Convención Alpina en sus cuatro idiomas puede plantear desde el principio una serie de preguntas. En primer lugar, como se indicó anteriormente, la Convención y sus

Protocolos se establecieron en 1991 “en francés, alemán, italiano y esloveno, siendo los cuatro textos igualmente auténticos” y ratificados por los ocho Estados alpinos y la Comunidad Europea. Por lo tanto, se supone que su contenido jurídico debe ser aceptado e interpretado de manera idéntica por los hablantes de los cuatro idiomas.

Este principio de igualdad de los idiomas también prevalece en muchos de los textos internacionales firmados en una versión bilingüe o multilingüe (con la fórmula de uso “todos los textos son igualmente auténticos”) y en la legislación comunitaria. Desde 1969⁷, los criterios para interpretar textos auténticos en varios idiomas se han definido teniendo en cuenta todas las versiones (Gallas y Guggeis, 2005: 494), de manera que el texto de derecho comunitario no es visto como “un texto de normas único, sino como un sistema de [23] textos de normas destinados a producir una norma única” (Flückiger, 2005: 357).

Además, en el acta de la 6ª Conferencia alpina que se reunió en Lucerna en octubre del 2000, esta última “toma nota del informe final sobre la coordinación lingüística de todos los protocolos de aplicación acordados hasta la fecha y lo aprueba. Toma nota de que los protocolos [...] se han coordinado completamente en el plano lingüístico y estilístico, sin que se hayan realizado cambios sustanciales [...] y] decide aceptar el resultado de la coordinación lingüística de los protocolos mencionados anteriormente” (citado por Chiocchetti y Voltmer, 2008: 49). Por lo tanto, la coordinación, tanto jurídica como terminológica y estilística, ya se habría completado. Sin embargo, es bien sabido que, a pesar de que el multilingüismo se ha establecido en el trabajo preparatorio de la Convención de acuerdo con el principio de igualdad de idiomas (Angelini y Church, 2008: 38), los textos originales se han escrito generalmente en el idioma del presidente de la sesión y se han traducido posteriormente, ya que los idiomas y lugares de las negociaciones varían según los protocolos. Por ejemplo, la versión francesa del protocolo de protección del suelo revela su primera versión alemana con cierta pesadez sintáctica y términos inapropiados. La extracción sistemática de unidades terminológicas en las cuatro versiones paralelas ha confirmado la existencia de incongruencias debidas, en parte, a una falta de coordinación previa y a traducciones deficientes, pero también a un cierto grado de confusión (Voltmer, 2008: 71)⁸ que, por razones relacionadas con los desafíos y las dificultades de las negociaciones, es característico del derecho internacional público (Flückiger, 2005: 346). Esto confirmó la necesidad de coordinación tanto de conceptos como de términos.

3.2. Coordinar conceptos y términos

A partir de las equivalencias extraídas de las cuatro versiones paralelas, los terminólogos del proyecto LexALP comenzaron a buscar estos términos y, si fuese posible, sus definiciones en el corpus de textos jurídicos internacionales, europeos y nacionales, para constituir de este modo un conjunto de archivos procesados a diferentes niveles del derecho. El objetivo era preparar el trabajo del grupo de coordinación,

compuesto por expertos, lingüistas y juristas, de los diferentes ámbitos, idiomas y sistemas jurídicos correspondientes.

Para ello, la coordinación consistió primero en garantizar que los cuatro términos paralelos indicaran un concepto idéntico y en acordar una definición coordinada (cf. ISO 860: 2007). Esta se ha encontrado a menudo en un texto comunitario o internacional, a veces ligeramente adaptado al contexto de la Convención Alpina, pero también se ha dado el caso en que la propongan o bien los terminólogos o juristas del proyecto, o bien una de las instancias nacionales presentes (Delegación general de la lengua francesa y de las lenguas de Francia, en adelante DGLFLF, o Sección de terminología de la Cancillería de la Confederación Suiza, que tiene su propia base de datos, Termdat). Se ha llevado a cabo una negociación en el caso de conceptos parcialmente superpuestos o con diferencias significativas, para llegar o bien a una definición suficientemente amplia, “de compromiso”, a menudo acompañada de notas que especifican caracteres distintivos de acuerdo con los sistemas lingüísticos o jurídicos, o bien a un rechazo de la coordinación. Sobre la base del concepto coordinado, las designaciones en los cuatro idiomas se han confirmado o corregido en función de los casos, dando lugar a equivalencias coordinadas, en lo sucesivo recomendadas para textos relacionados con la Convención Alpina y sus protocolos. Este resultado no tiene un verdadero carácter normativo, la aplicación de las recomendaciones derivará de la aceptabilidad de la base de datos LexALP en términos de accesibilidad, legibilidad y ergonomía.

Aunque se reconoce cada vez más el derecho de los Estados a comunicarse en su propio idioma (y se aplica plenamente a la UE), existen pocos casos de coordinación multilingüe en la terminología jurídica. De hecho, parece que la coordinación de los conceptos legales, los sistemas de conceptos, o incluso los procedimientos de redacción legislativa, es más avanzada que la coordinación de las terminologías. Los países con una tradición bilingüe o multilingüe, como Bélgica, Canadá o Suiza, tienen la costumbre de producir leyes multilingües, gracias a la corredacción o a la traducción ejercida por expertos, juristas, lingüistas o jurilingüistas según los continentes. La doble jurisdicción canadiense (véase Gemar, 1995:150) ha llevado de este modo a inventar una metodología de coordinación de los conceptos del derecho civil quebequense y de las "common law" (leyes comunes) federales⁹. Algunos organismos de derecho comparado también están trabajando en la coordinación de conceptos del derecho privado, particularmente en el marco del derecho contractual¹⁰. Pero los conjuntos de equivalencias jurídicas multilingües rara vez están regulados. En lo que respecta al derecho comunitario, producido en 23 lenguas igualmente auténticas, la base de datos terminológica IATE no requiere la regulación de las designaciones, ya que es más una herramienta de intercambio de conocimientos que un producto oficial destinado a estandarizar la terminología europea. En las instituciones europeas, las notas de los servicios jurídicos especifican de vez en cuando el uso de ciertas designaciones, pero todavía no existe una estandarización de la terminología jurídica comunitaria (Berteloot, 2008: 16). Sin embargo, está progresando, pero de forma indirecta, gracias a las

herramientas informáticas y a las guías de redacción jurídica publicadas por las instituciones comunitarias para el uso de redactores y traductores de la Unión¹¹. No obstante, los Estados con una política lingüística enérgica, como Francia, pueden valerse de una coordinación terminológica "oficial": la base de datos Franceterme en la página web de la DGLFLF recoge los términos publicados en el *Diario Oficial* y los organismos públicos deben utilizarlos. Cada término se da con su equivalente en inglés, que, por lo tanto, adquiere un estatus casi oficial. Pero la especificidad de la base es el enriquecimiento de la lengua francesa a través del establecimiento de terminología de referencia (Madinier, 2008:104), que precede la aparición de nuevos conceptos sin realizar un tratamiento exhaustivo por cada ámbito¹².

En cuanto al multilingüismo en el derecho internacional, después de un comienzo difícil y controvertido (¿no se ha acusado a la pobre calidad lingüística de las traducciones de ser el origen del rechazo popular de ciertos tratados europeos?), una tendencia actual es valorar la contribución del multilingüismo al derecho, destacando que la existencia de diferentes versiones lingüísticas hace que sea más fácil identificar los errores de redacción del texto original, desembocar en una revisión más completa de todos los textos y enriquecer la interpretación comparando versiones (Flückiger, 2005: 355).

3.3. Dificultades de coordinación

Estas ventajas se han percibido en el trabajo de terminología multilingüe como parte del proyecto LexALP. La aclaración de las designaciones a menudo condujo a una precisión en la delimitación conceptual que no habría permitido el tratamiento monolingüe. Al igual que con la selección de términos, se encontraron tanto dificultades lingüísticas como dificultades legales. De hecho, se recuerda que es más fácil establecer equivalencias cuando el ámbito del derecho relacionado con la coordinación es un ámbito común a las lenguas y culturas jurídicas en cuestión, como es el caso de la legislación europea (Peruginelli, 2008: 25). No obstante, la mayoría de los conceptos jurídicos abordados en la Convención alpina forman parte de ámbitos transversales relativamente recientes, como el derecho medioambiental, que está menos marcado por los sistemas culturales nacionales que los ámbitos como el derecho familiar o el derecho de propiedad. En cambio, es particularmente ambicioso querer coordinar las equivalencias en cuatro lenguas, de las cuales dos son romanas, una germánica y otra eslava, que obviamente no tienen la misma división conceptual ni el mismo funcionamiento sintáctico, y que se pueden hablar en diferentes Estados (alemán en Alemania, Austria o Suiza, francés en Francia y Suiza). Estas diferencias lingüísticas se suman a las diferencias entre las legislaciones nacionales e incluso regionales (por ejemplo, entre Suiza, Italia y las provincias autónomas italianas).

La experiencia de LexALP proporciona datos interesantes, y daremos a continuación algunos ejemplos de las dificultades encontradas y las estrategias aplicadas para conseguir una coordinación. Sin embargo, se debe enfatizar que la perspectiva

pragmática del proyecto ha llevado a una estrategia global que favorece la búsqueda de equivalencias funcionales (Harvey 2002, Gémar 1995), siempre teniendo en cuenta la aplicación de regulaciones de acuerdo con los objetivos de la Convención alpina.

3.3.1. Vacíos jurídicos

Este es obviamente el primer caso que viene a la mente: un concepto jurídico existe en un sistema y no en el otro o en los otros. Dado el comentario anterior, ha sido extremadamente raro. El ejemplo más claro fue el del término alemán *Verbandsklage*, que evoca un tipo de acción colectiva cercana a la *class action* americana. El término aparece en el apéndice del protocolo sobre protección de la naturaleza y mantenimiento del paisaje, en una lista de inventarios para establecer el estado de la protección de la naturaleza y de los recursos, incluidos los jurídicos, disponibles para esta finalidad. La lista ha sido diseñada de forma exhaustiva para abarcar lo existente en todos los países firmantes, incluidas las realidades presentes en algunos Estados y no en otros. *Verbandsklage* está definido en la ley alemana y austriaca, pero este tipo de acción aún no se considera ni en el derecho francés ni en el italiano. En tales casos, varias estrategias son posibles, desde el préstamo (que habría ido en contra del principio de multilingüismo del proyecto) hasta la equivalencia funcional, pasando por el neologismo o la paráfrasis. La traducción francesa del protocolo utiliza la expresión “droit pour una association d’ester à justice” (derecho de una asociación para litigar), que explica este concepto alemán. Después de una infructuosa búsqueda en el sistema francés, se ha elegido, en última instancia, una traducción más literal pero relativamente funcional, junto con una nota explicativa: “action en justice d’une association” y “azione legale intentata da un’associazione” (acción legal de una asociación). Es interesante señalar que, para traducir *class action*, un procedimiento que se cita a menudo en Francia cuando se habla de los Estados Unidos, aunque aún no existe en la legislación francesa, el *Diario Oficial* ha publicado el término *acción grupal*, más genérico, para abarcar un conjunto de realidades extranjeras de este tipo.

Asimismo, la *comunità montana* es una entidad administrativa exclusivamente italiana, que el grupo de coordinación ha traducido mediante una equivalencia funcional *comunidad de municipios de montaña*, basado en la realidad francesa de las comunidades de los municipios.

3.3.2. Desdoble jurídico diferente según las legislaciones

En lugar de vacíos jurídicos, a menudo hay una división diferente de los conceptos jurídicos dependiendo de los idiomas y los sistemas. A pesar de la unificación proporcionada por la legislación comunitaria, las diferencias entre los niveles nacionales persisten. Así, en el marco de la protección del agua, las categorías *agua potable* y *agua destinada al consumo humano* se dan como equivalentes en el derecho comunitario (Directiva 98/83/CE del Consejo de 3 de noviembre de 1998 relativa a la calidad de las aguas destinadas al consumo humano, artículo 2) y en el derecho internacional (Protocolo de Londres, 1999, artículo 2, 2a), que requiere una cierta calidad del agua

potable para el agua utilizada por las empresas agroalimentarias en la preparación de productos destinados al consumo humano. La legislación francesa adopta el decreto europeo, pero la legislación alemana distingue dentro de *agua para consumo humano* dos categorías con regulaciones distintas: *agua potable* (Trinkwasser) y *agua destinada a la industria alimentaria* (Wasser für Lebensmittelbetriebe). En tal caso, se ha adoptado la definición amplia del Protocolo de Londres para la coordinación en la Convención Alpina. Pero el registro establecido a nivel alemán muestra esta división.

La definición de *zona de montaña*, que es crucial para la asignación de ayudas a la agricultura, también es variable según la legislación. Según el derecho internacional, el Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente define las zonas de montaña según la altitud y la pendiente, mientras que el derecho comunitario también tiene en cuenta otros criterios, como el fuerte contraste del terreno (algunas zonas costeras) o la latitud (algunas zonas del norte). En los Alpes, la legislación difiere (zona por encima de los 600m en el norte de Italia, 700m en Alemania, de 600 a 800m en Francia). La definición coordinada es una definición extensa “de compromiso” (Randier, 2008: 101), basada en un reglamento europeo (reglamento 1257/1999, artículo 18, 1) que destaca la desventaja funcional resultante de una lista de factores relacionados con el clima, la altitud y la pendiente. Pero una nota especifica que la delimitación de las áreas de montaña (especialmente en relación a la altitud) es competencia de los Estados.

En el ejemplo dado anteriormente sobre la protección de especies protegidas, el protocolo sobre la protección de la naturaleza y el mantenimiento de los paisajes recuerda que está prohibida la tenencia de especímenes de especies protegidas, lo cual es relevante para la legislación francesa e italiana, donde los conceptos de propiedad, posesión y tenencia se distinguen claramente. Por otro lado, en la legislación alemana y austriaca, los conceptos no son tan claros y una especificidad cultural tiende a proteger tanto al poseedor de un bien como a su propietario (Vollmer, 2008: 71). Por lo tanto, una nota tenía que explicar por qué el término *Besitz von Exemplaren* se usa indistintamente para la tenencia o la posesión de especímenes.

3.4. Desdoble conceptual distinto según los idiomas

Los conceptos jurídicos no han planteado los problemas más frecuentes por el hecho de que la división conceptual varía según los idiomas. En este caso, el trabajo multilingüe revela una polisemia que no siempre es obvia para el hablante de un solo idioma. Así, *gestión de residuos* no parecía dar problemas en francés, pero la dificultad para elegir en alemán entre dos designaciones distintas, *Abfallwirtschaft* o *Abfallbewirtschaftung*, ayudó a distinguir dos conceptos: la actividad en sí misma, definida extensivamente por las distintas operaciones de recogida, transporte, tratamiento, valoración, etc. (*Abfallbewirtschaftung*), pero también el sector de la actividad, o incluso la política que regula esta actividad para disminuir el impacto negativo en el medio ambiente (*Abfallwirtschaft*). Por el contrario, la falta de designación en un idioma, o un vacío

lingüístico, también revela una división conceptual diferente. En el protocolo de los bosques de montaña, la protección del suelo y de los bosques implica la puesta en marcha de “procedimientos de explotación y transporte” respetuosos con el medio ambiente. A diferencia del alemán y el francés, el italiano no tiene un término específico para *transporte* y la traducción al italiano utiliza solo un término, “prelievo”, que cubre tanto el corte como el transporte de madera desde el lugar de corte hasta el lugar de recogida.

La distinción entre término general y término especializado apareció claramente con el término *catastro*, que ilustra el falso carácter multilingüe de la redacción de los protocolos. En el protocolo sobre la protección de la naturaleza y el mantenimiento de los paisajes, firmado en Chamberí y probablemente redactado bajo la influencia francesa, se habla repetidamente de preparar listas, o inventarios, especies, biotopos, espacios protegidos o por proteger, etc., cuyas listas se dan de forma extensa en el anexo 1 de este protocolo. En el protocolo de protección del suelo, inicialmente escrito en alemán, se encuentra el término *Bodenkataster*, que utiliza la misma idea de una lista para establecer un balance de la erosión y contaminación de ciertos suelos para garantizar su protección. La versión francesa informa del *catastro del suelo*. Esta traducción calcada, que es una equivalencia puramente formal, produce confusión con el término *catastro*, que designa, en Francia, el registro o propiedad que reagrupa todo el territorio nacional dividido en parcelas de propiedad en una base comunal (y que en alemán correspondería más bien al término *Grundbuch*). Después de una larga discusión, el término utilizado en la versión francesa del protocolo (tres ocurrencias) se rechazó y se propuso un nuevo equivalente para *Bodenkataster*, que es *inventario de cartografía del suelo*.

3.5. Diferentes políticas lingüísticas

En este último ejemplo, es interesante destacar que se planteó el mismo problema en francés y en italiano con el término *catasto*. Sin embargo, los miembros italianos del grupo de coordinación aceptaron una estrategia diferente: la coordinación del término *catasto dei suoli*, acompañada de una nota que explica la ambigüedad de este término en relación con la realidad administrativa y jurídica del *catasto* italiano. Esta posición, influenciada por los juristas del grupo de coordinación, permitía no cuestionar el mismo texto del protocolo que fue ratificado a pesar de este error de traducción. La presencia de un representante de la DGLFLF alentó en muchas ocasiones a los interesados franceses a mantener una línea menos jurídica pero más respetuosa del sistema conceptual y lingüístico del francés. En una situación de coordinación multilingüe pueden surgir conflictos, por un lado, entre la posición de los lingüistas y la de los juristas, y, por otro lado, entre una política de defensa de una lengua nacional y la voluntad de conseguir un consenso para completar la coordinación. Dado que Francia es, con diferencia, el Estado con la política lingüística más determinada, las definiciones emitidas por las comisiones ministeriales de terminología, resultantes de un trabajo

sustantivo particularmente sólido, se han adoptado finalmente para la coordinación, especialmente en el ámbito del transporte.

El caso del esloveno también es digno de mención. Como miembro reciente de la Unión, este Estado acaba de traducir el acervo comunitario, lo que le ha llevado a inventar una gran cantidad de términos jurídicos y técnicos para designar conceptos europeos. En el caso de LexALP, los interlocutores eslovenos a menudo se quedaron cortos ante conceptos que no sabían designar en esloveno o distinciones que la lengua eslovena, todavía joven en términos de derecho ambiental y de ordenación del territorio, tuvo dificultades para expresarlo. Esta situación complicó el trabajo de coordinación para los juristas y lingüistas eslovenos. No obstante, podemos decir que probablemente sean los usuarios eslovenos, ya sean traductores, escritores y juristas o personal administrativo, quienes se beneficien más de la base de datos LexALP porque, aparte del acervo comunitario, tienen un número limitado de recursos en esloveno en el ámbito del derecho internacional.

El trabajo de coordinación confirmó que la terminología jurídica no podía limitarse a los términos utilizados exclusivamente por los juristas y que la aplicación de la ley requiere definir para ello muchos conceptos que pertenecen a sus ámbitos de aplicación. La multidisciplinariedad y el multilingüismo se han combinado para ayudar a construir un lenguaje jurídico en un área específica - geográfica, ecológica, social, institucional y jurídica - que requiere por parte de los interesados la posibilidad de diálogo para llegar a acuerdos. Los argumentos que se intercambian durante el proceso de coordinación muestran cómo la construcción de una terminología jurídica común no se basa únicamente en una lógica “científica”, sino que también se basa en tomar en cuenta las distintas realidades (ciertamente lingüísticas, pero también sociales, políticas e institucionales), que tienen una dimensión pragmática. Como señala Jean-Claude Gémard (1995: 150), las equivalencias funcionales resultantes de la traducción y de la coordinación jurídicas son, sobre todo, “el producto de una voluntad (política) consensual en los términos de un acuerdo”. El objetivo era lograr una mejor comunicación entre los Estados alpinos, enfrentados a dificultades comunes y que desean mejorar la efectividad del instrumento jurídico desarrollado para afrontarlas. Se espera que la definición de conceptos, la coordinación de términos y fraseologismos en los cuatro idiomas conduzca a una mejor aplicación de la Convención Alpina y sus protocolos. El trabajo colectivo también ha permitido muchos intercambios entre socios alpinos y un mejor conocimiento común de los problemas de los Alpes y las legislaciones existentes. Este trabajo consensual lleno de obstáculos es un reflejo de la construcción de Europa y la identidad europea de todos los participantes se ha visto reforzada.

Notas

¹ <http://www.eurac.edu/lexalp>

² La terminología científica de una disciplina particular con frecuencia constituye por sí misma el resultado de los préstamos de otras disciplinas por transferencias semánticas (véase, por ejemplo, en cuanto a la ecología, los casos de *biosfera* y de *clímax*, estudiados por Pascaline Dury) (1999).

³ Definido como un entorno caracterizado por “la belleza del conjunto de un lugar y [la] armonía de sus componentes naturales”.

⁴ Ver la base de datos en línea, en la dirección: <<http://iate.europa.eu/>>.

⁵ Para obtener más información sobre el marco institucional, consulte en el presente número el artículo de Céline Randier y Leonhard Voltmer.

⁶ Aunque el término ya está en otras bases de datos (y en los diccionarios), es importante estabilizarlo en el contexto de la Convención alpina, lo cual justifica que se le dedique una entrada.

⁷ Sentencia de 12 de noviembre de 1969, Stauder / Stadt Ulm (29-69, rec. pág. 419): “La necesidad de una aplicación, y por lo tanto una interpretación uniforme, impide que este texto se considere de forma aislada en una de sus versiones, pero requiere que se interprete en términos tanto de la voluntad real del autor como del objetivo perseguido por este último, a la luz, en particular, de las versiones establecidas en los demás idiomas”. (Citado por Gallas & Guggeis, 2005: 494).

⁸ Leonhard Voltmer, gerente de proyectos de LexALP en Bolzano, señala que solo existen cinco definiciones jurídicas para toda la Convención Alpina y sus protocolos, mientras que la mayoría de los acuerdos internacionales importantes empiezan definiendo los términos básicos del ámbito abarcado.

⁹ Ver, en particular, el artículo de Louise Maguire Wellington “Bijuridicidad canadiense, metodología y terminología de coordinación”, disponible en la página web del Ministerio de Justicia canadiense: <http://www.justice.gc.ca/fr/dept/pub/hfl/fasc4/fascicule_4.html>.

¹⁰ Por ejemplo, muchos trabajos se dirigen por el sexto programa-marco de la Comunidad Europea, con vistas a desarrollar un Marco Común de Referencia en el ámbito del derecho contractual europeo.

¹¹ Las herramientas principales son las herramientas TAO con memorias de traducción, así como *LegisWrite*, una herramienta informática para la creación, revisión e intercambio de documentos oficiales entre las instituciones europeas. Las guías son el *Código de Redacción Interinstitucional - Vademécum del editor* (2006), Luxemburgo: Oficina de publicaciones oficiales de las Comunidades Europeas (<<http://publications.europa.eu/code/fr/fr-000100.htm>>) y la *Guía práctica común para la redacción de textos legislativos comunitarios para quienes contribuyen a la*

redacción de textos legislativos (2003), Luxemburgo: Oficina de publicaciones oficiales de las Comunidades Europeas (<<http://eur-lex.europa.eu/fr/techleg/pdf/fr.pdf>>).

¹² En marzo del 2008, se contaron aproximadamente 4800 términos y definiciones en la base de datos Franceterme, pero el ámbito jurídico está muy poco desarrollado. Ver: <<http://franceterme.culture.fr/FranceTerme>>.

9.3. Texto 3: *Terminologies et nouvelles technologies*

Meta

Terminologías y nuevas tecnologías

Nathalie Gormezano y Sandrine Peraldi

Conferencia Internacional Permanente de Institutos Universitarios de Traductores e Intérpretes (CIUTI), líder de la promoción de empleabilidad e investigación

Volumen 57, número 1, marzo del 2012

URI: id.erudit.org/iderudit/1012752ar <https://doi.org/10.7202/1012752ar>

Ir al índice del artículo

Editor(es)

Les Presses de l'Université de Montréal (La prensa de la Universidad de Montreal)

ISSN 0026-0452 (impreso)

1492-1421 (numérico)

Descubrir la revista

Citar este artículo

Gormezano, N. & Peraldi, S. (2012). *Terminologies et nouvelles technologies*. *Meta*, 57(1), 248–263. <https://doi.org/10.7202/1012752ar>

Todos los derechos reservados © Les Presses de l'Université de Montréal

Este documento está protegido por la ley sobre los derechos de autor. El uso del material de Érudit (incluyendo la reproducción) está sujeto a su política de uso, que puede consultarse en <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit difunde y preserva este artículo

Érudit es un consorcio interuniversitario sin ánimo de lucro compuesto por la Universidad de Montreal, la Universidad de Laval y la Universidad de Quebec a Montreal. Su objetivo es la promoción y valorización de la investigación. www.erudit.org

Resumen del artículo

En la era de la globalización, las formas de acceder a la información están cambiando, ya sea en el aprendizaje o en la explotación del conocimiento. La gestión de la información es aún más compleja porque se combina con la gestión de un tiempo que parece "acelerado" a causa de, por un lado, las múltiples relaciones entre sistemas e individuos y, por otro lado, la exigencia de una velocidad cada vez mayor en la gestión de los negocios, con el fin de limitar los costos. En este mundo globalizado, en movimiento, multicultural y multilingüe, la investigación en traductología se muestra como un lugar donde se pueden desarrollar propuestas de soluciones al servicio de los actores de este mundo en movimiento. De hecho, la gestión del conocimiento en diferentes universos culturales es una actividad de investigación de larga data en el campo de la traductología; la terminología moderna ha llevado, desde hace varios años, a desarrollos interesantes en torno a las bases de datos; la lingüística, especialmente gracias a la semántica, también ha iniciado desde hace algunos años trabajos sobre bases de conocimiento y tarjetas semánticas integradas. Por su parte, las ciencias de las nuevas tecnologías y en particular la investigación en sistemas de información ha desarrollado sistemas de bases de conocimiento multimedia orientadas a oficios. El centro de investigación ISIT, el Centro de Investigación Aplicada sobre Traducción, Interpretación y Lenguaje (CRATIL) ha establecido, a la luz de estos trabajos y sus posibles interacciones, proyectos de investigación multidisciplinarios en los que las nuevas tecnologías y las terminologías relacionadas con oficios específicos se han convertido en herramientas de innovación al servicio de la sociedad del conocimiento multilingüe y multicultural.

La terminología en los programas de traducción

Terminologías y nuevas tecnologías

Nathalie Gormezano

ISIT, París, Francia

n.gormezano@isit-paris.fr

Sandrine Peraldi

Resumen

En la era de la globalización, las formas de acceder a la información están cambiando, ya sea en el aprendizaje o en la explotación del conocimiento. La gestión de la información es aún más compleja porque se combina con la gestión de un tiempo que parece "acelerado" a causa de, por un lado, las múltiples relaciones entre sistemas e individuos y, por otro lado, la exigencia de una velocidad cada vez mayor en la gestión de los negocios, con el fin de limitar los costos. En este mundo globalizado, en movimiento, multicultural y multilingüe, la investigación en traductología se muestra como un lugar donde se pueden desarrollar propuestas de soluciones al servicio de los actores de este mundo en movimiento. De hecho, la gestión del conocimiento en diferentes universos culturales es una actividad de investigación de larga data en el campo de la traductología; la terminología moderna ha llevado, desde hace varios años, a desarrollos interesantes en torno a las bases de datos; la lingüística, especialmente gracias a la semántica, también ha iniciado desde hace algunos años trabajos sobre bases de conocimiento y tarjetas semánticas integradas. Por su parte, las ciencias de las nuevas tecnologías y en particular la investigación en sistemas de información ha desarrollado sistemas de bases de conocimiento multimedia orientadas a oficios. El centro de investigación ISIT, el Centro de Investigación Aplicada sobre Traducción, Interpretación y Lenguaje (CRATIL) ha establecido, a la luz de estos trabajos y sus posibles interacciones, proyectos de investigación multidisciplinarios en los que las nuevas tecnologías y las terminologías relacionadas con oficios específicos se han convertido en herramientas de innovación al servicio de la sociedad del conocimiento multilingüe y multicultural.

Abstract

In the age of globalization, means of access to information are undergoing a radical transformation be it in a learning environment or in the use of knowledge. Information management is all the more complex since it goes hand in hand with time-management which seems to be accelerated due to, on the one hand, multi-relations between systems and individuals and on the other hand, the growing urgency for speed in treating cost issues in business management. In this globalized, shifting, multicultural and multilingual universe, research in the field of translation studies appears to be an area in which propositions of solutions to aid those involved in this ever-changing universe can be elaborated. Knowledge management in different cultural universes is a long-standing research activity in the realm of translation studies. For the past few years, classic terminology has resulted in interesting developments regarding databases. On the same note, linguistics and particularly semantics have been key domains of research for

knowledge databases and integrated semantic maps. As for the sciences of new technologies and, in particular, research carried out on information systems, career-oriented multimedia knowledge databases have been developed. It is in this light that this research and its possible interaction with ISIT's research centre, CRATIL, put in place multidisciplinary research projects in which terminology related to specific careers and new technology have become tools of innovation in helping a multilingual and multicultural society.

Palabras clave/Keywords

terminologías, intercultural, nuevas tecnologías, semántica, bases de conocimiento

terminology, intercultural, new technologies, semantics, knowledge databases

En la era de la globalización, las formas de acceder a la información están cambiando, ya sea en el aprendizaje o en la explotación del conocimiento. La gestión de la información es aún más compleja porque se combina con la gestión de un tiempo que parece "acelerado" a causa de, por un lado, las múltiples relaciones entre sistemas e individuos y, por otro lado, la exigencia de una velocidad cada vez mayor en la gestión de los negocios, con el fin de limitar los costos. En este mundo globalizado, en movimiento, multicultural y multilingüe, la investigación en traductología se muestra como un lugar donde se pueden desarrollar propuestas de soluciones al servicio de los actores de este mundo en movimiento. De hecho, la gestión del conocimiento en diferentes universos culturales es una actividad de investigación de larga data en el campo de la traductología; la terminología moderna ha llevado, desde hace varios años, a desarrollos interesantes en torno a las bases de datos; la lingüística, especialmente gracias a la semántica, también ha iniciado desde hace algunos años trabajos sobre bases de conocimiento y tarjetas semánticas integradas. Por su parte, las ciencias de las nuevas tecnologías y en particular la investigación en sistemas de información ha desarrollado sistemas de bases de conocimiento multimedia orientadas a oficios. El centro de investigación ISIT, el Centro de Investigación Aplicada sobre Traducción, Interpretación y Lenguaje (CRATIL) ha establecido, a la luz de estos trabajos y sus posibles interacciones, proyectos de investigación multidisciplinarios en los que las nuevas tecnologías y las terminologías relacionadas con oficios específicos se han convertido en herramientas de innovación al servicio de la sociedad del conocimiento multilingüe y multicultural.

1. De la terminología a las terminologías

1.1. *La terminología frente a las metamorfosis del mundo*

La terminología moderna, tal y como apareció a mediados del siglo XX, se creó con fines de comunicación científica y técnica. Su función era guiar los progresos científicos, tecnológicos e industriales para facilitar los intercambios internacionales y

eliminar las ambigüedades y las confusiones en torno al lenguaje técnico. De hecho, Eugen Wüster, considerado el fundador de la Teoría General de la Terminología (TGT), era un ferviente partidario de una comunicación profesional racionalizada e inequívoca: “El trabajo terminológico común no debe limitarse a determinar qué es. Debe apuntar a unificar y mejorar el uso que es tan contradictorio¹” (Wüster 1979/1985: 89, citado y traducido por Candel 2004: 20). A pesar de las muchas críticas de la teoría clásica, incluida la dimensión extremadamente prescriptiva de la TGT, el ideal de biunivocidad y monosemia, y el enfoque onomasiológico (Gambier 1991, Gaudin 1993, 2003, Temmerman 2000), esta búsqueda de homogeneización y de internacionalización sigue siendo una de las misiones atribuidas a la terminología. Esto se evidencia en la existencia, por todo el mundo, de comisiones de terminología, asociaciones y organismos de normalización que gestionan el significado y el uso de las unidades terminológicas. El propósito del trabajo de estas comisiones es permitir que el idioma de los países interesados siga los desarrollos sociales, políticos y tecnocientíficos, y que se adapte a la realidad.

Por lo tanto, como apoyo para esta afirmación, las instituciones europeas cuentan con un servicio de terminología que cubre los 27 idiomas de la Unión y trabajan en paralelo con el desarrollo y la actualización de bases de datos terminológicas, como IATE (Interactive Terminology for Europe)² y EUROVOC³. Las Naciones Unidas también tienen una base de datos terminológica llamada UNTERM (United Nations Multilingual Terminology Database)⁴. Para el mundo político e institucional, la actividad terminológica forma parte de las actividades de comunicación y difusión de información. Cabe señalar que esto se incluye muy a menudo en el proceso de la normalización y de la planificación lingüística, que es más vasto⁵. Por ejemplo, todas las medidas para proteger el idioma francés frente a la invasión de los anglicismos son parte de este proceso de planificación. Las políticas lingüísticas también sirven para la protección y una mejor integración de las poblaciones nacionales, étnicas y minoritarias, ya sea a nivel de un país, de Europa o del mundo. Esta es la razón por la que, a pesar de la connotación a menudo peyorativa atribuida a las actividades de normalización⁶, muchos organismos internacionales reconocen el potencial positivo de la planificación de terminología sistemática en esta área. De hecho, este último permitiría apoyar las políticas de información, de conocimiento, de innovación y de las estrategias de educación:

Las personas cuya lengua materna no está desarrollada (o no lo suficiente) desde el punto de vista de la terminología y el lenguaje especializado (LS), o aquellos a quienes se les niega el derecho a la educación, la formación, el acceso a la información o al uso de su lengua materna en el lugar de trabajo, tienden a estar en desventaja. [...] En la mayoría de los casos, un idioma cuyo uso se limita al folclore o al entorno familiar no será adecuado para la comunicación profesional. En la misma línea, los hablantes de un idioma cuya terminología está desactualizada en una especialidad determinada pueden perder gradualmente la capacidad de comunicarse al respecto en su idioma. (UNESCO 2005: V⁷)

Un enfoque en la misma línea es que la idea de la aceleración de la globalización actual debe ir acompañado sistemáticamente de medidas de localización; es decir, que la traducción y la adaptación deben respetar las normas culturales y lingüísticas locales. Más adelante se volverá a tratar esta cuestión.

Además de los ámbitos políticos y económicos, la terminología también se encuentra en el escenario científico e industrial. De hecho, el desarrollo de las ciencias y las técnicas siempre ha desembocado en la voluntad de organizar rigurosamente el conocimiento científico, así como la necesidad de remodelar los idiomas naturales para que respondan a esta nueva tendencia prescriptiva:

It has been noted that “scientific knowledge as it was then coming into being needed to be organised around systems of technical concepts arranged in strict hierarchies of kinds and parts” – quite unlike “commonsense knowledge which can tolerate – indeed depends on – compromises, contradictions and indeterminacies of all kinds”. (Halliday y Martin 1993: 6, citado en Antia 2007 : XIII)

En efecto, los científicos se enfrentan en numerosas ocasiones a vacíos léxicos y conceptuales en una ciencia que avanza a gran velocidad, a la vez que esta innova y experimenta. Los conceptos u objetos científicos se producen masivamente y las terminologías científicas dan lugar a representaciones múltiples y polimórficas, dependiendo de los horizontes culturales involucrados. La comprensión de los universos que difieren de una cultura a otra, los conceptos asociados a los términos cambian cuando se trata de innovación. Un término puede cubrir varias variaciones de significado según los universos de representación. Se pueden tomar prestados varios caminos denominativos (Freixa Aymerich, Silva Fernández, *et al.* 2008), incluso para un objeto idéntico, especialmente cuando se trata de ciencias innovadoras.

Finalmente, la industria también conoce las necesidades terminológicas más importantes, incluido lo ajeno a la normalización técnica. De este modo, la tendencia cada vez mayor de los grupos grandes consiste en la elaboración de recursos lingüísticos con la voluntad de coordinar las unidades terminológicas y sus significados para emprender su representación mundial. El significado de los términos debe entenderse con la misma precisión técnica tanto en un lugar como en otro. La terminología tiene, pues, una vida muy activa en todos los universos humanos: políticos, sociales, culturales, económicos y científicos.

No obstante, si en el contexto de las instituciones gubernamentales y supragubernamentales, la terminología y la traducción (y, por consiguiente, tener presente las dimensiones culturales e interculturales) están unidas intrínsecamente, especialmente debido al multilingüismo europeo e internacional (citemos los trabajos de la Dirección General de la Traducción de la Comisión Europea o incluso los servicios de traducción de la ONU), no ocurre lo mismo con el mundo científico y empresarial. De este modo, la gran mayoría de las publicaciones científicas se escriben en inglés, lengua vehicular por excelencia, lo cual genera una necesidad real no satisfecha de

terminología, en este caso, por medio de la traducción. Por lo tanto, las bases de datos terminológicas (BDT) juegan un papel esencial como instrumento de facilitación de intercambios en la sociedad del conocimiento, de la economía, de la ciencia y de la política.

Además, las necesidades en cuanto a precisiones semánticas son cada vez más presentes. En la era de la globalización, de la multiplicación de las actividades en todos los ámbitos y de la velocidad del desarrollo de conceptos sobre el planeta entero, los actores de la sociedad del conocimiento, de la economía y de la política necesitan, cada vez más, aclaraciones, precisiones, definiciones, vinculación de conceptos y de las ideas y conocimientos que estos transmiten. No obstante, las soluciones que la terminología tradicional ha aportado parece que ya no satisfacen del todo a los principales interesados. Sobre el único plano operacional, los plazos de edición de las bases de datos terminológicas y de los diccionarios son muy largos. La concomitancia entre la evolución de la sociedad y la progresión científica se vuelve complicada. Es más, cuando se proponen las terminologías, lo más probable es que los usos dificulten el trabajo de los terminólogos, usos que están fundados en la realidad y que intentan, a través de una especie de improvisación de primera necesidad, responder a las necesidades, saciar las carencias, dar un lenguaje y significados a universos que, sin ello, no podrían avanzar.

Asimismo, las dificultades también vienen de la gran cantidad actual de datos que gestionar y de los costes que esto conlleva. Efectivamente, por todo el mundo las ideas surgen y se cruzan, de modo que la masa de información y la velocidad de transformación de los datos son considerables en los diferentes ámbitos. La sociedad del conocimiento ha cambiado mientras que la sociedad de la información ha dado lugar a nuevos retos para la terminología. Las necesidades han cambiado y se han diversificado. Hoy por hoy, muchas empresas buscan la uniformización de su terminología, ya sea en la producción o en la estrategia. La ingeniería lingüística, y en concreto la construcción de recursos ontoterminológicos, se ha convertido en un auténtico desafío, además de una actividad ineludible para las empresas cuyas necesidades con respecto a la gestión y la comprensión de documentos no cesan de crecer:

[...] la demanda de las empresas se ha vuelto urgente. Efectivamente, estas se han encontrado con un volumen considerable de datos textuales que tratar, es decir, que redactar, archivar, actualizar y, concretamente, verificar su coherencia. Si se considera que los documentos sobre un satélite corresponden a, más o menos, unas 250.000 páginas, se entiende que ningún ser humano puede verificar la coherencia de estos documentos. (Condamines 2008: 42)

En otras palabras, la complejidad y la multiplicidad del conocimiento, asociados a los problemas de inter y transdisciplinariedad, que son los nuestros, muestran claramente que *la terminología* le ha cedido el paso a *las terminologías*, que requieren metodologías y herramientas distintas según los usuarios y los usos de la comunicación moderna, así como una actualización permanente del conocimiento.

1.2. Terminologías y nuevas tecnologías

De este modo, en principio parece necesario establecer el hecho de que, estando las necesidades en constante crecimiento, las respuestas solo podrán diversificarse y modelizarse de forma distinta según el ámbito, el uso y los usuarios. De ahora en adelante, es necesario analizar no solo el objeto o el ámbito en sí, sino el uso y los desarrollos ligados a las necesidades de los usuarios y a sus formas de comunicación antes de lanzarse a un proyecto terminológico. Actualmente, la investigación en este ámbito es cada vez más empírica y está cada vez más orientada a la innovación, aunque las teorías estructurales del ámbito constituyan los fundamentos metodológicos. La convergencia de la lingüística, de la inteligencia artificial (IA), de la ingeniería del conocimiento y, finalmente, del ámbito de la información, han permitido cuestionar de nuevo la manera en que la modelización del conocimiento estaba orientada hasta ahora a la terminología. A nivel de los diccionarios, el debate terminológico ha tratado durante mucho tiempo sobre la elección de los contenidos, es decir, sobre la naturaleza de la información que debe figurar en un diccionario técnico, con una oposición latente entre datos lexico-semánticos y enciclopédicos (Mel'čuk 1988; McArthur 1986). Pero, con la urgencia de la informática y, sobre todo, del formato textual electrónico, este debate ha dado lugar a la cuestión de la estructuración de los datos terminográficos. Además, es interesante señalar, como indicación, que este acercamiento interdisciplinar ya lo anunciaron antaño los partidarios de la TGT:

Dado que los estudios sobre la inteligencia artificial y el desarrollo de sistemas expertos han llevado a tratar los sistemas de nociones, de combinación de nociones, de la representación conceptual de la realidad, etc., hay que esperar un refuerzo de las afinidades entre la teoría general de la terminología y la informática en un futuro próximo. (Felber 1987: 91, citado en Condamines 2003: 46)

Aun así, el desarrollo de nuevos soportes y aplicaciones de documentos, como los tesauros con indexación automática, los glosarios de términos y la elaboración de índices utilizados en motores de búsqueda, los índices hipertextuales, las bases de datos terminológicas como Wordnet, o incluso las ontologías (Aussenac-Gilles 2004; Aussenac-Gilles y Condamines 2004), para los más modernos, han destacado las insuficiencias estructurales de las BDT clásicas y la necesidad de elaborar un nuevo modelo de datos terminológicos.

Una de las principales debilidades de las bases tradicionales, denunciada por muchos lingüistas (Meyer y Skuce 1990; Otman 1996; Condamines 2003), es su incapacidad para establecer y proporcionar una representación explícita de la estructura conceptual de los ámbitos que deberían describir; una ausencia todavía más sorprendente debido al lugar fundamental que ocupa el concepto en terminología (Lerat 1988: 12). Ciertamente, el análisis conceptual siempre ha sido una parte esencial del trabajo terminológico, puesto que permite comprender y estructurar conocimientos difusos y fragmentados:

Knowledge does not come “off the shelf, prepackaged, ready for use” (Hayes-Roth 1987: 293). As already mentioned, it can be inconsistent and contradictory. It can be multidimensional, since experts’ understanding of a conceptual system can depend on their point of view. It may be hard to “capture”, since it is constantly changing, and since emergent knowledge can be incomplete and unclear. (Meyer, Skuce, *et al.* 1992: 957)

Entender y hacer entender los conceptos especializados implica comprender las interrelaciones entre estos últimos para orientar correctamente la búsqueda de documentos ante los expertos, comunicarse eficazmente con ellos, ser capaz de identificar los fenómenos de sinonimia, elaborar las definiciones, establecer equivalentes, gestionar la neología, revisar o incluso actualizar las fichas terminológicas. Ahora bien, la estructura de las bases de datos tradicionales está desprovista de sistemas de representación relacional de los conceptos. Efectivamente, la información conceptual solo está disponible de manera implícita, en forma de definiciones, contextos o incluso etiquetas, es decir, en un lenguaje natural y, de este modo, no se puede explotar de forma automática. Es más, la mayoría de los datos aportados son de orden lingüístico, lo cual restringe sus usuarios potenciales a una única categoría de usuarios, es decir, los traductores (Meyer, Skuce, *et al.* 1992: 956).

Asimismo, las definiciones, las relaciones conceptuales, las ramas del saber y el conjunto de informaciones lingüísticas todavía están asociadas a los problemas o a las especificidades interculturales. Sea cual sea la forma del objeto de investigación, sea cual sea el ámbito, los conceptos y los términos asociados (simples o en cadenas semánticas) dependen del pensamiento y de la creencia (Diki- Kidiri 2002). Es esencial integrar en las nuevas bases de conocimiento multilingües especializados estos universos y su explicación, así como la puesta en perspectiva. No obstante, al contrario de lo que se podría pensar, un diccionario clásico, electrónico o una base de datos, por muy elaborados que estén, no permiten detectar esta dimensión intercultural, al igual que la base IATE:

Se trata, evidentemente, de una iniciativa terminológica indispensable y perfectamente abordable, pero que, sin embargo, encuentra sus limitaciones en el contenido, la naturaleza y la estructura de la base propuesta. Efectivamente, IATE es una base de datos terminológica clásica: se caracteriza por un número de campos terminológicos extremadamente limitados: un ámbito, una definición, un equivalente único y, a veces, un contexto, cuando está disponible. Está totalmente desprovista de datos de carácter conceptual e intercultural, que son, como ya vimos, indispensables para detectar las sutilezas de la lengua y de la terminología jurídica. (Peraldi 2011: 35)

En el mejor de los casos, estos diccionarios ponen de manifiesto algunas similitudes o connotaciones culturales e interculturales uniando los equivalentes de un mismo concepto.

2. Enfoques metodológicos

2.1. *Un enfoque textual*

La definición de los contenidos terminológicos y de su estructuración también obliga a preguntarse sobre el marco teórico subyacente a toda metodología, por muy empírica que sea. Hoy en día se sabe que el enfoque totalmente conceptual de la TGT no ha resistido a las nuevas prácticas terminográficas, relacionadas sobre todo a la aparición de la lingüística de corpus basada en una observación de los hechos lingüísticos, ni tampoco a las nuevas corrientes ideológicas, que han entrado en el campo de la investigación de la terminología. La socioterminología, la terminología cognitiva y, sobre todo, la terminología textual, han demostrado que el enfoque estructural de la Escuela de Viena era muy restrictivo y estaba orientado a los aspectos formales de la lengua para poder reflejar la especificidad de los términos (Cabré 1998), rehabilitando en la misma ocasión el análisis discursivo, la fraseología o incluso un análisis léxico-sintáctico de los términos, y traduciéndose, de hecho, en un acercamiento indiscutible entre terminología y lingüística. Parece que, hoy en día, el debate terminológico se ha desplazado hacia la cuestión del “todo textual” o del “todo ontológico”. La convergencia de la lingüística y de la inteligencia artificial ha permitido no solo volver a cuestionar la modelización de las bases de datos en beneficio de lo que llamamos bases de conocimiento terminológico (BCT), sino que también ha permitido fijar la importancia del enfoque textual en la terminología. Efectivamente, en lugar de que los “objetos vayan hacia su nominación” (Aussenac-Gilles et Condamines 2007: 4), este nuevo procedimiento parte de los discursos reales hacia los recursos terminológicos u ontológicos creados, en vistas de un mejor uso de estos últimos y de un acceso incrementado y automático a las informaciones que recelan, que además está justificado por la masa de información que hay que tratar y describir, tal y como se dijo anteriormente:

Desde hace unos quince años, los textos se utilizan como vectores de conocimientos para construir terminologías u ontologías. El uso de textos se ha sustituido por la interrogación de los expertos, lo cual ha permitido llevar a cabo los métodos de extracción automática de conocimientos. El tema de la construcción de recursos terminológicos, apoyado por una demanda societal muy marcada de la gestión de los documentos, se ha desarrollado con fuerza. (Condamines et Jacques 2006: 185)

Por lo tanto, este entusiasmo conceptual dentro de la representación de los conocimientos no es del gusto de todos. Efectivamente, según Roche (2007: 162), la elaboración de una terminología y, en concreto, de una red conceptual a partir de un corpus, es decir, un conjunto de textos parcial e incompleto, es la principal debilidad de todo procedimiento protextual, puesto que dicha elaboración hace de la ontología una entidad/recurso que difícilmente puede compartirse o reproducirse. De acuerdo con el autor, los términos descritos en el corpus no reflejan conceptos, sino únicamente usos lingüísticos propios de ciertas comunidades discursivas. En la línea de Rastier (2004), el lingüista estima que es imposible proyectar una estructura conceptual en una estructura

lexical, lo cual quiere decir que el léxico no puede traducir una representación científica del mundo en ningún caso:

Nunca se insistirá lo suficiente en el hecho de que no se debe confundir la conceptualización de un ámbito con los discursos a los que este puede dar lugar. Los conocimientos científicos son necesarios para la comprensión de textos especializados, por lo tanto, no se pueden extraer: “Ya que nunca se ve a nadie volverse médico por el simple hecho de estudiar recopilaciones de recetas (Aristote, *Ethique a Nicomaque*, X, 10, 1181b). (Roche 2008: 55)

En otras palabras, la comprensión de los discursos científicos requiere conocimientos extralingüísticos que no figuran en los textos (metáforas, figuras retóricas, etc.) que resultan problemáticos cuando se trata de extraer la información y conceptualizarla, puesto que supone que autor y lector comparten una forma común de conceptualizar y comprender el mundo. De este modo, se impone la necesidad de definir una estructura de nociones única para las distintas comunidades de práctica que compartan la misma realidad (una ontoterminología); es decir, una conceptualización en un lenguaje formal, que emana directamente de los expertos y que permite la creación de una ontología más universal y que se puede compartir, ya que no depende de las manifestaciones lexicales de una comunidad discursiva. En realidad, Roche preconiza aquí una rehabilitación completa de la noción de concepto y, sobre todo, la vuelta a un sistema de representación del conocimiento tal y como Wüster y sus adeptos lo consideraron.

Los partidarios del enfoque textual, al igual que Aussenac-Gilles y Condamines (2009), admiten también la inestabilidad latente de los discursos y de la parte implícita, y, en consecuencia, de la interpretación que engendra la estructuración de una terminología elaborada a partir de datos textuales:

Efectivamente, los discursos no son estables, no se pueden definir ni controlar como los objetos referenciales, y trabajar a partir de textos implica enfrentarse a la variación y a la necesidad de interpretar: “En lugar de partir de una ontología prefijada, cuyo texto no sería más que una manifestación todavía parcial e imperfecta [la concepción retórico/hermenéutica], busca hacer emerger correlativamente las regularidades y las singularidades, y hacerles corresponder fondos y formas semánticas por construcción interpretativa”. (Aussenac-Gilles et Condamines 2009: 118, citant Rastier 2001: 90)

Nosotros tampoco pretendemos que este enfoque ontotextual sea el único enfoque. Pero la puesta en marcha de métodos de extracción automática, que está asociada a la potencia de la herramienta informática, justifica plena y acertadamente su recurso. En efecto, el uso de textos como vectores de conocimiento y fuente de representación conceptual favorece ampliamente una explotación rápida y eficaz de los datos conceptuales y lingüísticos que el texto contiene, respondiendo de este modo a las crecientes exigencias de las empresas anteriormente mencionadas. Por otro lado, a pesar de la variación y las aproximaciones relacionadas con el corpus, el texto sigue siendo el lugar privilegiado de expresión de las especialidades de un ámbito específico, sobre

todo a través de los términos, pero también a través de su entorno inmediato, es decir, la fraseología, de la que es posible deducir toda articulación del pensamiento propio de una comunidad discursiva específica, teniendo especialmente en cuenta los elementos extralingüísticos, como el género textual.

Defendiendo la necesidad de un distanciamiento en cuanto a los textos y a los elementos léxicos que sirven para elaborar cualquier estructura conceptual, el recurso a una exploración textual equipada (métodos ascendentes y descendentes) parece ser el enfoque metodológico más adecuado y más proactivo, puesto que solo el análisis contextual de los textos especializados conduce a informaciones abundantes y múltiples de orden lingüístico y semántico.

2.2. *Un enfoque pluridisciplinar y colaborativo*

Para que el acceso del conjunto de estas informaciones sea fácil y ergonómico para los usuarios, es esencial, además, pasar por la tecnología y por un nuevo sistema de gestión del conocimiento. En efecto, la profusión de conocimiento que podrá relacionarse con asociaciones, disociaciones, perfeccionamiento de las variantes y de las especificidades, por zona geográfica, ámbito especializado, género, etc., corre el riesgo de ser inutilizable y, de este modo, no se utilizará. Esta es la razón por la que nuestros investigadores tratan de trabajar en paralelo y en colaboración con los centros de investigación de los sistemas de información sobre las mejores herramientas que permitan un uso eficaz de los datos especializados y del conjunto de vínculos establecidos entre ellos a todos los niveles, y todo esto en función de las profesiones que utilizarán estos datos.

Se trata de crear herramientas al servicio de los usuarios y de sus especificidades, y de apoyar la creación de estas herramientas en función de las experiencias basadas en las muestras de los usuarios y de las auditorías relacionadas con sus necesidades. También empleamos el término *terminologías* porque cada proyecto tiene su especificidad: herramientas al servicio de los traductores en el campo de las memorias de traducción o de las herramientas fraseológicas; bases de datos que utiliza la industria para la redacción técnica en el campo de las herramientas específicas desarrolladas por las empresas, uso de cadenas semánticas (terminológicas y fraseológicas) al servicio de los desarrollos de la web: referenciación, cadenas de conocimiento, gestión de los datos de Web 2.0 y otros desarrollos de los ámbitos especializados, bases de conocimientos para las ciencias, el derecho, la traducción y la interpretación, etc. Es indispensable investigar sobre las necesidades, hacer un estudio preciso de los cargos y cuestionar la puesta en marcha del conocimiento terminológico de las herramientas para satisfacer dichas necesidades. De este modo, las terminologías no se pueden separar de las tecnologías asociadas, ya se trate del recurso a los programas específicos, del desarrollo de la gestión de los datos en la web o de aplicaciones de la telefonía móvil, etc.

La búsqueda sobre las terminologías tal y como se practica en el CRATIL se basa en esta concepción colaborativa y plural. El estado del arte, las modelizaciones, la transferencia de las innovaciones, las asociaciones de investigación están al servicio de esta nueva dimensión de la terminología. Así, debido a la diversificación de las actividades y de las relaciones ineludibles hoy en día entre término, sentido, universo de conocimiento y universo de pensamiento, las terminologías forman parte de uno de los ejes de investigación de la traductología. Constituyen una rama totalmente independiente, pero también es un ámbito especializado de la traductología, del mismo modo que las matemáticas forman parte de la ingeniería. Los proyectos de investigación en esta nueva perspectiva son sistemáticamente pluridisciplinarios, y asocian las competencias de los investigadores del CRATIL a las competencias desarrolladas en los centros socios de investigación: concretamente dos de los ámbitos especializados que estudiamos (derecho, química, nanotecnología, etc.) y los centros de investigación en sistemas de información, y esto para producir las herramientas operacionales cuyo valor añadido se basa en una asociación de contenidos (orientados a los usuarios) y de contenidos (también orientados a los usuarios).

2.3. Ejemplificación

Los proyectos de investigación surgidos de estas asociaciones tienen actualmente tres años y ofrecen desarrollos innovadores. Efectivamente, las terminologías asociadas a las nuevas tecnologías son la innovación de la ingeniería del mañana al servicio de la gestión multilingüe e intercultural del conocimiento.

En la línea de las críticas emitidas contra las bases de datos clásicas, nuestra elección se ha basado en la implementación de bases de conocimiento terminológico. A modo de recordatorio, las bases de conocimiento, tal y como se perciben en la IA, tienen el objetivo de modelizar y almacenar de forma informática un conjunto de conocimientos, ideas, conceptos o datos, para permitir su consulta/uso. Sirven para reunir de forma centralizada la experiencia de un ámbito generalmente formalizado de forma declarativa a través de reglas, hechos o representaciones, lo cual supone un evidente primer punto de contacto con la terminología. Según Condamines (2003: 50), las BCT tienen cinco elementos específicos característicos, y constituyen, a nuestro juicio, los mismos marcadores de evolución de las bases de datos clásicas: el enfoque textual, la creación de redes de términos, la distinción término/concepto, la noción de uso mencionada anteriormente y, finalmente, el carácter formalizador de las bases de conocimiento.

En efecto, la riqueza y la diversidad de las relaciones conceptuales (es decir, más allá del clásico vínculo “es una especie de”) que figuran en una base representan los criterios de modernidad en cuanto a la modelización del conocimiento. La distinción término/concepto permite no solo la conexión de los niveles léxico y conceptual en la BCT, que resuelve la cuestión de los contenidos terminológicos, sino que también

permite gestionar los fenómenos de polisemia, sinonimia y homonimia hasta ahora ignorados en el tratamiento terminológico de los ámbitos especializados. En cuanto a la noción de uso, permite al usuario situarse en el centro del proceso de elaboración de la herramienta, obligando a sus creadores a cuestionar la metodología de enfoque de la aplicación creada y los usos potenciales. Finalmente, la obligación de formalizar las bases de conocimiento obliga a descontextualizar la información lingüística, permitiendo sobre todo liberarse de la dimensión introspectiva tan característica de las bases de datos clásicas, a menudo elaboradas mediante la pregunta y la validación de un único término y un mismo panel de expertos.

La metodología de investigación aplicada a la elaboración de las bases de conocimiento multilingües combina en concreto tres destrezas. En primer lugar, tiene como fuente de contenidos y de validación de los datos la investigación en traductología y su rama terminológica, que está orientada al uso de datos múltiples, formatos múltiples y multilingües, y también a las conexiones semánticas, culturales, ergonómicas, etc. En el plano metodológico, los análisis lingüísticos que llevan a la constitución de estas terminologías están sistemáticamente basados en una exploración que cuenta con un corpus, que implica sobre todo el uso de marcas lingüísticas (Pearson 1998 ; Candel 2000 ; L'Homme 2004), una descomposición semántica comparativa de los enunciados definitorios (Thoiron, Arnaud, *et al.* 1996 ; Temmerman 2000) cuando nos enfrentamos a fenómenos de indeterminación terminológica, de multidimensionalidad o de variación, así como un análisis léxico-semántico y paradigmático de los términos (L'Homme 2000a, 2000b) para identificar las relaciones nocionales que están en el origen de la red conceptual que hay que construir. Los árboles conceptuales permiten representar y organizar de manera gráfica el universo de un concepto (Wright 1997) para dar una imagen más “expresiva” para la mente cuando el lenguaje escrito y oral llega a sus límites descriptivos, pero también destaca las incoherencias o las dificultades de las nociones propias de cada ámbito especializado.

Desde un punto de vista técnico, los trabajos se llevan a cabo en cooperación directa con la investigación en arquitecturas informáticas y, en particular, el SOA: *Arquitectura orientada al servicio*. Una arquitectura orientada a los servicios (SOA en inglés es *Services Oriented Architecture*) es una arquitectura de programas informáticos que se basa en un conjunto de servicios simples. El objetivo de una arquitectura orientada a los servicios es descomponer la funcionalidad de un conjunto de funciones básicas denominadas “servicios”, aportados por componentes, y describir con precisión el esquema de interacción entre estos servicios. Los trabajos de investigación del CRATIL aspiran a crear bases de conocimiento al servicio de las profesiones cuyas especificidades se integrarán durante la construcción de la base. Esto equivale, en cierto modo, a dibujar, como arquitecto, “una casa” (o “un edificio”) lo más ergonómica posible, en la cual el acceso a los datos (los que sean) se efectuará de la forma más operacional para los usuarios de las profesiones. Para convertir estos proyectos en un objeto real y explotable, el centro de la investigación se asocia con centros de investigación en sistemas de información, que trabajan simultáneamente en la

realización técnica del producto acabado (por así decir, la “construcción” de la casa). El éxito de esta metodología pluridisciplinar radica en que es colaborativa y asociativa, los avances de unos y de otros se enriquecen con los aportes de los unos y de los otros.

Actualmente, en el conjunto de proyectos de investigación realizados estos últimos años, hay tres bases de conocimiento específicas en proceso de elaboración: una trata sobre la nanotecnología y las nanociencias en colaboración con el CNRS⁴⁸ y el centro de investigación de ISEP (Instituto de electrónica de París) (Peraldi 2010⁸); otra se centra en el ámbito de las energías renovables, en colaboración con uno de los centros de investigación del INSA⁴⁹ de Ruán, el LITIS (Laboratorio de Informática, de Tratamiento de la Información y de los Sistemas), la unidad de investigación en el ámbito de las ciencias y las tecnologías de la información de Alta Normandía.

Finalmente, el último proyecto (Peraldi 2008⁹) se estableció por la iniciativa de *Juriconnexion*, una asociación abierta a todas las personas (juristas, documentalistas, abogados, notarios, administraciones, bancos, grandes empresas, entidades territoriales) que utilicen diferentes productos electrónicos de información jurídica en su práctica profesional diaria. Desde 1988, *Juriconnexion* mantiene un diálogo constructivo con los productores, servidores y distribuidores. Expresa el punto de vista de los usuarios ante los poderes públicos y juega un papel activo en la construcción de bases de datos jurídicos oficiales. Trabaja junto con otras asociaciones u organismos que tienen preocupaciones similares. Se ha elaborado la metodología de investigación, se ha construido la primera red semántica bilingüe en el subsector del derecho contractual electrónico, se ha iniciado una reflexión sobre los usuarios. Actualmente, el proyecto está a la espera de financiamiento para un proyecto europeo colaborativo.

Los contenidos jurídicos accesibles son muchos: referencias a las distintas leyes, reglamentaciones y jurisprudencias para un mismo referente jurídico en distintas culturas y comentarios interculturales que pueden permitir una mejor comprensión interna de los datos y favorecer su explotación.

El punto de partida del conjunto de estos trabajos es el análisis de las necesidades en cuanto a la gestión del conocimiento y, particularmente, los conocimientos multilingües de un ámbito especializado. Los métodos de esta investigación empírica permiten, sobre el terreno, efectuar auditorías en torno a las profesiones implicadas, y luego analizar las necesidades por actividades y subsectores. Se trata de describir las prácticas y las necesidades a partir de unas muestras de los usuarios de distintos servicios en una misma profesión. La investigación aplicada entra entonces en juego con la construcción de árboles bilingües o multilingües, que permitirán la elaboración de los contenidos, de acuerdo con el análisis de las necesidades. Esta metodología, que surge de la confluencia de los trabajos de terminología, de semántica y de lingüística, utiliza desde hace poco los aportes de la

⁴⁸ *Centre national de la recherche scientifique* (Centro nacional de la investigación científica)

⁴⁹ *Institut national des sciences appliquées* (Instituto nacional de las ciencias aplicadas)

traductología para interrelacionar las redes conceptuales interculturales. Esta representación facilita el aprendizaje y la adquisición de conceptos fluctuantes, estructurando y uniendo un gran número de informaciones multilingües. Insistimos en el hecho de que la dimensión intercultural que se ha conferido a nuestros recursos se basa en la destreza específica de los traductores/terminólogos investigadores. Además, la constitución de estos recursos ontológicos se basa también en la validación de los investigadores en ingeniería. En efecto, aunque la colaboración con estos últimos pueda parecer inoportuna, este trabajo colaborativo entre especialistas en estructuración de las herramientas y los especialistas en estructuración de contenidos permite precisamente la optimización de la organización de los saberes en vistas de un uso que también se optimizará. Hoy en día se ha puesto de moda hablar de pluridisciplinariedad: efectivamente, la innovación se halla en esta acción de intercambio de destrezas a lo largo de la investigación. En otras palabras, todo análisis lingüístico, y más cuando se trata de discursos especializados, debe pensarse sistemáticamente como una co-construcción interpretativa que tiene lugar entre el terminólogo y el experto (Condamines 2003). El lingüista utiliza los índices lingüísticos que están a su disposición para construir y proponer una teoría alrededor de los fenómenos lingüísticos detectados, mientras que el experto tiene un papel de socio (Picton 2009), validando y, eventualmente, completando las estructuras preestablecidas.

Una vez que las tarjetas conceptuales se han elaborado, que las arquitecturas de las profesiones se han dibujado y que la modelización informática se ha desarrollado, la base puede ver la luz. Son muchas las tecnologías utilizadas para realizarlo, pero también es posible trabajar la creación de forma adaptada, no solo en función de los usuarios pertenecientes a distintas profesiones (científicos, investigadores, juristas, traductores), sino también en función de los usos geográficos y regionales (diferentes ergonomías según el lugar en el que se use).

3. Conclusión: posibles desarrollos

El conjunto de los recursos que se han presentado es multilingüe y puede dar lugar a múltiples desarrollos. Efectivamente, el futuro de estas bases de conocimiento se basa en su uso y su mantenimiento, que implica actualizar de forma regular los datos y los sistemas. Una de las dificultades de nuestra sociedad del conocimiento es, como ya dijimos, la rapidez de la evolución de los datos y de los conceptos, las innovaciones permanentes y los movimientos de las terminologías y de las acepciones. Ante tal movimiento, las bases de conocimiento multilingües y multimedia que se elaboran tendrán que ser evolutivas, y no estáticas. Para ello, se están estudiando los desarrollos al nivel del uso de wikis y de Web 2.0. Además, estas bases de conocimiento podrán llevar integradas distintas herramientas: espacios multimedia para la visualización de tarjetas semánticas, de imágenes o de documentos audiovisuales; espacios para las herramientas específicas: programa de redacción técnica, de localización, de TAO por ejemplo. Son muchos los caminos hacia el desarrollo. Parece que la necesidad es real, los medios existen y, es más, varios universos profesionales requieren herramientas

eficaces para gestionar el conocimiento multilingüe. Estas herramientas favorecen la organización del conocimiento y la explotación de la destreza en los ámbitos específicos que están repartidos en distintas zonas culturales. También serán de gran ayuda para los traductores e intérpretes y para las profesiones que estarán implicadas en ello.

La traductología y su rama “terminologías” está desde siempre al servicio del desarrollo y de la innovación del conjunto de ámbitos que requieran una organización y una modelización del uso del sentido a través de las palabras, las frases, las ideas, los conceptos, las formas de concebir y describir el mundo. El mundo ha cambiado, las profesiones de la traducción también, pero están más que nunca en pleno desarrollo de la sociedad del conocimiento. Por eso, la estrategia de investigación dentro del CRATIL es la innovación, y propone una interdisciplinariedad científica tanto a nivel del saber y la destreza como a nivel metodológico, poniendo en común las técnicas de la investigación empírica, de la investigación aplicada y de la investigación fundamental.

NOTAS

¹ Die terminologische Gemeinschaftsarbeit darf sich nicht darauf beschränken, festzustellen, was ist. Sie muss danach trachten, den so widerspruchsvollen Sprachgebrauch zu vereinheitlichen und zu verbessern. (Wüster 1979/1985: 89)

² IATE (Interactive Terminology for Europe). Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://iate.europa.eu/iatediff/switchLang.do?success=mainPage&lang=fr>>.

³ EuroVoc (Tesauro multilingüe de la Unión Europea). Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://eurovoc.europa.eu/drupal/?q=fr/node>>.

⁴ UNTERM (United Nations Multilingual Terminology Database). Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://unterm.un.org/>>.

⁵ La planificación lingüística puede definirse como una intervención humana voluntaria en la lengua, destinada a cambiar su uso con fines de política lingüística y, especialmente, de protección de la lengua nacional (Auger 1984; Depecker 1996).

⁶ La normalización lingüística se percibe a menudo como un proceso extremadamente pesado y se compara con el dirigismo lingüístico (Rondeau 1984: 115; Depecker 1996); mientras que a la terminología (al menos tal y como se percibe hoy en día) se le califica de descriptiva, lo que significa que el terminólogo observa y analiza la emergencia de los términos, la normalización es prescriptiva y reflexiva.

⁷ UNESCO (2005): Principios conductores sobre las políticas sobre terminología. Elaboración y puesta en marcha de las políticas sobre terminología en las comunidades lingüísticas. París: Organización de las Naciones Unidas para la educación, la ciencia y

la cultura. Consultado el 27 de febrero del 2012, <<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001407/140765f.pdf>>.

⁸ PERALDI, Sandrine (2010): Traducción de las nanociencias. (Jornadas de estudios *Traduire la diversité : domaines littéraire, juridique et des sciences de la vie [Traducir la diversidad : ámbitos literario, jurídico y ciencias biológicas]*, Universidad de Lieja, 6-8 de mayo del 2010. Comunicación no publicada.

⁹ PERALDI, Sandrine (2008): Ontología jurídica multilingüe. (Mesa redonda en las Jornadas Europeas de Informática Jurídica *Mieux légiférer et mieux accéder au droit dans l'espace juridique européen grâce aux évolutions technologiques [Legislar y acceder mejor al derecho en el espacio jurídico europeo gracias a las evoluciones tecnológicas]* París, 10-12 de diciembre del 2008). Comunicación no publicada.

10. Conclusion

Pour conclure, la présente étude a été fondée sur une traduction de trois textes du français vers l'espagnol : un texte sur le langage juridique, un autre sur la terminologie de la base de données LexALP et un autre texte sur les nouvelles technologies liées à la terminologie. Nous avons réussi l'objectif de la présente étude : traduire les textes scientifiques en utilisant les outils et les connaissances acquises lors des cours du master, et faire face aux problèmes de traduction trouvés de la manière la plus juste possible grâce à l'élaboration d'une base théorique qui fait des recherches sur le processus de la traduction, les stratégies et les techniques, que ce soit pour la traduction générale ou spécialisée. Nous avons également produit un glossaire terminologique à partir des trois textes traduits et nous avons inclus tous les commentaires pertinents dans le brouillon et les changements correspondants dans la version finale de la traduction

Afin de mener à bien les traductions, nous avons cherché des textes parallèles dans les deux langues de travail, que ce soit pour connaître certains termes très spécifiques n'apparaissant pas dans les dictionnaires ou pour chercher l'équivalent d'un terme d'une langue vers l'autre. D'un côté, nous avons utilisé tout de même certaines ressources disponibles en ligne, comme IATE, Wordreference, Dictionnaire Reverso et Wordfast Anywhere. D'un autre côté, nous avons utilisé d'autres ressources disponibles gratuitement en PDF, comme le dictionnaire *Léxico jurídico para estudiantes*⁵⁰, le *Juridictionnaire*⁵¹ et le dictionnaire juridique conseillé par Béatrice Garreau (professeur du master) disponible sur internet⁵². Pour clôturer les ressources utilisées, le glossaire terminologique du domaine juridique élaboré pendant les cours du master a été aussi très utile.

Concernant les textes parallèles, nous les avons lus et nous avons fait une analyse expliquant le motif de leur utilité et l'objectif que nous avons en les utilisant. Ultérieurement, nous avons fait une évaluation personnelle de chaque texte et/ou ressource, ainsi qu'une liste avec les différentes difficultés de traduction trouvées, dont les faux amis, les problèmes au niveau syntaxique et les problèmes au niveau lexical et sémantique. Puis, nous avons produit le brouillon de chaque traduction, avec les commentaires (en bleu) et les mots/segments auxquels ils font référence (soulignés en bleu turquoise). Finalement, nous avons ajouté la version finale de la traduction après s'être éloignés du texte pour trouver plus facilement les erreurs de traduction.

⁵⁰ Ortiz, M., Pérez, V., *Léxico jurídico para estudiantes*, Tecnos, 2002.

⁵¹ Picotte, J., *Juridictionnaire*, Faculté de Droit, Université de Moncton, 2012.

⁵² <http://www.jfortun.net/data/Dictionnaire%20v2.pdf>

BIBLIOGRAFÍA

AUGER, Alain, *Repérage des énoncés d'intérêt définitoire dans les bases de données textuelles*, Université de Neuchâtel, 1997

CORREDOR, J., y ROMERO, C., *Aproximación a un lexicón de fraseologismos*, Cuadernos de Lingüística Hispánica, Nº 11, 2008

DÍAZ OTERO, Antonio, *El valor jurídico del paisaje en el derecho público gallego*, Corts: Anuario de derecho parlamentario, Nº 21, 2009

GAPPER Sherry, *La teoría y el arte de la traducción*, Letras, 1991

GIL BARDAJÍ, Anna, *Procedimientos, técnicas, estrategias: operadores del proceso traductor*, Recercat, 2008.

GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, Rut, *La responsabilidad civil por daños al medio ambiente*, Anuario jurídico y económico escurialense, Nº 45, 2012

JIMÉNEZ-SALCEDO, J., MORENO-RIVERO, J., *Al voltant de la jurilingüística: principis i aplicacions de la recerca sobre lengua i dret*, Revista de lengua i dret, Nº 68, 2017

KAPLAN, J., *Manuel sur les Arbres de connaissances*, Projet SCATE (Study Circles: A Tool for Empowerment), Programme Socrates de l'Union européenne, Action Grundtvig, 2006

L'HOMME, M., *La terminologie : principes et techniques*, Presses de l'Université de Montréal, 2004

MEL'ČUK, Igor, *Fraseología y diccionario en la Lingüística Moderna*, Ediciones Universidad de Salamanca, 2001

MONDÉJAR, José, *Onomasiología Ictiónímica y Diccionario de la Lengua (Cuestiones metodológicas y prácticas)*, Universidad de Granada: Anuario de Estudios Filológicos, XXII, 1999

MURA, Ángela, *Fraseología y fraseodidáctica digitales en E/LE*, Normas: revista de estudios lingüísticos hispánicos, Vol. 8, Nº1, 2018

NORD, C., *El funcionalismo en la enseñanza de traducción*, Mutatis Mutandis, Vol. 2, Nº2, 2009

PARKINSON de SAZ, Sara, *Teorías y Técnicas de la traducción*, Boletín AEPE Nº 31. Centro Virtual, 1984

RASTIER, François, *Semántica interpretativa*, Siglo XXI, 2005

ROCHE, Christophe, *Le terme et le concept : fondements d'une ontoterminologie*, TOTh, 2007

ROMANA, M., SÁEZ, J., ÚCAR, M., *Traducción e Interpretación: Estudios, Perspectivas y Enseñanzas*, Unión de Editoriales Universitarias Españolas, Universidad Pontificia de Comillas, 2011

RUFFIER-MÉRAY, J., *Droit, musique et traduction : quand le jurilinguiste est mélomane et que le droit devient musical...*, Traduire, 2007

SOARE, G., MOESCHLER, J., *Figement syntaxique, sémantique et pragmatique*, Pratiques, 2013

THIRY, Bernard, *La motivación de los términos en terminología: Cómo la terminología jurídica asume los riesgos de su evolución*, Revista de Llengua i Dret, N° 51, 2009

Bibliografía en línea:

Organización Mundial del Turismo, ND, (<http://media.unwto.org/es/content/entender-el-turismo-glosario-basico#Turista>)

Organisation Mondiale du Tourisme, ND, (<http://media.unwto.org/fr/content/comprende-le-tourisme-glossaire-de-base>)

Scielo, marzo/abril 2005, (http://scielo.isciii.es/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1135-5727200500020000)

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, 2012, (<http://www.cnrtl.fr/definition/harmonisation>)

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, 2012, (<http://www.cnrtl.fr/definition/logicien>)

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, 2012, (<http://www.cnrtl.fr/definition/phras%C3%A9>)

Gobierno de España, Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación, ND, (<http://www.exteriores.gob.es/RepresentacionesPermanentes/EspanaUE/es/quees2/Paginas/El-Derecho-comunitario.aspx>)

The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 1961, (<http://www.oecd.org/>)

Organización Mundial del Turismo, ND, (<http://www2.unwto.org/es>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=3bxxEAs>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=3ID78Vc>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=A9gb6sb>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=E7NKfBh>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=IPmxaQL>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=N7BnIFO>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=NZEWqRA>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=Q4IeqhF>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=SkENgmm>)

Diccionario de la Real Academia Española, ND, (<https://dle.rae.es/?id=TRcQ1ZZ>)

Encyclopaedia Herder, 2017, (https://encyclopaedia.herdereditorial.com/wiki/Descripci%C3%B3n_definida)

EUR-Lex, ND, (https://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/common_agricultural_markets.html?locale=es)

Érudit, ND, (<https://www.erudit.org/fr/>)

Érudit, ND, (<https://www.erudit.org/fr/revues/meta/>)

L'internaute, ND, (<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/apprehension/>)

L'internaute, ND, (<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/concomitant/>)

L'internaute, ND, (<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/wiki/>)

Gobierno de España, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, ND, (<https://www.mapa.gob.es/en/desarrollo-rural/temas/politica-forestal/inventario-cartografia/inventario-nacional-erosion-suelos/>)

Yoseo, ND, (<https://www.yoseomarketing.com/blog/que-es-uri-que-significa-diferencia-url/>)

EUR-Lex, 13/12/1993, (<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31993D0626:ES:HTML>)

EUR-Lex, 03/11/1998, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=celex%3A31998L0083>)

EUR-Lex, 22/04/1999, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=CELEX%3A51999AG0035>)

EUR-Lex, 23/07/1999, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?qid=1555953229537&uri=CELEX:31999R1750>)

EUR-Lex, 30/04/2004, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/ALL/?uri=CELEX%3A32004L0035>)

Proz, 23/10/2004, (<https://www.proz.com/kudoz/italian-to-spanish/geography/845818-arco-alpino.html>)

Banque de termes LexALP, 06/02/2006
(http://lexalpapps.eurac.edu:8080/termbank/Home.po?FACET.0=cdm-headword&OPERATOR.0=2&FACETVALUE.0=zone+%C3%A0+circulation+limit%C3%A9&SOURCE.0=fra&TARGETS=fra&XSL=Default&NB_RESULT_PER_PAGE=5&OFFSET=&action=rechercher)

Banque de termes LexALP, 06/02/2006,
(http://lexalpapps.eurac.edu:8080/termbank/Home.po?FACET.0=cdm-headword&OPERATOR.0=2&FACETVALUE.0=zone+%C3%A0+faible+circulation&SOURCE.0=fra&TARGETS=fra&XSL=Default&NB_RESULT_PER_PAGE=5&OFFSET=&action=rechercher)

LexALP Information System, 28/04/2009 (<http://lexalp.eurac.edu/>)

Slideshare, 08/07/2009, (<https://es.slideshare.net/Gabinoboquete/fraseologa-def>)

Novice Translators Blogspot, 22/11/2010,
(<http://novicetranslators.blogspot.com/2010/11/convenio-o-convencion.html>)

IniTerm, 11/10/2011, (<http://www.initerm.net/post/2008/10/19/Onomasiologie-et-semasiologie>)

EUR-Lex, 31/12/2011, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/ALL/?uri=celex:32001L0077>)

UnComo, 16/01/2017, (https://educacion.uncomo.com/articulo/cual-es-la-diferencia-entre-lengua-y-lenguaje-32188.html#anchor_0)

EUR-Lex, 22/02/2017, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=LEGISSUM%3A128161>)

Confédération Suisse, 27/11/2017,
(<https://www.eda.admin.ch/aboutswitzerland/es/home/dossiers/die-schweiz-und-ihre-bergrekorde/alpenkonvention.html>)

EUR-Lex, 11/12/2017, (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/?uri=LEGISSUM%3Axy0022>)

Glossaire Eau et Milieux Aquatiques, 19/06/2018, (<http://www.glossaire-eau.fr/es/concept/convenio-de-r%C3%Ado>)

ANEXOS

Glosario jurídico elaborado en clase (FRANCÉS-ESPAÑOL)

Acte de notification	Diligencia	
A comprau	Comparece	
Acte de mariage	Acta de matrimonio	
Adjoint administratif	Auxiliar administrativo	Tramitador procesal
Administrateurs	Consejeros	
Administration Fiscale espagnole	Agencia Tributaria	
Administrer une preuve	Practicar prueba	Profuire une preuve
Adresser	Remitir	Envoyer
Adresser	Remitir	
Aide judiciaire	Auxilio judicial	
Ambassade	Embajada	
Arrêt	Sentencia	juridiction 2ème instance
Article	Cláusula	Contrato, pero a partir del 4º poner artículo
Auquel cas	En ese caso	
Aux fins présents	Para la práctica de las presentes	
Avoir la faculté de	Tener la facultad de	
Bureaud'étrangers	Oficina de extranjeros	
Ce dont je donne acte	Certificar	
Centre de retention des étrangers	Centro de internamiento de extranjeros	
Cession droit	Cesión de derechos	
Chambre des notaires	Colegio notarial	
Ci-après	A continuación	
Ci-après	En adelante	
Citation à comparaître	Cédula de citación	être cité à comparaître
Conformément aux	Según lo previsto	Selon les dispositions prévues
Conseiller de la cour de cassation	Magistrado	Cour d'appel/du conseil de l'État
Constitué suivant acte reçu par	Constituído mediante escritura otorgada por	
Contestation	Litigio	Contrato
Contraventions	Delitos leves	

Convention	Convenio	
Cooperation judiciaire	Auxilio judicial	
Crimes	Crímenes	
Décision	Decreto	
Décision de justice	Resolución judicial	Genérico
Décision rendue par un greffier	Decreto judicial	
Déclarer recevable	Admitir a trámite	
Décorations	Condecoración	legión de honor
Défendeur	Demandado	Partie défenderesse/Intimé
Défenseur	Letrado	Avocat
Délit qualifié	Delito tipificado	
Délits	Delitos menos graves	
Délivrer	Expedir	
Demandeur	Demandante	Partie demanderesse
Demandeur au pourvoi	Demandante en casación	
Dénoncer	Denunciar	si el denunciante no es víctima
Dépens	Costas	
Dépens judiciaires exposées par chaqu'un d'eux	costas judiciales en los que cada uno de ellos haya incurrido	
Déroulement	Tramitación	Démarche
Document certifié conforme	Documento compulsado	
Donner suite à une demande	Dar curso por la vía diplomática	Acheminer par la voie diplomatique
Donner une suite favorable	Dar una respuesta favorable	
DONT ACTE	Doy fe	
DONT ACTE	Doy fe	
Dont le siège social est à	Con sede social sita en	
Dossier d'instruction	Sumario	
Dresser	Extender	
Écrit fondé	Escrito motivado	motivé
EN BREVET	Original entregado a las partes	
En date de	Con fecha	
Ester en justice	Litigar	Plaider
Établir un document	Formalizar un documento	

Étant préalablement exposé que	Que siendo acordado previamente, exponen lo que sigue	
Exécuter	Ejecutar	
Expert	Perito	
Expiration	Vencimiento	
Extradition	Transferencia	solicitud de estado a estado para el traslado de una persona para ser juzgada en otro estado
Faillite, redressement ou liquidation judiciaire	Suspensión de pagos, saneamiento o liquidación judicial	
Fait	Formalizado	Contrato
Flagrant délit	Delito por flagrancia	être pris sur les faits
Former un recours	Recurrir	
Guichet d'admission	Despacho de admisión	
Honoraires	Minuta	
Il en donne acte	Dar constancia	
Introduire un pourvoi	Interponer recurso en casación	Apelar en casación
Jugement	Sentencia	jurisdiction 1ère instance
Juridiction à juge unique	Juzgado	
Juridiction collegiale	Tribunal	
Jusqu'à ce que	Hasta tanto	
La durée du contrat	La vigencia del contrato	
Lancer	Poner en marcha	
Les grosses	Documentos originales	
L'état requérant	Extradición activa	
L'état requis	Extradición pasiva	
Lettre recommandée avec accusé de réception	Carta certificada con acuse de recibo	
Magistrat-juge	Magistrado-juez	
Magistrats du siège	Magistrados	Juges qui prennent une décision
Mandat d'amener	Requisitoria de búsqueda y detención	
Mandat d'arrêt	Orden de busca y captura	
Mandat de dépôt	Orden de ingreso en prisión	
Médecin légiste	Médico forense	

Mémorial	Memorial	
Mesures d'instruction	Diligencias	
Mis en examen	Investigado	
Mise en demeure signifiée par	Requerimiento efectuado por	
Nommés à leur fonction	Nombrados para su función	
Nous	Yo	No se usa plural mayestético en español
Objet de la demande d'extradition	Extradicto	
Office d'asile et des réfugiés	Oficina de refugio y asilo	
Officier de l'état civil	Encargado del registro civil	
Ordonnance	Auto	Providencia/Met fin à une procédure
Ordre d'avocats	Colegio de abogados	Barreau
Page de titre	Página legal	De créditos
Parquet	Fiscales	Ministère public/Procureurs
Parquet	Acusación pública	
Partie civile	Acusación particular	
Personne visée par la plainte	Persona denunciada	
Pièces	Documentación	
Placement en detention	Detención	Privé de liberté
Plaideur	Litigante	
Plainte avec constitution de partie civile	Querrela	
Police aux frontières (PAF)	Policía fronteriza	
Porter plainte	Denunciar	si el denunciante es víctima
Poste de frontière	Puesto fronterizo	
Pour faire état du fait que	Para hacer constar que	
Pour valoir ce que de droit	Para que conste	
Poursuite	Enjuiciamiento	
Pourvoi	Recurso de casación	
Prefet	Delegado de gobierno	
Procédure abrégée	Diligencias previas	
Procédure rapide	Enjuiciamiento rápido	
Procès verbal de police	Atestado	

Prononcer	Decretar	
Questionnaire unifié	Cuestionario uniforme	
RCS	Registro mercantil	
Recepissé	Resguardo	
Recours individuels en inconstitutionnalité	Recurso de amparo constitucional	
Recueil	Repertorio	
Rediger sur	Extender	
Registre du Commerce et des sociétés	Registro mercantil	
Réponse écrite à	Respuesta escrita a	
Résiliation	Rescisión	
Ressortissant	Proceder de un Estado	Être originaire d'un état
Saisir un tribunal	Acudir a un tribunal	
Se procurer qq chose	Obtener algo	
Secrétaire-greffier	Secretario judicial	Letrado de la administración de justicia
Secrétaires administratifs	Gestores procesales	
Secrétariat-greffe	Oficina judicial	
Sentence	Laudo	décision cour arbitral
Si	En caso de que	Au cas où+conditionnel
Sis à	Situado en	
Sommes dues	Cantidades adeudadas	
Sous réserve que	Siempre y cuando	
Statuts	Estatutos	
Tant que	Mientras	
Tenue d'un acte	Celebración de un acto	
Tirage	Tirada	
Transfert	Transferencia	Persona con libertad
Un compte	Una relación	
Veredict	Sentencia	décision cour d'assise
Vol avec violence	Robo con fuerza	
Accusé	Procesado	
Acquitté	Absuelto	criminel
Citation directe	Procedimiento de citación directa	
D'emprisonnement	De prisión	

Instruction rapide	Juicio rápido	
Mesures d'instruction	Diligencias	
Mesures d'instruction préliminaires	Diligencias previas	
Prevenu	Encausado	
Procédure contraventionnelle	Juicio por delito leve	
Procédure contraventionnelle	Procedimiento por falta	Devant le tribunal de police
Procédure correctionnelle	Procedimiento correccional	Devant le tribunal correctionnel
Procédure criminelle	Procedimiento del jurado	
procédure criminelle	Procedimiento del tribunal del jurado	Devant la Cour d'Assise
Procédure d'amande forfaitaire	Procedimiento de multa a tanto alzado	El precio de la multa está preestablecido
Procédure d'ordonnance pénale	Procedimiento de auto penal	
Procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	Procedimiento de comparecencia inmediata previo reconocimiento de culpabilidad	
Procédure de composition pénale	Proceso por aceptación de decreto	
Procédure de médiation pénale	Proceso de mediación penal	
Procédure ordinaire	Procedimiento ordinario	
Procédures sommaires	Procedimiento abreviado	
Relaxé	Absuelto	correctionnel/délits